

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE
SUR LES
COLONIES DE LA COURONNE
BRITANNIQUE

LES ANTILLES ANGLAISES
LE GOUVERNEMENT LOCAL ET L'ORGANISATION
LÉGISLATIVE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 5 Juin 1913, à 4 heures 1/2

PAR

EUGÈNE SICÉ

Président : M. LESEUR, *professeur*
Suffragants { MM. RENAULT, *professeur*
 { LARNAUDE, *professeur*

PARIS (5°)
M. GIARD & É. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1913

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

ÉTUDE
SUR LES
COLONIES DE LA COURONNE
BRITANNIQUE

LES ANTILLES ANGLAISES
LE GOUVERNEMENT LOCAL ET L'ORGANISATION
LÉGISLATIVE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

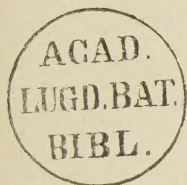
Présentée et soutenue le Jeudi 5 Juin 1913, à 4 heures 1/2

PAR

EUGÈNE SICÉ

Président : M. LESEUR, professeur

Suffragants { *MM. RENAULT, professeur*
LARNAUDE, professeur



PARIS (5°)

M. GIARD & É. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

—
1913



Digitized by the Internet Archive
in 2026

PRÉFACE

L'Empire colonial britannique couvre une superficie totale d'environ *25 millions de km²* et compte une population de près de *360 millions d'habitants*. C'est, avec la Chine, l'une des plus vastes et des plus peuplées des organisations politiques du globe terrestre.

Cet immense empire peut être divisé en trois groupes distincts, de la façon suivante :

	Superficie	Population
	Kmq	Habitants
Dominions ou colonies à self-government	15.400.000	18.000.000
Colonies de la couronne	3 900.000	40.000.000
Empire des Indes	3.700.000	300.000.000

Le *premier groupe* comprend les colonies du Cap, du Canada et de l'Australie. Ce sont actuellement de véritables Etats placés sous la tutelle de l'Angleterre et parvenus déjà à un degré de civilisation tout à fait comparable à celui de la Métropole ; elles représentent d'une façon générale l'expansion de la race anglo-saxonne proprement dite, bien que les Français au Ca-

nada, les Hollandais au Cap, les Irlandais un peu partout fassent également sentir leur présence ; elles se développent et sont exploitées par des peuples jeunes puissamment secondés dans leurs entreprises par les capitaux de la Mère Patrie ; ce sont les démocraties de l'avenir, vraisemblablement appelées à se détacher un jour ou l'autre, sans secousse, de l'Angleterre, pour se constituer en Etats tout à fait indépendants.

L'Empire Indien, à lui tout seul, forme le second groupe et non le moins important. Une des contrées les plus anciennement habitées du globe, l'Inde est un empire asiatique, reconstitué par la conquête et la domination anglaise. On y trouve un mélange extraordinaire de races, de langues et de religions. Entre les colons anglais absolument noyés dans la masse de la population et les indigènes, il existe, comme bien l'on pense, au point de vue de la civilisation, des différences énormes et il est permis de se demander comment le Gouvernement Britannique parvient à maintenir sous son autorité, avec une armée relativement infime, des territoires aussi vastes et aussi peuplés. La civilisation occidentale n'y pénètre que lentement : il y a juxtaposition, non pas assimilation.

Les *colonies de la Couronne* forment enfin un 3^e groupe qui a aussi son importance et qui se distingue bien nettement des 2 précédents. Ce sont en général des points stratégiques fort bien situés ou des contrées tropicales plus ou moins vastes destinées surtout à fournir des produits au commerce. Elles occupent, par leur climat, leur population, leur degré de civilisation, une

situation intermédiaire entre les grandes colonies autonomes britanniques de climat tempéré, de population fort peu dense, de civilisation très avancée, et l'Empire des Indes de climat tropical, de population très dense et de civilisation encore arriérée. Elles ne peuvent guère espérer atteindre avant longtemps le même degré de prospérité économique et d'éducation politique que les grands dominions anglais ; à ce point de vue, elles se rapprochent beaucoup plus de l'Empire Indien. Il serait toutefois injuste d'en méconnaître la très réelle importance.

Entre territoires si divers, entre populations si différentes, il ne saurait évidemment être question d'organisation commune. Aussi retrouvons-nous pour l'ensemble des colonies anglaises, au point de vue de leur régime politique et de leur *organisation administrative*, les mêmes grandes divisions que nous avons été amenés à faire au point de vue de leur situation géographique et de leur population : colonies autonomes, — empire indien — colonies de la Couronne.

Nous ne nous occuperons que du régime politique des Colonies de la Couronne, en choisissant parmi elles les *Antilles* proprement dites, y compris les Iles Bahamas.

Nous avons été amenés à choisir ce sujet par la remarque que nous avons pu faire de l'absence complète de tout travail, en langue française, relatif à l'organisation politique et administrative des Colonies de la Couronne Britannique. Il existe au contraire déjà un certain nombre d'études intéressantes sur les colonies autonomes de la Grande Bretagne (1). Or il semble bien

(1) André, *l'Angleterre et ses colonies autonomes* ; Eutrope, *Colonies*

que ce soit l'organisation des Colonies de la Couronne, de préférence à celle des grandes fédérations anglaises d'outre mer, qu'il soit le plus utile de connaître pour nous autres Français dont la presque totalité des colonies se trouve située dans les régions *tropicales*. A l'exception en effet de l'Algérie et de la Tunisie, auxquelles on peut maintenant adjoindre le Maroc, qui forment un groupe à part dans notre empire colonial, toutes nos possessions d'outre mer sont situées entre les tropiques, c'est-à-dire qu'elles ne se prêtent pas du tout à un développement régulier et normal de la population européenne. On ne saurait donc raisonnablement songer, à l'heure actuelle, à les doter du régime du gouvernement responsable qui nécessite, pour son bon fonctionnement, des conditions tout à fait différentes de celles que l'on y trouve.

Telle est la raison pour laquelle nous nous sommes décidés à rechercher quelle était la solution à laquelle s'était arrêté le Gouvernement Impérial pour la bonne administration des Colonies de la Couronne.

Deux grandes méthodes s'offraient à nous pour le faire. Nous pouvions en effet : ou bien, passer successivement en revue chacune des Colonies de la Couronne, en en étudiant d'une façon sommaire le régime politique ; — ou bien, nous arrêter à une seule de ces nombreuses colonies et approfondir davantage le fonctionnement du Pouvoir Législatif et du Pouvoir Exécutif.

La première méthode aurait eu cet inconvénient d'allonger notre travail et de compliquer nos recherches, en nous exposant en outre à de fréquentes répétitions

anglaises à self-government ; Merens, Etude sur les colonies anglaises autonomes.

par suite des nombreux points de ressemblance qui existent dans le régime politique des différentes colonies tropicales anglaises. Elle aurait par contre présenté cet avantage de nous faire connaître les diverses solutions apportées, suivant les cas, par le Gouvernement Impérial, à la question de la meilleure administration des Colonies de la Couronne.

La seconde méthode aurait au contraire présenté les avantages et les inconvénients inverses de ceux de la première : elle aurait simplifié notre étude, mais celle-ci eût été certainement incomplète.

Et voilà pourquoi nous avons eu l'idée de choisir comme sujet d'étude les Antilles Anglaises. Nous étions ainsi amenés à suivre une troisième méthode, intermédiaire en quelque sorte entre les deux précédentes, grâce à laquelle, avec un travail moins long et des recherches moins compliquées que par la première méthode, nous pouvions obtenir des résultats plus complets et plus satisfaisants que par la seconde méthode. Les Antilles Anglaises en effet, quoique se trouvant toutes à peu près exactement dans les mêmes conditions climatiques et ethnographiques, sont loin d'être placées absolument sous le même régime politique. On y trouve au moins *3 types différents* de gouvernement, 3 modes d'organisation du pouvoir législatif. En faisant donc l'étude du régime politique des Antilles Anglaises, nous examinerons à la fois les principales et même les seules solutions apportées par le Gouvernement Britannique à la question de l'administration des colonies tropicales proprement dites.

D'autre part, — seconde considération de nature à

justifier le choix de notre sujet, — la France possède, dans les mêmes régions, depuis la même époque, dans le voisinage immédiat des Antilles anglaises, deux colonies qui sont, comme nous aurons l'occasion de le constater, loin d'être en aussi bonne voie tant au point de vue politique qu'au point de vue économique. Il nous a donc paru intéressant, dans cet ordre d'idées, d'essayer d'exposer le système de gouvernement appliqué par la Couronne à ses possessions antillaises, de façon à permettre de rechercher si l'inégal degré de prospérité des Antilles françaises et Anglaises ne pouvait pas être imputé aux différences qu'il est facile de relever dans leur système de gouvernement.

Nous nous sommes donc bornés, dans notre étude, à l'examen du *gouvernement local* et de l'*organisation législative* des Antilles britanniques, laissant complètement de côté les questions relatives à l'organisation financière et ne donnant que de brèves indications sur le développement économique de ces colonies.

Avant d'entrer directement dans le sujet, il importe de préciser, dès à présent, ce qu'il faut entendre par Colonies de la Couronne, en Angleterre.

Les publicistes anglais, d'accord avec le Gouvernement Impérial, s'entendent pour définir les « *Crown Colonies* » par opposition avec les « *self-governing colonies* ». La définition qui est généralement adoptée est celle que l'on trouve dans le *Government Year Book*, d'après laquelle « les Colonies de la Couronne sont celles dans lesquelles la Couronne a un *pouvoir effectif de contrôle* sur la *législation*, ainsi que sur les *fonctionnaires publics*. L'expression englobe par conséquent toutes les

colonies anglaises, à l'exception de celles qui peuvent être classées dans la catégorie des colonies autonomes, ou colonies à gouvernement responsable ». Voilà qui est clair. Mais là où toute clarté semble à peu près disparaître, c'est lorsque certains publicistes, se refusant à reconnaître, à l'intérieur même du groupe des Colonies de la Couronne, une nouvelle division bipartite entre les colonies à institutions représentatives sans gouvernement responsable d'une part, et les colonies sans institutions représentatives et sans gouvernement responsable de l'autre, proposent de faire de ces dernières une classe à part, distincte à la fois des colonies autonomes et des colonies de la Couronne. A vrai dire, on ne voit pas très bien la nécessité d'adopter, en dehors de l'Empire des Indes qui forme un groupe à part, cette division des colonies anglaises en trois classes distinctes à savoir : les colonies à institutions représentatives et gouvernement responsable ; les colonies à institutions représentatives, sans gouvernement responsable ; les colonies de la Couronne proprement dites.

La différence que l'on veut voir entre ces deux derniers groupes de colonies est en effet bien plus apparente que réelle. Elle consiste uniquement en ce fait que, dans les colonies du premier groupe, la législature locale est en tout ou, le plus souvent, en partie seulement, élue par la population, tandis que, dans celles du second groupe, elle est entièrement nommée par la Couronne. Mais ce ne sont là que des apparences auxquelles il n'y a vraiment pas lieu de s'arrêter.

En réalité, comme le reconnaît d'ailleurs un des auteurs de la division tri-partite que nous critiquons, « il

est difficile de déterminer la différence exacte qui existe, pratiquement, entre une colonie de la Couronne et une colonie à institutions représentatives, mais sans gouvernement responsable, étant donné que, dans les deux cas, la Couronne dispose d'un pouvoir suprême de contrôle sur la législation, sans qu'il soit nécessaire pour cela d'introduire aucune modification particulière dans la constitution de la colonie (1). »

Cette observation suffit, semble-t-il, à faire abandonner la distinction que l'on veut établir entre les colonies dotées d'institutions prétendues représentatives et celles qui ne le sont pas. Du moment que, dans un cas comme dans l'autre, le Gouvernement Impérial dispose, en fait, d'un droit de veto absolu sur tous les actes de la législature locale, ainsi que d'un pouvoir de contrôle sur tous les fonctionnaires publics de la colonie, on ne trouve plus, à la vérité, aucun criterium sur lequel baser une distinction sérieuse entre ces deux cas. Ce ne sont que deux *modalités* d'un *même type* de colonies. En d'autres termes, la présence d'un élément électif dans la composition de l'assemblée locale ne modifie point d'une façon profonde le caractère de la colonie, à moins que le système électoral ne repose sur une base très large, par suite de la présence dans la colonie d'une population blanche importante, auquel cas les institutions représentatives ne tarderaient pas à se doubler du gouvernement responsable.

Nous nous rallions donc décidément à la division que nous avons signalée dès le début des colonies an-

(1) V. Ireland, *Tropical colonisation*, p. 44.

glaises, en deux grandes classes, réserve faite toujours de l'Empire des Indes, à savoir :

1° Les colonies à *gouvernement responsable*, dans lesquelles la Couronne s'est uniquement réservé le droit de « désavouer » (disallow) les actes votés par le parlement local, mais dans lesquelles, par contre, le Secrétaire d'Etat n'exerce son pouvoir de contrôle sur aucun autre officier public que le gouverneur. Sur toutes les questions intéressant les affaires intérieures de la colonie, le gouverneur prend l'avis des Ministres qui l'assistent et sont responsables devant le parlement.

2° Les colonies n'ayant *pas de gouvernement responsable*, dans lesquelles la Couronne exerce un droit absolu de veto sur toutes les lois votées par la législature locale et dans lesquelles, en outre, l'administration est aux mains de fonctionnaires publics sous le contrôle du Secrétaire d'Etat pour les Colonies. Ce sont les Colonies de la Couronne à proprement parler.

Ces colonies se subdivisent elles-mêmes en quatre catégories distinctes :

a) Colonies pourvues d'une Chambre de l'Assemblée (House of Assembly) élue et d'un conseil Législatif nommé. Ce sont : les îles Bermudes, les îles Bahamas, la Barbade ;

b) Colonies possédant un conseil législatif en partie élu, mais dont la constitution ne prévoit pas une majorité officielle. Ce sont : la Guyane anglaise et l'île de Chypre ;

c) Colonies possédant un conseil législatif en partie élu, mais dont la constitution prévoit une majorité of-

ficielle. Ce sont : la Jamaïque, les Iles sous le Vent, Malte, Maurice et les îles Fijï ;

d) Colonies et protectorats possédant un conseil législatif nommé par la Couronne. Ce sont : le Honduras britannique, Ceylon, le protectorat de l'Afrique Orientale, Hong-Kong, le Nyasaland, Sainte-Lucie, Saint-Vincent, les Seychelles, Sierra Leone, la Nigéria du sud, les Etablissements des Détroits, la Trinidad ;

e) Colonies et protectorats n'ayant pas de conseil législatif. Ce sont : le territoire des Ashanti, le Basutoland, le Bechuanaland, la Nigéria du nord, les territoires septentrionaux de la Côte d'Or, Sainte-Hélène, l'Uganda, Weï Haï Weï, les îles comprises dans la « Haute commission du Pacifique occidental ».

Comme on le voit par cette énumération, les colonies dotées d'une assemblée entièrement élue, vraiment représentative, ne sont plus, à l'heure actuelle, qu'au nombre de trois. Ce sont d'ailleurs, il convient de l'ajouter, les premières qui aient joui des institutions représentatives.

On a pu remarquer également, dans ce tableau, que les Antilles Anglaises figurent à la fois dans la 1^{re}, la 3^e et la 4^e catégorie des colonies de la Couronne.

INTRODUCTION GÉOGRAPHIQUE ET HISTORIQUE

L'Archipel des Antilles.

I. L'Archipel des Antilles est constitué par un véritable chapelet d'îles et d'îlots, aux formes et aux dimensions les plus variées, qui s'égrènent entre les deux continents américains, reliant, par les presqu'îles de la Floride et du Yucatan, l'Amérique du nord et l'Amérique centrale, aux bouches de l'Orénoque dans l'Amérique du sud. Ces milliers d'îles et de récifs se dressent, entre les deux massifs continentaux du Nouveau Monde, comme une sorte de ligne de partage des eaux, entre l'Océan Atlantique d'une part et la Méditerranée américaine de l'autre. Cette mer intérieure se divisant elle-même en deux bassins bien distincts, communiquant par le détroit de Yucatan : le golfe du Mexique au nord et la mer Caraïbe au sud.

Constitution géologique.

Au point de vue *géologique*, l'Archipel des Antilles appartient à la grande dépression méditerranéenne de l'écorce terrestre : c'est donc avant tout une *région de dislocation* et d'effondrement, caractérisée par ses plis

montagneux s'élevant au-delà de 3.000 mètres, ses remarquables fosses marines atteignant des profondeurs de 8.430 mètres (fosse des Iles Vierges), son intense et redoutable activité volcanique.

D'une façon générale, on peut considérer les îles, récifs et bancs sous-marins de l'archipel antillais comme étant les sommets d'une puissante chaîne de montagnes aujourd'hui submergée, comme les derniers vestiges de l'isthme ancien qui reliait probablement la presqu'île de la Floride à l'Amérique du Sud ; il convient toutefois de ranger à part le groupe des îles Bahamas et de nombreux îlots moins importants qui sont plutôt d'origine madréporique.

Climat.

Le climat des Antilles appartient, dans l'ensemble, au type *équatorial* : il se caractérise par une chaleur humide à peu près constante, une température de serre, variant fort peu d'une saison à l'autre ; les écarts de température ne dépassent guère 7 à 8° (1) (20° pendant les mois les moins chauds, c'est-à-dire de janvier à mars et 27° pendant les mois les plus chauds, c'est-à-dire de juin à août). Les conditions climatiques varient beaucoup d'une région à l'autre, les îles les plus éloignées de l'Equateur et les plus exposées aux trade-winds du nord-est étant les mieux partagées au point de vue de la salubrité.

(1) Sur le littoral du moins ou dans les régions basses, car, sur les hauteurs, le thermomètre descend couramment au-dessous de 11 à 12° et monte jusqu'à 22 ou 23°, suivant les saisons.

Pluies.

Les *pluies* sont partout *abondantes*, les saisons particulièrement humides s'étendant du mois de mai au mois de juillet, ainsi que de septembre à octobre. La chaleur et les pluies entretiennent une végétation luxuriante et le sol, d'une fertilité remarquable, se prête à toutes les cultures tropicales.

Vents.

Les *vents* dominants sont les *alizés du nord-est*. Ils soufflent avec la plus grande régularité pendant les mois de janvier, février, mars, rendant ces mois particulièrement agréables.

Cyclones.

A l'exception des îles de Trinidad, Tobago, Grenade, la plupart des îles des Antilles sont souvent visitées par de *violents cyclones* qui s'abattent sur elles généralement pendant l'hivernage (août, septembre, octobre).

Éruption et tremblements de terre.

L'Archipel des Antilles doit enfin à son *origine volcanique* les redoutables poussées éruptives (Martinique, Guadeloupe, Saint-Vincent) ainsi que les fréquents tremblements de terre qui y ont déjà causé de nombreux et terribles désastres.

Partage politique.

Au point de vue politique, les Indes Occidentales sont actuellement réparties entre l'Angleterre, les *Etats-Unis*, la France, le Danemark et la Hollande. Seule, l'île de *Saint-Domingue* se partage en deux républiques indépendantes, tout le reste de l'Archipel ayant été occupé par les puissances colonisatrices.

Si l'on met à part la belle et grande île de *Cuba*, de beaucoup la plus riche de toutes les Antilles, c'est l'Empire Britannique qui possède à coup sûr les colonies les plus importantes aux points de vue de la superficie, de la population, ainsi que du développement économique. Ce sont elles qui feront seules l'objet de la présente étude. Nous commencerons par en donner un rapide aperçu aux points de vue géographique et historique, puis nous examinerons le régime politique qui leur est appliqué par le Gouvernement Impérial.

Les Antilles Anglaises.

II. *Les Antilles Anglaises.* — Elles peuvent se diviser en 6 groupes de colonies, d'une superficie totale de 30.700 km². et d'une population s'élevant à 1.777.000 habitants, ce qui nous donne une densité moyenne de 57 habitants au km². densité variant au reste de 5 habitants au km². (îles Bahamas) à 464 pour la Barbade.

Ces 6 groupes de colonies sont les suivants : la Jamaïque, les îles Bahamas, les Leeward Islands (Iles sous

le vent), les Windward Islands (Iles Du vent), la Barbade et la colonie de Trinidad et Tobago.

Jamaïque.

1° La *Jamaïque*. — Elle a été découverte le 3 mai 1494 par Christophe Colomb qui lui donna le nom de San Yago. Elle n'a été colonisée que vers 1510 par les *Espagnols* qui l'ont occupée jusqu'en 1655. Elle fut alors attaquée par des *forces anglaises*, envoyées par Cromwell, qui s'emparèrent de l'île, après une faible résistance des habitants, le 3 mai 1655. En 1670, la paix ayant été conclue avec l'Espagne, les droits de l'Angleterre sur la Jamaïque furent reconnus définitivement par le traité de Madrid.

La Jamaïque est située dans la mer des Antilles, à peu près au centre de la Méditerranée américaine. Elle est comprise entre 17° 48' et 18° 32' latitude nord d'une part, 76° 10' et 78° 20' 50" longitude ouest d'autre part. C'est de beaucoup *la plus importante* des Antilles Anglaises. Elle s'étend sur une longueur extrême de 144 miles (231 km., 741) et une largeur extrême de 49 miles (78 km., 856), couvrant une superficie totale de 10.800 kmq.

L'île est très montagneuse et connaît d'assez fortes altitudes, surtout dans la partie orientale où la chaîne des *Blue Mountains* s'élève à près de 2.300 mètres.

Le climat est extrêmement varié, par suite notamment des différences d'altitude ; il présente des écarts de température tout à fait exceptionnels dans ces régions. Sur le bord de la mer, la chaleur est tempérée

par la brise marine qui souffle dans la journée, mais surtout, pendant la nuit, par la brise fraîche qui descend des collines de l'intérieur. Quelle que soit la saison, la température est toujours très agréable dès que l'on s'élève un peu sur la montagne où le climat est bien plus salubre que sur les côtes. La partie septentrionale de l'île qui est exposée constamment aux *alizés* du nord-est est toujours sensiblement moins chaude que la partie méridionale.

Comme dans la plupart des Antilles, la saison pluvieuse à la Jamaïque est double : elle s'étend du mois de mai au mois de juin et du mois d'octobre au mois de novembre ; mais il pleut d'une façon générale durant toute l'année ; la hauteur d'eau recueillie en moyenne est de 1.700 *millimètres* par an, la partie la plus arrosée de l'île étant la partie nord-est.

Les rivières sont très nombreuses et s'écoulent, pour la plupart, soit vers le nord, soit vers le sud, par suite de la direction est-ouest de la principale chaîne montagneuse de l'île ; elles dévalent des pentes très escarpées et se transforment souvent en dangereux torrents. Les principaux cours d'eau sont : le *Black River* au sud-ouest et le *Rio Grande* au nord-est.

La population s'élève à environ 862.500 *âmes* (31 mars 1910) ; elle se compose principalement de *nègres*, au nombre de 500.000 environ ; puis viennent les *mulâtres*, au nombre de 150.000 ; les *blancs* ne sont guère plus de 20.000 ; les *Indiens* et *Chinois* de 15 à 20.000.

La capitale de l'île est *Kingston* (47.000 habitants), qui présente un vaste et beau port marchand, complété par le port militaire de *Port Royal*. Le siège du gouver-

nement est en réalité à Spanishtown, sur les pentes des Montagnes Bleues, reliée à Kingston par le chemin de fer.

De la Jamaïque dépendent les *îles Cayman* ainsi que le groupe des *îles Turques et Caïques* qui se rattachent plutôt, géographiquement, à l'archipel des Bahamas. La population totale des Cayman Islands est d'environ 6.000 âmes, et celle des îles Turques de 5.300 âmes (3.600 noirs, 1.400 gens de couleur, 400 blancs).

Iles Bahamas.

2^o) *Les îles Bahamas*. — San Salvador, l'une des îles de ce groupe, fut la première terre que découvrit Christophe Colomb en 1492.

Ces îles furent colonisées en 1629, par les *Anglais* qui en furent expulsés en 1641 par les *Espagnols*, lesquels ne firent aucun essai de colonisation. Les Anglais les occupèrent de nouveau en 1657, mais en 1703 elles tombèrent entre les mains des *Français* et des *Espagnols* ; après quoi, elles devinrent le rendez-vous des *pirates*. Ceux-ci en furent chassés par les Anglais en 1718, époque à laquelle une administration régulière fut établie.

En 1781, les Bahamas furent restituées à l'Espagne, mais, à la fin de la guerre, elles furent définitivement cédées à l'Angleterre par le *traité de Versailles* (1783) (1).

(1) Les îles Turques et Caïques ont la même histoire que les îles Bahamas avec lesquelles, pendant longtemps, elles n'ont formé qu'une seule colonie.

Les îles Bahamas sont les plus septentrionales de toutes les Antilles. Elles constituent un archipel composé d'une *vingtaine d'îles* très peu peuplées et d'une infinité d'îlots et de récifs à peu près déserts.

Elles s'étendent entre 21° 40' et 27° 34' latitude nord d'une part, 72° 40' et 79° 5' longitude ouest d'autre part. Ce sont des îles basses et toutes d'*origine corallienne*. L'île principale est celle de la *Nouvelle Providence*, où se trouve le si joli port de *Nassau*, capitale des Bahamas et résidence d'hiver très appréciée des Anglais du Canada et des Américains.

La superficie totale de l'archipel peut être évaluée à 11.400 km². La population ne dépasse guère 58 à 60.000 habitants.

Le climat des îles Bahamas est des plus agréables et des plus sains, surtout pendant la saison fraîche. Il se caractérise par une grande égalité, ce qui est dû principalement à l'influence adoucissante de la mer ; les écarts de température ne dépassent guère 3 à 4°, entre la saison fraîche et la saison chaude.

Iles Sous le vent.

3° *Les Îles Sous le Vent*. Les *Leeward Islands* comprennent les différentes îles suivantes :

Antigua et ses dépendances (Barbuda, Redonda, Sombrero) ; Saint-Kitts, Nevis et Anguilla ; Montserrat ; Dominique ; une partie des Îles Vierges. Examinons-les successivement.

A. *Antigua*. — Elle a été découverte par Christophe Colomb (1) qui la nomma ainsi du nom de l'Eglise de Santa-Maria de la Antigua, de Séville. En 1632, un petit nombre d'Anglais vinrent s'y établir. En 1663, l'île fut concédée par un acte formel de Charles II à *lord Willoughby* qui y envoya un grand nombre de colons.

Après un court intervalle d'occupation par les *Français*, elle fut déclarée possession anglaise par le *traité de Bréda* en 1666 et le demeura depuis.

Antigue est située à 61°45' longitude ouest et 17°6' latitude nord. Elle a une superficie de 270 *kmq.* et une population de 32.265 *habitants*. La ville principale est *Saint-Johns* (10.000 habitants).

L'île est montagneuse dans la partie sud-ouest et possède une grande plaine centrale qui s'étend du nord-est au sud-ouest.

La température moyenne est de 26°. Les pluies ne sont pas aussi abondantes que dans la plupart des Antilles; les rivières sont rares ainsi que les sources et l'île est sujette à de fréquentes et graves *sécheresses*. Le climat est salubre, sauf toutefois dans le voisinage des marais.

Barbuda est une petite île située à environ 40 kms. 200 au nord d'Antigue. Elle est basse et de formation corallienne, elle couvre une superficie de 160 *kmq.* et compte une population de 792 *habitants*.

(1) En 1493.

Redonda enfin est un petit îlot situé à 25 miles au sud-ouest d'Antigue. Sa population est de 120 habitants.

B. *Saint-Christophe* fut découverte en novembre 1493 par Christophe Colomb qui lui donna son propre nom; mais elle ne fut alors ni occupée, ni colonisée par les Espagnols. C'est la plus ancienne des possessions anglaises dans les Indes Occidentales, et on peut la considérer comme la mère commune des établissements anglais et français dans l'archipel des Caraïbes.

En 1623, une poignée d'Anglais vint s'y établir. Ils trouvèrent l'île occupée par les *Caraïbes* avec lesquels ils vécurent d'abord en bonne intelligence.

En 1625, des aventuriers français débarquèrent dans l'île et furent bien reçus par les Anglais. Bientôt après les colons des deux nations s'unirent pour attaquer les *Caraïbes* dont ils tuèrent un grand nombre et chassèrent le reste.

En 1629, les *Espagnols* s'emparèrent de l'île et en chassèrent à leur tour les colons français et anglais; mais quelque temps après, ceux-ci furent remis en possession de leurs terres.

En 1713, les Anglais, expulsés de l'île par les Français en 1666, en reprirent possession en exécution du traité d'*Utrecht*. Ils furent chassés de nouveau, en 1782,

par les Français. En 1783, le *traité de Versailles* rendit l'île à l'Angleterre d'une façon définitive.

Saint-Christophe est une petite île montagneuse d'origine volcanique, dont le sommet le plus élevé, le Mount Misery, s'élève à 4.000 feet (1.300 mètres environ). Elle est traversée par une chaîne de hautes montagnes. Sa superficie est de 163 kmq. et sa population de 30.900 habitants. Elle est bien arrosée et jouit d'un climat relativement salubre ; la température varie de 22° à 30°.

Cette île, d'une grande fertilité, se trouve située entre 17°18' latitude nord et 62°48' longitude ouest.

Névis fut découverte par Christophe Colomb en 1498 et colonisée par les *Anglais* en 1628. En 1650, elle faisait partie du groupe d'îles placées sous l'autorité de Willoughby. En 1782, Névis suivit le sort de Saint-Christophe et se rendit aux Français, mais le 28 janvier 1783 elle fut restituée aux Anglais.

L'île de Névis est située entre 17°40' latitude nord et 62°33' longitude ouest. Elle a une forme à peu près circulaire. Elle est également d'origine volcanique et est dominée, dans sa partie centrale, par un pic s'élevant à plus de 3.000 mètres d'altitude. La ville principale est *Charlestown* (1.500 habitants). La superficie est de 130 kmq et la population de 13.000 âmes.

Anguilla est séparée de Saint-Christophe par un détroit de 3 kms. 218 mètres de large à sa partie la plus étroite. C'est une île basse, longue, étroite. Elle est située entre 18°12' latitude nord et 63°5' longitude ouest. Les pluies sont irrégulières et peu abondantes ; les *sécheresses* assez fréquentes. La superficie est de 85 kmq. et la population de 4.000 âmes. La ville principale, *Basse Terre*, est à une distance de 12 miles de Charlestown.

C. *Montserrat*. — Découverte en 1493 par Christophe Colomb qui lui donna le nom d'une montagne d'Espagne fameuse sur laquelle est situé un monastère où, dit-on, Ignace de Loyola conçut le projet de fonder la Société de Jésus.

Colonisée par les *Anglais* en 1632, prise par les *Français* en 1664, rendue aux Anglais en 1688, reprise par les Français en 1782, cette île a été définitivement rendue aux Anglais en 1784.

L'île de Montserrat est comprise entre 16°45' latitude nord et 61° longitude ouest. Elle est d'origine volcanique et se compose de trois groupes de montagnes dont le plus important est au sud où la *Soufrière Hill* atteint l'altitude de 915 mètres et le moins important au nord ; ils sont tous les deux recouverts de forêts.

La population de l'île est de 12.000 âmes ; la ville principale est *Plymouth*, avec 1.500 habitants.

Au point de vue du climat, l'île est considérée comme l'une des plus saines des Antilles.

D. *Dominique*. — Découverte par Christophe Colomb le 3 novembre 1493 (1). Les *Français* furent les premiers à s'y établir, au commencement du XVII^e siècle. Les *Anglais* firent plusieurs tentatives infructueuses pour s'en emparer. En 1748, par une clause du *traité d'Aix-la-Chapelle*, il fut stipulé que la Dominique serait un *terrain neutre* et que les Caraïbes en resteraient propriétaires.

Néanmoins, les Français continuèrent à s'y installer comme colons jusqu'en 1763, époque à laquelle l'île ayant été cédée à l'Angleterre par le *traité de Paris*, les habitants français furent obligés de prêter serment de fidélité à leurs nouveaux maîtres. En 1771, la Dominique fut attaquée et prise par des forces françaises venues de la Martinique ; mais elle fut rendue à l'Angleterre en 1783.

La Dominique est l'île la plus importante de la colonie des Leeward Islands. Elle est comprise entre 15°10' et 15°40' latitude nord d'une part et 61°14' à 61°30' longitude ouest d'autre part. Elle s'étend sur une longueur de 46 kms. et une largeur de 25 kms., couvrant une superficie d'environ 710 kmq. C'est une île extrêmement montagneuse, d'origine volcanique et remarquable pour la beauté de ses paysages ; les sommets

(1) C'était un dimanche : c'est de là que lui vient son nom de Dominique.

les plus élevés sont le mont Diablotin, le morne Trois Pitons et plusieurs autres qui dépassent 1.000 mètres. Les rivières sont nombreuses et généralement poissonneuses. Le climat est particulièrement agréable, surtout pendant la saison fraîche de novembre à avril ; sur le bord de la mer, la température oscille entre 22° et 32° ; sur les côteaux de l'intérieur, le thermomètre descend parfois jusqu'à 16 ou 17°. La brise de mer souffle constamment et les nuits sont généralement fraîches. La saison chaude, qui est aussi celle des pluies, est moins agréable.

La population de l'île s'élève à 33.900 *habitants* ; la ville principale est *Roseau*.

La Dominique est sujette à des *éruptions volcaniques* ; toutefois les tremblements de terre y sont rares, ainsi que les cyclones.

E. *Les Iles Vierges*. — Elles furent découvertes par Christophe Colomb en 1493. *Tortola* fut d'abord occupée par des boucaniers hollandais en 1648. Ceux-ci furent chassés en 1666 par d'autres boucaniers qui prirent possession de l'île au nom du roi d'Angleterre. Le Gouvernement anglais leur accorda sa protection. Quelque temps après, le groupe des Iles Vierges fut annexé aux Iles sous le vent. Depuis, elles n'ont pas cessé d'appartenir aux Anglais.

Les Iles Vierges constituent un groupe d'îles s'étendant à l'est de Porto-Rico. Les îles appartenant à l'Angleterre sont au nombre de 32 *environ*, quelques-unes étant fertiles, mais la plupart n'étant guère que des *rochers* et des *îlots* à peu près nus et déserts.

Les îles principales sont :

Tortola à 18°27' latitude nord et 64°39' longitude ouest, où se trouvent le siège du Gouvernement et les bons ports de *Road Harbour* et *West End* ;

Virgin Gorda, avec son joli port de *Gorda Sound* ;
Anegada, petite île plate d'origine corallienne. Le climat est très agréable ; la plupart des îles se trouvant tout à fait au nord des Antilles jouissent d'une température assez douce, notamment de novembre à mars.

La population totale s'élève à environ 5.562 habitants (1).

Iles du Vent.

4° *Les Windward Islands*. — Les *Iles du Vent* se composent des trois possessions de Sainte-Lucie, Saint-Vincent et Grenade, auxquelles il faut rattacher les petites îles voisines connues sous le nom des Grenadines et qui dépendent en partie de Saint-Vincent et en partie de Grenade.

A. *Sainte-Lucie*. — Découverte par Christophe Colomb en 1502. Elle était alors habitée par les *Caraïbes* qui en restèrent possesseurs jusqu'en 1635, époque à laquelle le *Roi de France* en fit don à deux de ses sujets. En 1639, les *Anglais* vinrent y former leur premier établisse-

(1) La superficie totale de l'ensemble du groupe des *Leeward Islands* est d'environ 1.800 kmq. et la population s'élève à 128.000 habitants, dont 100.000 nègres.

ment, mais, l'année suivante, tous les colons de l'île furent massacrés par les Caraïbes.

En 1642, le roi de France, se basant encore sur son droit de suzeraineté sur l'île, en céda la propriété à la Compagnie Française des Indes Occidentales ; celle-ci la vendit en 1650 à Honel et à Du Parquet. Après maintes tentatives des Caraïbes pour expulser les Français, un traité de paix fut conclu avec eux en 1660.

En 1663, les Anglais firent une descente dans l'île et s'en emparèrent ; ils y restèrent jusqu'en 1667, époque à laquelle elle fut rendue aux Français par le *traité de Bréda* et devint une dépendance de la Martinique.

Après la *paix d'Utrecht* en 1713, les prétentions rivales de la France et de l'Angleterre sur la possession de l'île dégénérèrent en hostilité ouverte. Mais les Français réussirent, en 1722, à chasser les colons anglais et l'île fut déclarée *neutre*.

En 1744, les Français profitèrent de la déclaration de guerre à l'Angleterre, pour reprendre possession de Sainte-Lucie qu'ils gardèrent en leur pouvoir jusqu'à la paix de 1748 ; en exécution de la *paix d'Aix-la-Chapelle* l'île fut à nouveau déclarée neutre.

En 1756, à la reprise des hostilités, les Français mirent l'île en état de défense, mais, en 1762, ils durent la rendre aux Anglais. L'année suivante, elle fut restituée à la France en exécution du *traité de Paris*.

En 1793, à la déclaration de guerre entre la France et l'Angleterre, les Indes Occidentales devinrent le théâtre d'une série d'opérations militaires et navales

qui eurent pour résultat la reddition de Sainte-Lucie aux forces anglaises, dès 1794.

Mais, deux ans après, les Français, sous la conduite de *Victor Hughes*, ayant réussi à s'emparer de l'île avec l'aide des esclaves qui s'étaient insurgés, le gouvernement Anglais fut obligé d'envoyer un corps de troupes et une escadre pour reprendre possession de l'île ; ce ne fut qu'après un mois de luttes opiniâtres et sanglantes que les Français mirent bas les armes et se rendirent comme prisonniers de guerre.

L'île resta entre les mains des Anglais jusqu'en 1802, époque à laquelle elle fut rendue aux Français par la *paix d'Amiens*. A la reprise des hostilités, Sainte-Lucie, attaquée par les Anglais, capitula le 22 juin 1803 et, à dater de ce jour elle est restée possession anglaise.

On voit que cette colonie fut, durant tout le ^{xvii}^e et tout le ^{xviii}^e siècles, et même jusqu'au début du ^{xix}^e, le théâtre de luttes perpétuelles entre Français et Anglais. Jusqu'en 1803, elle demeura plus longtemps possession française que possession anglaise. Aussi ne doit-on pas s'étonner de constater que *l'influence française* y soit encore très grande et que le patois que l'on y parle soit à peu près le même que celui de nos colonies voisines de la Martinique et de la Guadeloupe.

Sainte-Lucie est la plus septentrionale et, en même temps, la plus importante du groupe des Windward Islands. Elle est située entre 13°50' et 14°1' latitude nord d'une part, 60°58' et 61° longitude ouest d'autre part, à une faible distance de la colonie française de la Martinique. Elle a une superficie d'environ 600 kmq.

L'île est montagneuse ; elle présente une chaîne centrale de petites montagnes boisées d'une altitude variant entre 600 et 700 mètres, ainsi que de nombreuses et petites vallées.

Les deux principaux sommets s'élèvent à un peu plus de 900 mètres (3.000 feet). Les rivières sont nombreuses. L'île est très boisée : $\frac{1}{3}$ de la superficie totale est couvert de forêts.

Le climat est chaud et humide ; la saison relativement sèche va du mois de février au mois d'avril, la saison pluvieuse s'étendant de juin à novembre. La moyenne des pluies varie entre 1^m,25 et 3^m,75 dans l'intérieur de l'île, où se trouvent d'ailleurs les terres les plus fertiles. La température moyenne est d'environ 26° variant entre un minimum de 21° et un maximum de 31°.

La population de l'île est d'environ 55.900 habitants. Un très petit pourcentage seulement est d'origine européenne ; la grande majorité de la population est de *race nègre* ; on compte aussi un millier d'immigrants indiens. La ville principale est *Castries* qui a une population de 8.000 âmes ; elle présente un joli port qui, grâce aux facilités de charbon, est appelé à un bel avenir après le percement de l'isthme de Panama. La seconde ville de la colonie, la ville de Soufrière, a une population de 2.500 habitants.

B. *Saint-Vincent*. — Découverte par Christophe Colomb le 22 janvier 1498. Elle était alors habitée, comme Sainte-Lucie et plusieurs autres îles, par les *Caraïbes*

qui continuèrent à jouir paisiblement de leur possession jusqu'en 1627, époque à laquelle le *Roi d'Angleterre* la concéda au comte de Carlisle. En 1660, elle fut déclarée *neutre*, et, en 1672, elle fut concédée à lord Willoughby.

Il ne paraît pas toutefois qu'on ait pris alors aucune mesure pour former un établissement dans cette île. Sur ces entrefaites, Anglais et Français s'entendirent pour abandonner la Dominique et Saint-Vincent aux Caraïbes, à la condition que ceux-ci renonceraient à toute réclamation sur les autres îles. Après cette convention, les Caraïbes restèrent seuls maîtres de Saint-Vincent jusqu'en 1675, époque à laquelle on découvrit dans l'île un certain nombre de sauvages de race différente. On appela ceux-ci *Caraïbes noirs* pour les distinguer des aborigènes que l'on avait désignés sous le nom de *Caraïbes jaunes*.

En 1723, les Anglais firent une tentative infructueuse pour prendre possession de Saint Vincent, dont le roi George I^{er} avait fait don au duc de Montague. L'île continua ensuite à être le théâtre d'hostilités entre les deux races noire et jaune. Elles se terminèrent par l'anéantissement presque complet des Caraïbes jaunes.

Les Français s'étaient presque constamment opposés aux tentatives des Anglais pour réduire cette île et d'autres encore sous leur domination, et il avait été enfin convenu par le *traité d'Aix-la-Chapelle*, en 1748, que les Anglais abandonneraient leurs prétentions et que les *îles en litige* parmi lesquelles Saint Vincent, seraient déclarées *neutres*.

Cependant en 1756, les hostilités recommencèrent et l'île fut prise en 1762 par les Anglais. L'année suivante, le *traité de Paris* céda Saint Vincent à l'Angleterre qui y nomma un gouverneur.

Les Caraïbes ne se laissèrent pas déposséder sans résistance et ils restèrent pendant quelques années en état d'insurrection ouverte. En 1773, le Gouvernement Anglais conclut avec eux un traité par lequel ils reconnaissaient la souveraineté du roi d'Angleterre et se soumettaient à ses lois en ce qui concernait la condition des sujets. D'un autre côté, ils recevaient une partie des terres pour leur résidence et il leur était permis de s'y gouverner d'après leurs propres coutumes.

En 1779, l'île fut attaquée et prise par les Français ; par le *traité de Versailles*, elle fut rendue à l'Angleterre. A partir de cette époque jusqu'au moment où éclata la Révolution Française, l'île paraît avoir joui d'une prospérité relative ; mais, en 1795, eut lieu une *insurrection des Caraïbes* ; les révoltés eurent le dessus et tuèrent sans merci les colons anglais.

Cet état de choses dura jusqu'à l'arrivée, en juin 1796, de *troupes anglaises* qui reprirent possession de l'île ; ce ne fut qu'après des combats opiniâtres que les rebelles se rendirent à discrétion. A la suite de cet événement, le Gouvernement de Sa Majesté résolut de transporter les Caraïbes à l'île de Rattan, dans la baie de Honduras. Ces derniers évacuèrent l'île au nombre d'environ 5.000 sur des bâtiments anglais, le 11 mars 1797.

Les colons qui survécurent à cette longue et désas-

treuse guerre, se trouvant dans le plus complet dénûment, demandèrent au Gouvernement Métropolitain de leur venir en aide au moyen d'un prêt d'argent ; leur demande fut agréée. Vers la même époque, le Gouverneur fut autorisé à concéder, à titre révocable à la volonté du Roi, des terres, ayant appartenu aux Caraïbes, à tous ceux qui avaient pris part à la dernière guerre. Cette mesure fut suivie d'un acte déclarant que les Caraïbes étaient déchus de tous droits sur les terres dont la propriété leur avait été reconnue par le traité de 1773, et que celles-ci faisaient en conséquence retour à la Couronne.

En 1809, *sir Charles Brisbane* fut nommé gouverneur de Saint Vincent. Pendant les vingt années que dura l'administration de ce gouverneur, un grand essor fut donné à l'agriculture et au commerce de la colonie qui s'éleva bientôt à un degré de prospérité sans exemple.

En 1834, le système de l'apprentissage fut établi et suivi, en 1838, de l'émancipation des noirs. L'année 1846 vit la première introduction de travailleurs portugais, classe d'émigrants qui atteignit en peu d'années le chiffre de 2.400. En 1862, la colonie reçut le premier envoi de coolies indiens.

Saint-Vincent est située entre 13°10' latitude nord d'une part et 60°57' longitude ouest d'autre part. Comme les autres îles des Antilles, Saint-Vincent est d'origine volcanique ; elle présente une chaîne centrale de montagnes se dirigeant du nord au sud et constituant l'épine dorsale de l'île. Ces montagnes, très boisées, ont une altitude variant entre 850 et 1250 mètres. Le

volcan de la Soufrière s'élève dans la partie septentrionale de la colonie à 1220 mètres, et le mont Saint Andren qui domine la jolie vallée de Kingstown au sud dépasse 900 mètres. Le volcan de la Soufrière est en pleine activité et a de fréquentes éruptions. la plus récente est celle de *Mai 1902*.

Les rivières sont très nombreuses, mais en général peu abondantes, sauf après les pluies; la principale est le *Richmond River*.

L'île de Saint Vincent a une superficie de 350 kmq. C'est à elle que sont rattachées la plupart des *Grenadines* dont la plus importante est *Bréquia*, située à environ 14 kms de Saint Vincent.

Le climat est chaud, humide, mais sain. Les nuits sont généralement fraîches, même pendant la saison chaude et pluvieuse, c'est-à-dire de juin à novembre. Les vallées sont très arrosées par la pluie dont la chute annuelle s'élève à environ 2 m. 50.

Au recensement de 1911, la population de Saint-Vincent s'élevait à 41.877 *habitants*. La capitale est la ville de *Kingstown*, située sur une large baie, à l'extrémité sud-ouest de l'île. Parmi les autres villes, moins importantes, on peut citer : Georgetown au nord-est et Chateaubelair au nord-ouest.

C. Grenade. — Découverte en 1498 par Christophe Colomb qui la nomma Ascension. A cette époque, elle était occupée par les *Caraïbes*.

En 1650, Du Parquet, Gouverneur de la Martinique, acheta la Grenade à une Compagnie française; mais,

trouvant que les dépenses nécessaires au maintien de son autorité n'étaient pas compensées par la perspective de futurs profits, il vendit l'île, en 1657, au comte de Cerillac, pour une somme de 30.000 couronnes. Le Gouverneur nommé par le nouveau propriétaire exerça son autorité avec tant de tyrannie que l'île fut abandonnée par les colons les plus respectables. Enfin, les habitants exaspérés s'emparèrent de lui, et, après l'avoir jugé, le mirent à mort.

En 1674, l'île fut annexée à la France et les propriétaires en furent indemnisés. En 1762, elle fut prise par les *Anglais* sous le commandement du commodore Swanton ; puis elle fut formellement cédée à l'Angleterre, en 1763, par le *Traité de Paris*.

Reprise par les Français en 1779, elle fut rendue en 1783 à l'Angleterre, par le *Traité de Versailles*.

Un Capitaine Général fut désigné pour administrer les îles de Grenade et Carriacou qui, depuis cette époque, ont toujours été réunis sous le même gouvernement.

Grenade est la plus méridionale des Windward Islands ; elle est comprise entre 12°30' et 11°58' latitude nord d'une part, et 61°20' et 61°35' longitude ouest d'autre part. Elle se trouve à une distance de 70 miles (112 kms., 630) de Saint-Vincent et à 90 miles (144 kms.) au nord de la Trinidad. Elle couvre une superficie d'environ 333 kmq.

L'île est très montagneuse et présente des sites pittoresques. Les montagnes sont, pour la plupart, volcaniques ; la plus élevée est le mont Sainte-Catherine qui se dresse au centre de l'île à 900 mètres d'altitude et envoie

des éperons qui forment de riantes et fertiles vallées. L'île est très bien pourvue de rivières et de sources minérales. Le climat n'est pas trop malsain. La température présente de faibles variations ; elle est à peu près constamment chaude et humide ; la saison fraîche est moins déprimante ; d'une façon générale, le climat ne convient pas aux Européens. Les mois les plus chauds sont août, septembre et octobre. La température varie entre 21° et 31° ; elle s'élève même jusqu'à 35° dans les terres basses.

La population atteignait, en 1909, le chiffre de 74.160 âmes en y faisant entrer celles des îles *Grenadines* se rattachant à Grenade ; la plus importante de ces dernières est *Carriacou*, avec 6.500 habitants.

La ville principale est *Saint-George*, siège du Gouvernement des Windward Islands, avec une population de 5.184 habitants ; elle possède un joli port qui, grâce à sa salubrité, à son abondance d'eau très pure et à ses autres avantages naturels, peut devenir une importante station de charbon pour les navires venant ou se dirigeant vers l'Amérique Centrale ou Colon.

Environ 2 0/0 de la population sont d'origine européenne, le reste étant de *race noire* ; la population indienne s'élève à 2.300 âmes (1).

Barbade.

5° *La Barbade.* — La date exacte de la découverte de cette île est inconnue ; on sait qu'elle a été visitée pour

(1) La superficie totale des Windward Islands est de 1.300 kmq. et la population totale, de 172.000 âmes, ce qui fait une densité moyenne de 132 habitants par kmq.

la première fois au *xvi^e* siècle, par les *Portugais* qui lui donnèrent le nom de los Barbados. Les *Anglais* en prirent possession formelle en 1625. En 1627, le Roi Charles I^{er} ayant concédé au comte de Carlisle la propriété de toutes les îles de la mer des Caraïbes, celui-ci commissionna pour gouverner la Barbade un certain Wolferston qui, en 1628, arriva avec 64 colons à Carlislebay et jeta les fondements de Bridgetown, chef-lieu actuel.

La guerre civile qui éclata en Angleterre quelques années après contribua à peupler et à enrichir la colonie. A la chute de Charles I^{er}, beaucoup de familles attachées au parti royal vinrent chercher un abri à la Barbade. Cette colonie était alors gouvernée par lord Willoughby auquel l'île avait été concédée par le comte de Carlisle.

A l'avènement de la République, lord Willoughby fut banni ; plus tard, en 1662, après la restauration de Charles II, il voulut rentrer en possession de l'île ; mais les colons, menacés ainsi de perdre la propriété de leurs terres, offrirent au Roi de reprendre la souveraineté de l'île. Sa Majesté accepta et confirma les colons dans la possession légale de leurs propriétés, sous condition que la colonie paierait un impôt annuel de 4,50 % sur toutes les exportations. Les habitants ont longtemps protesté contre cet impôt ; ce n'est qu'en 1838, quatre ans après l'abolition de l'esclavage, qu'il a été supprimé par un acte du Parlement.

La Barbade n'a point changé de maître, à la différence de la plupart des îles voisines. Elle est toujours restée au pouvoir des Anglais.

Située à 13°4' latitude nord et 59°37' longitude ouest, la Barbade présente la forme d'un triangle très irrégulier ; sa côte sud-ouest est fortement convexe, entre Needhamspoint et Kitridgepoint. Elle est entourée de récifs de corail dangereux pour la navigation. Le sol, de formation calcaire, s'élève par étages depuis la côte ; la partie la plus accidentée se trouve au nord-est ; le point culminant est le mont Hillaby (350 mètres) dans la paroisse Saint-André. Il n'y a que quelques petites rivières qui sortent de la région montagneuse du nord-est, pour se diriger vers les côtes occidentale et orientale ; la principale est le *Scotland* qui se jette, sur la côte est, dans Long Bay.

La superficie de l'île est d'environ 428 kmq.

La population s'élève à 196.000 âmes, ce qui correspond à une densité moyenne de 460 habitants au kmq. Il y en a environ 15.000 de race européenne, le reste étant des nègres ou des mulâtres. La population européenne est à peu près stationnaire, ce qui est dû à l'émigration qui se produit actuellement vers les Etats-Unis et le Canada. Beaucoup de nègres émigrent aussi vers Panama.

La température de la colonie varie de 20 à 30°. La saison fraîche s'étend du mois de janvier au mois de mai. La Barbade est le rendez-vous des habitants des îles avoisinantes ainsi que de l'Amérique du sud, désirant éviter un voyage en Europe ou aux Etats-Unis.

Trinidad et Tobago.

6° *Trinidad et Tobago* — A — *Trinidad* — Elle fut découverte le 31 juillet 1496 par Christophe Colomb, pendant son troisième voyage. Il en prit possession au nom de la Couronne d'Espagne. Toutefois, aucun gouverneur n'y fut envoyé jusqu'en 1532, et même alors et longtemps après, les *colons espagnols* éprouvèrent les plus grandes difficultés à se maintenir dans l'île.

La Trinidad avait à peine fait quelques progrès, lorsqu'en 1783, à la suite de représentations adressées à la Cour de Madrid par un planteur français de Grenade, nommé Romme de Saint-Laurent, qui, à son arrivée dans l'île, avait été frappé de l'extrême fertilité du sol, le Gouvernement Espagnol fit paraître une proclamation accordant des avantages extraordinaires aux étrangers de toute nation qui viendraient s'établir dans cette colonie. La seule condition imposée aux colons, et encore n'était-elle pas exigée très strictement, était de professer la religion catholique romaine. Les conséquences de cette proclamation furent un afflux considérable de population qui bientôt s'augmenta d'un grand nombre de familles françaises chassées de Saint-Domingue et d'ailleurs par les terribles événements de la Révolution de 1789. C'est à cette cause qu'il faut attribuer la *grande prépondérance de l'élément français* dans une colonie qui n'a jamais appartenu à la France.

Le 12 février 1797, la Grande Bretagne étant en

guerre avec l'Espagne, une expédition fit voile, de la Martinique, pour s'emparer de la Trinidad. L'île se rendit le 18 février 1797 et resta pendant quelques années sous un régime militaire. En 1802, elle fut cédée définitivement à la *Couronne d'Angleterre* par le *traité d'Amiens*.

Tobago fut découverte en 1498 par Christophe Colomb. Elle était alors occupée par les *Caraïbes*. Le *pavillon anglais* y fut planté pour la première fois en 1580 et la souveraineté fut régulièrement proclamée par Jacques I^{er} en 1608. En 1625, quelques aventuriers de la Barbade essayèrent d'y fonder une colonie ; mais beaucoup d'entre eux furent tués par les Caraïbes ; un petit nombre seulement réussit à s'échapper.

En 1626, Charles I^{er} fit concession de l'île au comte de Pembroke. Elle resta inoccupée jusqu'en 1632, époque à laquelle 300 zélandais furent envoyés par des marchands hollandais pour coloniser l'île qu'ils appelèrent New-Walcheren. Après un séjour d'environ deux ans, ces colons furent tous massacrés ou chassés par les Indiens aidés des Espagnols venus de Trinidad.

En 1645, la propriété de l'île ayant été donnée par Charles I^{er} au duc de Courlande, celui-ci envoya en 1648 deux navires montés par un certain nombre de *Courlandais* qui s'établirent dans la partie nord de Tobago. Ces nouveaux colons furent suivis, en 1654, par un second parti de *Hollandais* qui, ayant conclu un arrangement avec les Courlandais, s'établirent sur la côte sud. Mais, en 1659, les Courlandais furent dépossédés par les

Hollandais qui restèrent maîtres de toute l'île jusqu'en 1662, époque à laquelle la Compagnie Hollandaise fit abandon de ses droits. Dans cette même année, Cornelius Lampris obtint de *Louis XIV* des lettres patentes qui le créaient baron de Tobago et propriétaire de l'île pour le Roi de France.

En 1664, le Roi Charles II renouvela la cession de l'île au duc de Courlande. Les Hollandais refusèrent de reconnaître les titres de possession du duc ; mais, en 1677, ils furent eux-mêmes forcés d'évacuer l'île par l'amiral français d'*Estrées* qui défit l'amiral hollandais Binks dans la baie de Scarborough.

Louis XIV restitua la possession de l'île au duc de Courlande qui, en 1681, céda ses droits à une compagnie de négociants anglais. En 1748, Tobago fut déclarée *neutre* par le *traité d'Aix-la-Chapelle*. Les sujets de toutes les puissances européennes furent libres d'y former des établissements ou d'y commercer, mais non d'y mettre des garnisons.

A la paix de 1763, Tobago fut cédée à perpétuité à l'Angleterre par la France, en exécution du *traité de Paris*.

En 1781, Tobago fut prise à nouveau par les Français, après une vive résistance de la part des colons. Cette possession fut reconnue à la Couronne de France par le *traité de 1783*. Reprise par les Anglais en 1793, rendue aux Français en 1802, elle fut reconquise en 1803 par les Anglais, et, finalement, cédée à la Couronne d'Angleterre par le *traité de Paris*.

La Trinidad est une île de forme rectangulaire située entre 10°3' et 10°50' latitude nord d'une part, et

61°39' — 62° longitude ouest d'autre part. Elle est séparée du continent américain par le *golfe de Paria* et se trouve à environ 16 miles (25 km., 744) à l'est du Vénézuéla. Avec la Jamaïque, c'est la plus importante des Antilles Anglaises.

La côte septentrionale est bordée de *récifs* sur toute sa longueur ; la côte orientale est exposée à la *houle* qui en rend les abords dangereux ; c'est sur la côte occidentale qu'on trouve un bon port naturel à *Chaquaramas*. L'île est peu montagneuse ; il y a 3 chaînes de collines orientées, dans l'ensemble, de l'est à l'ouest ; la plus septentrionale longe la côte, ainsi que la plus méridionale ; celle du centre se dirige du nord-est au sud-ouest, de Manzonilla Point à San Fernando. Il y a de nombreuses rivières, toutes orientées vers l'est ou vers l'ouest, mais aucune d'elles n'étant navigable.

Le climat est chaud et humide. La chute annuelle de pluie est égale à 1^m,55. La saison pluvieuse s'étend de juin à décembre, avec une courte interruption en septembre. La température moyenne est d'environ 26° à 27°. En mai, juin, septembre, octobre, le thermomètre s'élève jusqu'à 33° à Port of Spain. *L'air est saturé d'humidité*. Pendant la saison fraîche, le thermomètre peut descendre jusqu'à 21° et même plus bas dans l'intérieur des terres.

La superficie de l'île est de 4.500 kmq. La population est d'environ 350.000 *habitants* composée pour 1/3 d'*Indiens* (90.000). Des deux autres tiers, la population blanche comprend surtout des Anglais, des Allemands, des Français, des Espagnols, de race pure ou mélangée de nègres.

La ville principale est *Port of Spain*, capitale de l'île, avec une population de 54.000 âmes. Elle est construite à l'extrémité nord-est du golfe de Paria. La ville et le port sont protégés contre les vents de l'Atlantique par une belle chaîne de montagnes d'une altitude d'environ 600 mètres. Le port est considéré par les marins comme étant particulièrement sûr, par ce fait qu'il se trouve en dehors de l'aire cyclonique. La ville suivante est San Fernando qui comptait 7.613 habitants en 1901.

Tobago est une toute petite île, d'une superficie bien inférieure à celle de l'île de Wight. Elle a été rattachée à la Trinidad depuis le 17 novembre 1888. La population, en 1901, s'élevait à 19.000 âmes.

L'île est bien arrosée par de petites rivières dont aucune cependant n'est navigable, même pour un petit bateau. Elle est couverte de petites collines où les forêts de bois dur sont abondantes. La température moyenne est de 26°, variant entre 22° et 30° ; elle est tempérée par la brise marine.

Les deux villes principales sont Scarborough, ainsi que le port de Plymouth.

On peut ainsi résumer dans le tableau suivant les principaux caractères géographiques des Antilles Anglaises :

	Superficie (Kmq)	Population	Tem- pérature (degrés)	Pluie en millim.	Densité au Kmq
Jamaïque	10.800	862.500	25,8	1.700	79,8
Bahamas	11.400	59.000	24,5	1.382	5,1
Leeward Islands . .	1.800	128.000	25	—	71,1
Windward Islands. .	1.283	171.937	26	2.500	134
Barbade	428	196.000	25	—	457
Trinidad et Tobago .	4.800	360.000	26,5	1.550	75
	30.511	1.777.437	25	2.000	58

LE RÉGIME POLITIQUE DES ANTILLES ANGLAISES

Considérations générales.

Au point de vue de leur organisation administrative, les Antilles Anglaises sont divisées en 6 colonies différentes :

- 1) Les îles Bahamas,
- 2) La Jamaïque,
- 3) Les Leeward Islands,
- 4) Les Windward Islands,
- 5) La Barbade,
- 6) La Trinidad et Tobago.

Elles doivent être considérées, toutes les six, comme appartenant au même type des *Colonies de la Couronne* c'est-à-dire qu'elles sont placées sous le *contrôle étroit* du *Gouvernement Impérial*. Ce contrôle, comme nous le verrons dans la suite, ne s'exerce pas exactement de la même façon dans chacune des Antilles Anglaises ; il varie au contraire, dans ses formes tout au moins, d'une façon surprenante, d'une colonie à l'autre. C'est ainsi, par exemple, que la *Barbade* et les îles *Bahamas* sont dotées, par leurs constitutions, d'*assemblées représentatives* élues par les habitants. Le conseil législatif de la *Jamaïque* offre une composition mixte dans laquelle l'élément vraiment *représentatif* se trouve, d'une façon permanente, en *minorité* par rapport à l'élément *officiel*. Enfin la *Trinidad* ainsi que les différentes *Iles du vent* ont des assemblées législatives *exclusivement* composées de *membres nommés* par le Roi.

Quoiqu'il en soit, il est incontestable que ces colonies rentrent toutes dans la définition suivante donnée, par le *Government Year Book*, des colonies de la Couronne : « Les Colonies de la Couronne sont celles dans lesquelles la Couronne a un pouvoir effectif de contrôle sur la législation ainsi que sur les fonctionnaires publics. Le terme comprend donc toutes les colonies anglaises, hormis celles pourvues d'un gouvernement responsable. »

Les possessions anglaises des Antilles font en effet partie, comme nous l'avons vu dans l'Introduction Géographique, du groupe des colonies *tropicales*. C'est pour cette raison, en considération des conditions climatiques et ethnographiques de ces îles, que les Anglais en ont fait des colonies de la Couronne et se sont bien gardés de reconnaître des droits excessifs aux habitants qui sont, pour la très grosse majorité, d'origine africaine.

Ce n'est pas à dire pour cela qu'ils soient allés jusqu'à les placer dans un état de servitude politique absolue vis-à-vis du Gouverneur ; mais, poussé d'ailleurs dans cette voie par les circonstances elles-mêmes, le Gouvernement Britannique a su très sagement limiter la proportion de l'élément représentatif au sein des différents organes de la législation.

Ce sont les conditions dans lesquelles s'exerce le contrôle de la Couronne sur la vie politique des Antilles Anglaises que nous nous proposons d'étudier dans les deux chapitres suivants relatifs au Pouvoir Exécutif et au Pouvoir Législatif de ces colonies.

CHAPITRE PREMIER

Considérations générales.

Le pouvoir exécutif appartient, dans chaque colonie, au *Gouverneur* qui l'exerce, avec l'assistance d'un *Conseil Exécutif*, sous le contrôle du *Secrétaire d'Etat pour les Colonies* devant lequel il doit répondre de tous ses actes.

Le Secrétaire d'Etat, de son côté, membre du cabinet, est responsable devant le *Parlement Impérial* de sa politique coloniale.

On voit donc que, dans ses grandes lignes, l'administration des Antilles Anglaises, comme celle de toutes les colonies de la Couronne, reçoit, en fin de compte, son orientation générale, du Parlement et que tous les détails d'application, évidemment presque impossibles à régler sainement de la Métropole, sont remis aux mains du Gouverneur.

Celui-ci se trouve aidé dans sa tâche ; d'un côté, par le Conseil Exécutif ; de l'autre par les différents chefs de service et les fonctionnaires de l'administration locale placés sous ses ordres.

L'étude de l'exercice du pouvoir exécutif comportera donc : d'une part, une étude assez approfondie des attributions du Gouverneur qui est le personnage le plus important de l'administration coloniale ; d'autre part, une étude beaucoup moins détaillée du Conseil Exécutif, par laquelle nous commencerons.

SECTION I

Le Conseil Exécutif.

La *composition* de ce conseil varie d'une colonie à l'autre, suivant les conditions locales. Il est en général constitué par les *principaux fonctionnaires* de la colonie, avec ou sans l'adjonction de *membres non officiels*.

Les conseillers sont : ou bien les titulaires de certaines fonctions, désignés par la Couronne elle-même dans les instructions remises au Gouverneur ; ou bien des personnes désignées en vertu soit d'une commission de la Couronne, soit d'instructions données au Gouverneur par le Secrétaire d'Etat.

Le Chef de la Colonie peut, en cas de vacance de siège, faire des nominations provisoires qui doivent être soumises à la ratification de la Couronne.

Les membres ne peuvent être *révoqués* que par le Gouvernement Impérial ; mais ils peuvent être *suspendus* par le Gouverneur qui doit alors se conformer, autant que le permettent les circonstances, à la teneur de

ses instructions générales en ce qui touche la suspension des fonctionnaires publics : il devra notamment informer aussitôt le Secrétaire d'Etat de la décision prise par lui.

Le Conseil Exécutif a le devoir général d'aider le Gouverneur de ses *avis*. Le Chef de la Colonie, de son côté, est *tenu*, par ses instructions, de consulter le conseil dans toutes les *questions importantes* excepté en cas d'urgence (1). Le Gouverneur est également dispensé de prendre l'avis de son conseil dans les cas où il lui semble que les intérêts bien entendus de la Couronne pourraient en souffrir. Il peut même, à moins de dispositions contraires de la loi ou de ses instructions, ne pas tenir compte de l'avis qui lui aura été donné par le Conseil ; il devra alors faire connaître au Secrétaire d'Etat, le plus tôt possible, les raisons qui l'ont déterminé à agir en opposition avec l'avis des membres du Conseil Exécutif.

On voit donc que le rôle de ce Conseil est purement consultatif et consiste simplement à éclairer le Gouverneur sur les décisions qu'il se propose de prendre.

Toutefois, dans les Indes Occidentales, les conseils exécutifs jouissent en outre, dans un certain nombre de cas, et concurremment avec le Gouverneur, d'une certaine *autorité judiciaire* (2), et, dans d'autres cas, d'un droit de *contrôle* sur les *dépenses publiques*.

(1) Il est alors de son devoir de communiquer le plus tôt possible au Conseil exécutif les mesures prises par lui et les raisons qui ont provoqué sa décision.

(2) Le Conseil exécutif siège alors comme Cour d'Erreur (court of Error).

C'est enfin, en général, au Conseil exécutif, associé au grand juge de la colonie, qu'est confié le devoir de faire prêter le serment au Gouverneur, à son arrivée dans la Colonie.

Notons, pour en finir avec le Conseil Exécutif, que le statut 22 Geo. 3, c. 75 donne au Gouverneur et au Conseil Exécutif le pouvoir de relever de ses fonctions dans la Colonie tout fonctionnaire qui se sera rendu coupable d'absence non justifiée, de négligence ou de mauvaise conduite (misbehaviour).

SECTION II

Le Gouverneur.

Le *Gouverneur* est le *représentant de la Couronne* et le dépositaire de ses pouvoirs dans la colonie, l'*intermédiaire* responsable entre le *Colonial Office* et la *Législature locale*. Il est le représentant à la fois des droits souverains de la Métropole et des intérêts de la colonie dont il prend en mains la direction de la vie politique et économique.

Il ne doit en principe *aucun compte*, aux *assemblées locales*, de son administration et ne connaît d'autorité supérieure à la sienne que celle du Secrétaire d'Etat pour les colonies, dont il relève immédiatement.

Il est investi par sa *commission*, de très larges pouvoirs. De l'usage éclairé qu'il saura en faire, de son habileté politique, de son expérience administrative, dépendra, dans une très grande mesure, la conserva-

tion des bons rapports entre le Gouvernement impérial et les Colonies.

Il est donc de première importance, pour la Couronne, de savoir entre les mains de qui elle va remettre la direction d'une colonie et de procéder avec perspicacité à la nomination des gouverneurs.

§ 1. — *Recrutement des gouverneurs.*

Il convient de rendre cette justice aux Anglais que le *recrutement* de leurs gouverneurs coloniaux est loin de prêter à autant de critiques que chez nous. Ce sont le plus souvent des *personnages influents*, occupant des situations en vue, parfaitement au courant de l'administration coloniale, que le Gouvernement Britannique choisit comme gouverneurs.

Ceux-ci sont *désignés par la Couronne*, sur la recommandation du Colonial Office ; dans les colonies à self-government, ils sont également nommés par la Couronne, mais sur l'assurance à elle donnée que le choix sera agréable à la Colonie.

Le recrutement des gouverneurs a naturellement varié avec le développement de la politique coloniale anglaise. Or, nous savons que cette politique peut être divisée en quatre grandes périodes (1).

Dans la *première période*, — de découvertes et de conquêtes, — ce fut naturellement parmi les *officiers* qui avaient dirigé, sur terre ou sur mer, les luttes coloniales,

(1) V. Bruce, *Broad stone of Empire*, t. I, p. 203.

que la Couronne choisît les gouverneurs de ses possessions d'outre-mer.

Dans la *seconde période*, — caractérisée surtout par des préoccupations commerciales, — la surveillance des mers et la protection des routes de commerce nécessitaient toujours l'intervention plus ou moins active de la marine et de l'armée. Mais, en dehors des officiers on put voir le choix du Gouvernement Impérial se porter également sur de hautes personnalités du commerce ou de l'industrie.

Durant la *troisième période*, — période qui se caractérise surtout par le désintéressement politique de la Métropole à l'égard de ses colonies qu'elle tend plutôt à considérer comme un objet d'incessantes préoccupations au point de vue politique et comme de peu d'utilité au point de vue commercial, étant donné la politique libre-échangiste qui était alors celle du Cabinet, — l'idée directrice de la politique coloniale anglaise fut celle de l'émancipation progressive des colonies de la Couronne et de l'orientation de leur système de gouvernement vers un régime d'autonomie. Il s'agissait alors de les pourvoir des organisations politiques nécessaires et de les initier à l'art du self-government. Ce changement dans la politique coloniale de la Couronne s'est naturellement traduit par un changement correspondant dans le choix des gouverneurs coloniaux. On substitua en effet, aux anciens gouverneurs militaires, des gouverneurs civils recrutés surtout parmi les *hommes politiques en vue* ou dans les rangs supérieurs de l'administration britannique, intérieure ou coloniale.

Il y eut donc, à cette époque, comme deux classes de gouverneurs : les uns ayant une certaine expérience administrative et une certaine connaissance des questions coloniales ; les autres dépourvus généralement de toute compétence en matière de législation ou d'administration coloniale et ne devant leur nomination qu'à des influences politiques.

Avec la *quatrième et dernière période*, qui commence vers 1868, s'ouvre l'ère de la politique impérialiste. Nouveau changement dans le recrutement des gouverneurs. Ceux-ci redeviennent, pour la grande majorité, des hommes d'expérience en l'habileté desquels la Couronne est en droit de mettre toute sa confiance. Il en est ainsi tout au moins pour les colonies de la Couronne, car, pour les colonies pourvues du régime de l'autonomie, ce sont en général des personnages politiques influents que la Couronne désigne comme gouverneurs.

C'est, il faut le reconnaître, que la direction de la vie politique et économique des *colonies de la Couronne* exige, pour donner des résultats satisfaisants, de la part du gouverneur, des qualités administratives, financières et des connaissances économiques qui ne souffrent guère la médiocrité. Les *colonies à self-government*, au contraire, peuvent fort bien s'accommoder d'administrateurs moins habiles ou moins expérimentés.

Il ne serait pas exact de s'imaginer qu'en règle générale les difficultés d'administration varient en raison directe de l'importance de la colonie gouvernée (1). Il

(1) William Desvæux, *My colonial civil service*.

serait au contraire peut-être plus conforme à la réalité des choses, quoique cependant moins vraisemblable, de faire la proposition opposée, à savoir que la quantité de travail et les capacités requises d'un gouverneur varient en raison inverse de l'importance de la colonie, étant donné les *conditions actuelles de l'administration coloniale anglaise*. C'est ce que nous allons du reste essayer de montrer afin de justifier la nécessité d'une compétence plus grande pour l'administration des colonies de la Couronne que pour celle des colonies autonomes.

D'une façon générale, il est un fait certain que, dans les colonies les plus importantes, le gouverneur est assisté d'administrateurs plus nombreux et plus capables, de collaborateurs plus intelligents, tandis que, dans les colonies moins importantes, il n'est secondé que par un petit nombre de fonctionnaires moins élevés dans la hiérarchie administrative. Il en résulte que si, dans une colonie importante, le gouverneur peut, en toute sécurité, abandonner une part, quelquefois très large, de sa besogne à ses collaborateurs immédiats, dans une colonie moindre au contraire, le gouverneur qui a le souci d'une bonne administration se voit obligé sinon de faire à peu près tout par lui-même, du moins de contrôler avec soin tout ce qui a été fait par les fonctionnaires placés sous ses ordres.

On peut dire sans crainte de se tromper que, dans beaucoup des colonies de la Couronne (aussi bien les plus petites que les plus grandes), le travail qui incombe au gouverneur est sensiblement plus considé-

nable et plus délicat que dans les colonies à self-government (1).

Cela tient encore, pour une part très grande, à une autre considération dérivant de la constitution politique différente de ces deux groupes de colonies.

Dans les colonies de la Couronne, c'est sur le Gouverneur et sur lui seul que repose, vis-à-vis du Colonial Office, toute la responsabilité de la bonne administration de la possession qui lui est confiée. Si quelque événement fâcheux se produit, si la prospérité de la colonie laisse à désirer, c'est le gouverneur qui devra en rendre compte au Secrétaire d'Etat et lui fournir toutes les justifications nécessaires. C'est en sa personne que se concentrent *tout le pouvoir* et *toute la responsabilité*, responsabilité d'autant plus grande qu'il dispose, dans toutes les colonies de la couronne, de la

(1) V. Caldecott, *English colonisation and Empire* : « Il y a peu de situations à l'époque où nous sommes dans lesquelles un homme puisse trouver à exercer avec plus d'efficacité ses qualités administratives que celle de gouverneur d'une colonie de la Couronne. Ces importantes communautés ouvrent un vaste champ à leur activité et à leurs talents, et s'ils réussissent à gagner la confiance de leurs administrés, ils sont à peu près assurés, par cela même, d'être bien cotés à Downing Street. Le gouverneur d'une colonie de la Couronne peut faire beaucoup en vue de favoriser les légitimes aspirations des blancs de jouir d'un commerce profitable et les aspirations également légitimes des indigènes de profiter des bienfaits de la civilisation, grâce à une bienveillante et soucieuse administration. Aussi, depuis que le Colonial Office s'est persuadé que son premier devoir, en choisissant les gouverneurs des colonies, est de considérer les capacités des titulaires, et non de conférer des postes lucratifs, une série d'hommes hautement qualifiés ont conféré aux populations indigènes des colonies de la Couronne et aux européens qui ont participé à leur prospérité de grands et réels avantages ».

majorité des voix dans les assemblées locales, de sorte qu'il peut, à sa volonté, faire adopter par elles les mesures ou les lois qu'il juge opportunes. Dans les affaires particulièrement importantes, il est tenu, comme on le sait, de prendre l'avis du Conseil Exécutif, mais sans être pour cela obligé de le suivre. Il en résulte d'une part qu'il peut être tenté de passer outre à cet avis, ce qui a pour conséquence d'aggraver singulièrement sa responsabilité ; d'autre part que, s'étant exactement conformé à l'avis du Conseil Exécutif, et les effets de la décision prise dans ces conditions étant tout à fait mauvais, il ne saurait prétendre se justifier en alléguant simplement qu'il n'a fait en ce cas que suivre l'avis de son Conseil (on pourra toujours en effet lui objecter qu'il n'était pas obligé d'agir comme il l'a fait).

D'ailleurs, la question même de savoir si la décision à prendre est plus ou moins grave dépend surtout des qualités personnelles du Gouverneur. Si celui-ci est un administrateur plein d'initiative, d'énergie, les affaires importantes seront plutôt rares ; s'il est au contraire faible, s'il manque de décision, ces affaires seront, à n'en pas douter, les plus nombreuses.

Le Gouverneur d'une colonie de la Couronne a donc *pleine et entière liberté d'action* ; dans les limites de sa commission, toutes les initiatives lui sont permises ; mais il sait bien aussi que sa situation, son avancement dépendent avant tout de l'habileté, de l'intelligence avec lesquelles il remplira ses fonctions.

Il est responsable du bon fonctionnement de tous les services de la colonie (Trésor, Police, Prisons, Travaux

Publics, Hôpitaux, Postes, Immigration, etc.). Il reçoit chaque jour, des fonctionnaires de ces différents services, des pièces et des dossiers, des projets d'arrêtés, auxquels il doit répondre, sans qu'il puisse pour cela négliger les rapports qu'il doit adresser au Secrétaire d'Etat, ainsi que la correspondance qu'il doit entretenir avec les principaux officiers de l'Armée ou de la Marine.

Dans les colonies autonomes au contraire, le Gouverneur a bien moins de pouvoirs et de responsabilité. C'est une sorte de petit souverain, entouré de *Ministres* choisis par lui et responsables devant les assemblées législatives locales. Ce sont ces Ministres qui, en fait, détiennent tous, chacun dans son département, la presque totalité des pouvoirs, qui prennent toutes les décisions que le Gouverneur ne fait guère que *signer*. Ici, comme dans les possessions de la Couronne, le Chef de la colonie est tenu par sa commission, dans les affaires importantes, de consulter le Conseil Exécutif, ce qui pratiquement implique, au contraire de ce qui se passe dans les colonies de la Couronne, l'obligation de suivre l'avis qui lui a été donné par ce conseil.

Le Gouverneur d'une colonie autonome n'a vraiment de responsabilité et n'a guère de véritable initiative à exercer que dans le cas où il se trouve en présence d'une *crise parlementaire*, c'est-à-dire lorsque ses ministres n'ont plus la confiance des assemblées locales. Il lui appartient alors, selon les circonstances, de solutionner la crise : soit par une dissolution du Parlement, soit par la formation d'un nouveau ministère.

En résumé, les qualités requises de la part du Gouverneur d'une colonie autonome ne sont pas du tout les mêmes que celles que l'on doit exiger du gouverneur d'une colonie de la Couronne. Celui-ci a toute la réalité du pouvoir et en a aussi toute la responsabilité ; celui-là n'a que l'apparence du pouvoir et qu'une responsabilité virtuelle.

D'autre part, la politique coloniale qui s'impose au *Secrétaire d'Etat* n'est pas du tout la même suivant qu'il s'agit des colonies de la Couronne ou des colonies autonomes. En ce qui concerne les premières, c'est lui qui est chargé d'en diriger l'administration et qui en est responsable devant le Parlement Impérial. En ce qui concerne les secondes, le Secrétaire d'Etat est chargé simplement de veiller au maintien des bonnes relations politiques entre elles et la Métropole, et c'est seulement dans cette mesure qu'il est responsable devant le Parlement, l'administration intérieure de ces colonies leur appartenant en propre. Il s'agit donc pour lui de confier la direction de la colonie à un personnage politique en vue, ayant déjà un certain prestige.

Etant donné les qualités requises, aussi bien du Gouverneur que des principaux fonctionnaires de leurs colonies, voyons comment s'y prennent les Anglais pour en assurer le bon recrutement.

Ils ont compris qu'il était absolument nécessaire d'offrir au Gouverneur ainsi qu'aux fonctionnaires supérieurs des services civils des avantages suffisants pour attirer des candidats de valeur et pour légitimer le travail et les responsabilités que l'on exige d'eux. On

leur offre, dans ce but, une situation absolument indépendante de toute considération et de toute influence politiques, étrangères à la bonne administration des services qui leur sont confiés : on les attire encore et surtout par de *forts jolis traitements* (1).

Le fait d'occuper une situation en vue, très bien rémunérée, dans un service où l'avancement et les distinctions honorifiques ne dépendent que du travail fourni, de l'habileté, de l'intelligence et du zèle déployés, où l'on est sûr enfin d'avoir droit, à la fin de sa carrière, à une *pension de retraite élevée*, suffit à attirer vers l'administration coloniale des hommes tout à fait remarquables appartenant à la *meilleure classe de la société*.

On comprend aisément que les avantages de ces situations sont tels et les chances de réaliser des ambitions légitimes si grandes que bien rares sont les fonctionnaires assez peu clairvoyants pour se laisser aller à commettre des malversations ou d'autres actes aussi graves. Il est inutile de dire en effet que des actes pareils sont très sévèrement punis et entraînent presque toujours la révocation immédiate du fonctionnaire coupable.

Tous ceux qui ont eu l'occasion de voyager dans les

(1) Voici les traitements de quelques-uns des Gouverneurs des Antilles Anglaises :

Gouverneur de la Jamaïque	125.000 francs.
Gouverneur des Iles Bahamas	50.000 francs.
Gouverneur de la Barbade	62.500 francs.
Gouverneur de Grenada	62.500 francs.
Gouverneur d'Antigua	64.000 francs.
Gouverneur de la Trinidad	125.000 francs.

colonies tropicales anglaises, comme du reste dans les autres possessions coloniales de la Grande-Bretagne, ont pu se rendre compte des sentiments de *déférence* que la population tout entière, sans distinction de classe, témoigne au Gouverneur et à ses principaux collaborateurs.

Ce n'est pas à dire pour cela que le chef de la colonie ne soit point exposé à voir parfois sa politique sévèrement critiquée par la *presse locale*. Celle-ci peut en effet avoir l'occasion de lui adresser des reproches de faiblesse ou de négligence, mais il est bien rare qu'elle ait jamais à lui imputer des actes de malhonnêteté ou de corruption. Quelles que soient les circonstances d'ailleurs, en aucun cas, on ne verra un journal local se permettre à l'égard du Chef de la colonie ou des principaux fonctionnaires les écarts de langage et les grossièretés qui remplissent les colonnes des journaux quotidiens de nos colonies voisines. Autrement dit, le Gouverneur d'une colonie britannique se voit entourer de *la plus haute considération* et du plus grand respect de la part des habitants sur lesquels il exerce son autorité, tandis que les Gouverneurs de nos colonies se voient traités souvent comme les derniers des mal-fauteurs. De grandes différences séparent en effet, malheureusement, nos fonctionnaires coloniaux de leurs collègues anglais, différences tenant de ce fait que les *considérations politiques* occupent, dans la désignation, l'avancement et la carrière tout entière des fonctionnaires de nos anciennes colonies surtout, la place que tient en Angleterre la préoccupation essentielle de la bonne administration des services.

§ 2. — *Nomination des gouverneurs.*

La *nomination* du Gouverneur, en Angleterre, est faite en principe par le Roi. En réalité, c'est le Secrétaire d'Etat pour les Colonies qui dicte le choix du Souverain, sous réserve toutefois de l'approbation du Premier Ministre, surtout lorsqu'il s'agit d'une colonie importante. La nomination se fait par *Lettres Patentes*, revêtues du *Grand Sceau*, mais seulement pour les Gouverneurs Généraux ou les Gouverneurs, les Lieutenants Gouverneurs étant désignés par lettres sous-seing privé, revêtues du cachet royal. Aux termes de l'Act 26-27 Vict., C. 76, il est prescrit que les lettres patentes n'auront d'effet dans une colonie qu'après y avoir été publiées et que les nominations par lettres patentes deviendront nulles en cas de défaut de publication dans un délai déterminé.

Jusqu'en 1875, il fut d'usage de désigner chaque gouverneur par une petite commission scellée du grand sceau, dans laquelle on se contentait simplement de le confirmer dans les droits, pouvoirs et prérogatives qui avaient appartenu à son prédécesseur (1).

Depuis 1875 il a été jugé plus pratique de créer, pour chaque colonie, par *Lettres Patentes*, les fonctions de Gouverneur, et de fixer d'une façon générale, par les mêmes lettres, les pouvoirs qui lui appartiendraient. Il ne reste plus dès lors qu'à faire chaque nomination par

(1) Jenkyns, *British rule and jurisdiction beyond the seas*, p. 99.

une commission spéciale revêtue du Grand Sceau, dans laquelle le nouveau gouverneur est investi des droits que lui confèrent les Lettres Patentes relatives à la colonie qu'il aura sous son autorité. Cette commission est accompagnée en outre d'instructions générales et uniformes ordinairement approuvées par une ordonnance en Conseil, revêtues du Grand Sceau, mais sans la signature du Secrétaire d'Etat.

Les instructions permanentes, communes à tous les gouverneurs, sont contenues dans un corps de règlements connu sous le nom de *Colonial Office Regulations* qui sont publiés annuellement dans le *Colonial Office List*. Ils servent de guide au gouverneur. Dans ces règlements, nous voyons désigner le Gouverneur comme « the single and supreme authority, responsible to and representative of His Majesty (1) ».

En dehors des instructions générales contenues dans sa Commission, le Gouverneur se voit également adresser de temps à autre, par le Secrétaire d'Etat pour les colonies, des instructions supplémentaires ainsi que des circulaires telles, par exemple, que celles relatives à la loi martiale (1867) et au droit de garde (1877). Quelques-unes des règles contenues dans ces instructions font également partie des Règlements Généraux de l'Office Colonial.

En exécution de l'Act 1, Guill. IV, c. 4, il est prescrit que toutes les Lettres Patentes, Commissions, et tous

(1) « La seule et suprême autorité, représentant Sa Majesté et responsable devant elle ».

autres pouvoirs conférés sous le bon plaisir de la Couronne pour exercer des fonctions dans les Colonies continueront d'avoir cours jusqu'à l'expiration d'une période de 18 mois, à partir du changement de Souverain.

§ 3. — *Durée des fonctions des gouverneurs.*

En principe, le Gouverneur reste en fonctions selon le bon plaisir de la Couronne; mais, en fait, il est bien rare qu'il reste plus de 6 ans dans une même colonie (1). On a voulu de cette façon éviter que, par un séjour trop prolongé dans une colonie, le Gouverneur ne se crée des relations et des amitiés qui pourraient l'empêcher d'exercer ses fonctions avec toute l'impartialité nécessaire. Ce principe a été posé pour la première fois dans une circulaire en date de 1828, dans laquelle il est spécifié qu'il « sera entendu désormais qu'au terme de « 6 années, le Gouverneur d'une colonie devra quitter « celle-ci, à moins qu'il n'y ait des raisons spéciales « pour l'y retenir. »

C'est pour obéir au même ordre de considérations qu'il a été également interdit aux gouverneurs de recevoir, pour eux personnellement ou leur famille, aucun don ou présent quelconque de la part de la colonie qu'ils sont chargés d'administrer.

(1) Sir G. Cornewall Lewis estime cette durée trop courte et montre les inconvénients de l'instabilité qui en résulte dans l'administration des colonies. V. *Essay on the government of dependencies*, 1891, p. 283.

Le Gouverneur peut enfin être relevé de ses fonctions par la Couronne, avant l'expiration du délai ordinaire de 6 ans. Il arrive parfois aussi qu'on le déplace et qu'on l'envoie d'une colonie dans une autre, mais uniquement pour des considérations relatives soit à la bonne organisation des Services, soit à des circonstances locales particulières.

§ 4. — *Absence des gouverneurs.*

En cas d'*absence* du Gouverneur, il était d'usage autrefois pour la Couronne de désigner pour le remplacer, par une commission spéciale revêtue du sceau privé, le Premier Président de la colonie ou le Juge le plus ancien. A la suite de difficultés qui se produisirent, il est devenu maintenant d'usage de confier le gouvernement intérimaire de la Colonie à un lieutenant-gouverneur désigné par la Couronne, par commission sous le grand sceau, ou à un administrateur. C'est dans le cas seulement où cette nomination ne serait pas intervenue que le Premier Président ou le plus ancien Juge pourrait prendre en mains l'administration de la colonie ; il en serait de même, en cas de décès ou d'absence du gouverneur et du lieutenant gouverneur de la colonie.

§ 5. — *Attributions des gouverneurs.*

Maintenant que nous avons examiné les conditions de recrutement, de nomination, d'avancement des gouverneurs des colonies de la Couronne, il nous reste à essayer de déterminer, mais seulement dans leurs grandes lignes, quels sont les *principaux pouvoirs* du Chef d'une de ces colonies.

Comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire, le Gouverneur est investi par la Couronne de pouvoirs très larges et très variés que l'on peut diviser en trois grandes catégories :

- 1° Pouvoirs militaires ;
- 2° Pouvoirs exécutifs ;
- 3° Pouvoirs législatifs.

Pouvoirs militaires

1° *Pouvoirs militaires.* — Le Gouverneur, quoique portant le titre de « Capitaine Général » ou de « Commandant en Chef », n'est pas, à moins d'une clause spéciale de sa commission, ou d'une nomination expresse du Roi, investi du commandement des forces régulières de Sa Majesté dans la Colonie. On remarquera d'ailleurs que sa commission contient une clause

requérant tous les officiers de lui obéir, mais ne lui conférant en aucune façon le commandement militaire. Il n'a donc aucun titre pour recevoir les allocations afférentes à ce commandement, ni pour prendre la direction immédiate d'aucune opération militaire, ni pour communiquer officiellement, sauf toutefois en cas de nécessité urgente, avec les officiers militaires en sous ordre, sans le concours de l'officier qui commande les forces militaires. Toute communication officielle de ce genre doit être notifiée immédiatement à cet officier.

En ce qui concerne l'*armée*, c'est le Gouverneur qui décide de l'objet et de l'étendue des opérations militaires. Excepté en cas d'invasion ou d'attaque par un ennemi extérieur, il est du devoir du Gouverneur de déterminer pour quels services et dans quelles limites les troupes de Sa Majesté doivent être employées. En conséquence, il donnera à l'officier commandant les forces militaires les instructions relatives à leur répartition et à leur emploi en escorte ainsi qu'aux autres services nécessaires à la sécurité et à la tranquillité de la colonie. Toutefois, en ces matières, le Gouverneur devra, autant que possible se concerter avec l'*officier commandant* et sa responsabilité se trouverait particulièrement engagée dans le cas où il ordonnerait que les troupes fussent stationnées ou employées dans des conditions qui soulèveraient, au point de vue militaire, des objections de la part de l'officier commandant.

Le Gouverneur, en sa qualité de Représentant de Sa Majesté, donnera le *mot d'ordre* dans toutes les places de son gouvernement.

D'un autre côté, l'officier commandant les forces militaires déterminera tous les détails concernant la répartition et le mouvement des troupes, ainsi que la composition des différents détachements, en ayant soin cependant qu'ils soient en conformité avec les instructions générales qui lui auront été données par le Gouverneur.

L'officier commandant les troupes demeure seul chargé de la surveillance de tous les détails qui se rattachent au département militaire dans une colonie, de la convocation et de la tenue des Cours Martiales de garnison ou de régiment, ainsi que des permis d'absence à accorder aux officiers en sous-ordre. Il met en exécution, de sa propre autorité, les décisions des Cours Martiales excepté cependant les condamnations à mort, qui, elles, doivent être préalablement approuvées, au nom du Roi, par le Gouverneur.

Le commandant des troupes doit adresser au Chef de la Colonie des *rapports* sur l'état et la condition des troupes, les départements militaires, les munitions, magasins et fortifications de la colonie. Il lui fournit également les duplicata de ceux des rapports de cette nature qui peuvent lui être demandés ou qu'il peut avoir occasion d'envoyer aux autorités militaires de la Métropole ou à tout autre officier sous le commandement général duquel il se trouve placé.

A la réception de l'Act annuel de l'Armée (*Army Act*), l'officier commandant communique à l'autorité civile les *ordres généraux* dans lesquels cet Act peut être promulgué.

Dans le cas où la colonie, envahie ou attaquée par un

ennemi extérieur, viendrait à être le théâtre d'opérations militaires actives, l'officier assumera toute l'autorité nécessaire sur les troupes.

Toutes ces prescriptions sont applicables alors même, ce qui peut fort bien se produire, que le Gouverneur serait lui-même un officier militaire, plus ancien de grade que l'officier commandant les forces régulières de la colonie.

Si plusieurs colonies sont comprises dans un seul commandement militaire, l'officier commandant en chef peut effectuer le transport des troupes d'une colonie dans une autre sur la demande du Gouverneur de la colonie dans laquelle les troupes sont envoyées ; cette demande doit lui être transmise : soit par le Gouverneur de la colonie dans laquelle il se trouve, soit par l'officier commandant les forces militaires dans la colonie qui a besoin des troupes. Mais le commandant en chef de la colonie qui doit fournir les troupes doit, dans tous les cas, consulter le Gouverneur de cette colonie et il assumera toute la responsabilité de la situation s'il fait partir les troupes sans avoir obtenu le consentement du Gouverneur.

En ce qui concerne la *Marine*, les pouvoirs du Chef de la Colonie sont également très limités. Il n'a absolument aucune autorité sur le mouvement des navires de Sa Majesté et n'a pas qualité pour envoyer des ordres aux *officiers de la Marine Royale*. Ceux-ci ne sont pas pour cela autorisés à agir en pleine indépendance vis-à-vis du Gouverneur ; ils sont, en effet, tenus de prendre en considération les *réquisitions* qu'ils pourront recevoir de lui, réquisitions ayant pour objet la défense des pos-

sessions de Sa Majesté, la protection du commerce britannique ou l'intérêt général de son service. Dans les cas urgents, lorsque toute communication avec les autorités supérieures lui est impossible, l'officier de marine devra considérer l'importance relative et l'urgence du service qui lui est demandé par le Gouverneur, et cela par rapport à ses instructions générales ou spéciales.

Dans les cas où de hautes considérations politiques réclameraient une décision du Gouvernement de Sa Majesté, le Gouverneur devrait communiquer directement, au Secrétaire d'Etat lui-même, son avis sur la nécessité de la présence d'un navire de Sa Majesté dans les eaux de la colonie, au lieu de le communiquer à l'officier commandant les navires, à moins que la vie ou la propriété des sujets anglais ne soient dans un péril imminent, demandant une action immédiate.

Dans les cas urgents où une telle réquisition du Gouverneur se trouverait en conflit avec les instructions de son Supérieur de la Marine, l'officier de marine devrait prendre une décision de lui-même. Il devra bien réfléchir à la grave responsabilité qui pèserait sur lui dans le cas où les circonstances ne seraient pas de nature à justifier pleinement la préférence donnée par lui à la réquisition du Gouverneur sur les instructions de son supérieur.

Disons pour en finir avec les rapports du Gouverneur avec les autorités militaires de la colonie, qu'il n'a pas le droit de déclarer la guerre à un Etat quelconque.

Pouvoirs exécutifs.

2° *Pouvoirs exécutifs.* — Le Chef de la Colonie est, dans cet ordre d'idées, chargé de veiller à la bonne exécution des lois et des règlements, ainsi qu'au maintien de l'ordre et de la sécurité dans la colonie. Il a, à cet égard, une très grande liberté d'action.

Comme *Chef de l'Administration*, dans la colonie, le Gouverneur a le droit d'accorder des dispenses pour les mariages, des lettres d'administration pour gérer les biens des personnes décédées, l'approbation des testaments, à moins que d'autres dispositions ne soient prescrites par une charte de justice ou par une loi locale. Il a aussi, dans beaucoup de cas, la présentation aux bénéfices de l'église anglicane de la colonie, en se conformant aux règles tracées dans les règlements.

Le Gouverneur a, en général, le pouvoir de remettre toutes les amendes, peines pécuniaires ou confiscations qui peuvent être prononcées au profit du Roi ; dans quelques colonies, si l'amende excède 2,50, il a seulement la faculté d'ajourner le paiement jusqu'à ce que la volonté de Sa Majesté soit connue.

Les sommes à dépenser pour les Services Publics sont ordonnancées sous sa responsabilité, conformément aux prescriptions de la loi pour chaque cas particulier.

C'est le Chef de la Colonie qui, au nom du Roi, émet les writs de convocation pour les élections des membres des assemblées et conseils représentatifs. Il convoque et

proroge le Corps Législatif et dissout les assemblées qui sont susceptibles de dissolution.

Il confère les nominations aux emplois dans la colonie soit définitivement lorsqu'ils sont soumis à la législation locale soit provisoirement, jusqu'à l'approbation de Sa Majesté, dans les autres cas. Il a également le droit de suspendre les fonctionnaires publics. Il est chargé de faire prêter serment à toutes les personnes, en service ou non, quand il le juge convenable, et surtout le serment de fidélité (actes 21-22 Victor., 48, § 1).

Il doit envoyer régulièrement tous les ans au Gouvernement de Sa Majesté un *Annual Blue Book* contenant les chiffres des recettes et des dépenses de la colonie, ainsi que les copies des lois qui ont été votées par la législature locale.

Pouvoirs législatifs.

3°. *Pouvoirs législatifs.* — Le Gouverneur exerce une influence réelle sur la législation locale.

Dans les colonies qui n'ont pas d'assemblées élues, c'est à lui qu'appartient l'initiative des lois. Dans celles qui, au contraire, sont dotées d'institutions représentatives, un message du chef de la Colonie est d'ordinaire indispensable à toute proposition d'emploi des deniers publics.

La loi, une fois votée, doit en outre, pour devenir exécutoire dans la colonie, recevoir *l'approbation* du Gouverneur. Celui-ci est entièrement libre de donner ou de refuser son assentiment.

Dans le premier cas, la loi, comme nous le verrons ultérieurement, ne devient pas immédiatement applicable.

Après avoir donné son approbation à une mesure législative, le Gouverneur est tenu d'en transmettre une copie au Secrétaire d'Etat pour les colonies.

Telles sont, dans leur ensemble et simplement énumérées, les principales prérogatives qui sont généralement reconnues au Gouverneur d'une colonie de la Couronne par sa commission et par les instructions supplémentaires qu'il reçoit.

En dehors des pouvoirs qui lui sont ainsi expressivement reconnus par les règlements coloniaux, le Gouverneur doit-il être considéré comme une sorte de vice-roi, investi d'une quasi souveraineté sur la colonie qui lui est confiée ? Ou bien doit-on le tenir comme étant strictement limité, dans ses attributions, par les termes de sa commission (1) ?

La situation du Gouverneur colonial, à ce point de vue, a déjà été examinée plus d'une fois par le *Judicial Committee of the Privy council*. Il a été décidé que le Gouverneur ne devait pas être considéré comme étant investi de toutes les prérogatives de la Couronne et que ses pouvoirs dépendaient uniquement de sa commission. Il doit être regardé tout simplement comme un fonctionnaire ne pouvant agir *que dans les limites de sa commission* et investi des droits que celle-ci lui reconnaît *explicitement* ou *implicitement*.

(1) V. Tarring, *Law relating to the colonies*, p. 28 ; Jenkyns, *British rule and jurisdiction beyond the seas* ; Todd, *Parliamentary government in british colonies*, p. 155 à 180.

Il faut noter que la commission reconnaît au Gouverneur très peu de pouvoirs exprès ; mais elle offre une *grande élasticité*. Elle lui reconnaît notamment le droit de faire tout ce qui appartient à ses fonctions et qui est approprié à la confiance qui a été mise en lui par les instructions royales et celles qui lui ont été transmises dans la suite par un des Secrétaires d'Etat de Sa Majesté.

Il est dit notamment que « dans le cas où il arriverait « quelque chose qui pût être avantageux ou profitable « à la tranquillité de la colonie et que le cas ne soit pas « prévu par la teneur de la commission ou par les instructions, le Gouverneur peut considérer le présent « article comme l'autorisant à agir sous sa responsabilité. »

On voit suffisamment par là qu'une très grande latitude est laissée au Gouverneur par sa commission et qu'il a de très larges pouvoirs en fait. Sera-t-il tenté d'en abuser ? Il n'y a guère lieu de s'en inquiéter si l'on songe que la responsabilité qui pèse sur lui est loin d'être purement nominale et que le *contrôle du gouvernement central* s'exerce avec la plus grande efficacité sur tous ses actes.

La pratique et les usages donnent plus de pouvoirs dans une colonie, moins dans une autre, suivant les *circonstances locales*. C'est ainsi par exemple qu'autrefois, après la conquête d'une colonie, il était généralement admis que le Gouverneur exerçât tous les pouvoirs qui avaient appartenu au Gouvernement précédent. La commission elle-même d'ailleurs peut aussi être adaptée aux circonstances locales.

Il ne saurait y avoir de doute que le Gouverneur doit être considéré comme muni de toute l'autorité nécessaire pour faire face aux événements qui peuvent se présenter et pour¹ assurer la *tranquillité* de la colonie. S'il agit avec prudence et habileté ou bien avec bonne foi, il ne pourra guère encourir de responsabilité (1).

Il y a, peut-on dire, une *délégation générale* qui est faite, à chaque gouverneur colonial, d'autant d'autorité qu'il lui est nécessaire pour la *bonne administration* de la colonie qui lui est confiée par le Souverain dont il tient, en fait, la place. Le Gouverneur doit être principalement la sauvegarde contre tous les abus de pouvoir.

Si toutefois le Chef de la colonie venait à outrepasser manifestement ses droits, où à commettre un acte illégitime, un appel serait toujours possible devant le Souverain, par l'intermédiaire du Secrétaire d'Etat, ainsi que devant le Parlement Impérial. Mais le Gouverneur n'est pas personnellement responsable des actes d'Etat ou des actes accomplis par lui sur l'avis de ses conseillers vis-à-vis soit du parlement colonial, soit d'un tribunal quelconque.

§ 6. — *Responsabilité des gouverneurs.*

En ce qui concerne la *responsabilité du gouverneur*, il convient tout d'abord d'établir une distinction bien

(1) La législature de la Jamaïque a voté un acte d'indemnité justifiant le gouverneur Eyre et le défendant contre les actions pour dommages exercées contre lui en Angleterre. Jenkyns, *op. cit.*, pp. 102-104.

nette entre les actions civiles et les actions pénales qui peuvent être dirigées contre lui (1).

Il est avant tout, comme nous l'avons déjà constaté d'ailleurs, un fait certain, c'est que *le principe d'irresponsabilité* dont bénéficie le Souverain Anglais *ne s'applique nullement au Chef d'une colonie* dans la limite de la souveraineté restreinte qui lui est déléguée.

Que les motifs de l'action exercée proviennent de responsabilités encourues à titre privé ou public, le Gouverneur peut, dans tous les cas, se voir poursuivi : soit devant les *cours de sa propre colonie*, soit devant celles de la *Métropole*. Une décision de la Cour de 1^{re} instance de la Trinidad affirme le principe que « le gouverneur d'une colonie ne peut réclamer comme un privé l'exemption d'être poursuivi devant les cours de la colonie. »

En ce qui concerne les *actions civiles*, la première question qui se pose est celle de savoir si, abstraction faite de sa qualité de Gouverneur, une responsabilité quelconque n'a pas été encourue par le chef de la colonie, *en tant que simple particulier*. C'est là évidemment une *question de droit ordinaire* qu'il appartient aux tribunaux d'examiner, sauf peut-être en ce sens que la qualité de gouverneur peut toujours impliquer, en fait, une responsabilité plus grande et par conséquent justifier des mesures de répression plus promptes.

(1) V. Tarring, *op. cit.*, p. 29-36 ; Anson, *Loi et pratique constitutionnelle*, II, p. 333-335.

S'il est établi qu'une responsabilité a été vraiment engagée, une deuxième question doit être résolue à savoir si les actes incriminés ont été accomplis par le Gouverneur *en sa qualité de gouverneur*. C'est là une *question de fait*. S'il est reconnu qu'ils l'ont réellement été, il s'agit alors de déterminer si ces actes outrepassent ou non les *pouvoirs légitimes* du Gouverneur. Si celui-ci a agi en sa qualité de Gouverneur, et dans les limites de sa commission ainsi que de ses instructions, il est évident qu'il ne peut être inquiété. Il se trouve en effet protégé, quelles que soient les circonstances, par ce fait qu'il est le serviteur du Roi et qu'il doit agir conformément aux instructions qu'il a reçues de la Couronne.

Cette protection ne doit pourtant pas être étendue aux actes qui sont complètement en dehors de l'autorité dont est investi le Chef de la colonie. Ces actes en effet, alors même qu'ils auraient été accomplis par lui en sa qualité de Gouverneur, ne sauraient être considérés comme des actes d'Etat proprement dits et ne sauraient le protéger contre leurs conséquences légales.

La question de savoir si les actes ainsi accomplis par le Gouverneur en cette qualité outrepassent ou non les légitimes pouvoirs qui lui appartiennent, est de la compétence des cours locales. S'il est établi par elles que ces actes sont bien des actes d'Etat, faits sous l'autorité de la Couronne, les cours n'en ont plus connaissance et se trouvent immédiatement dessaisies. Le Gouverneur a en effet agi comme serviteur de la Couronne et a fait ce que le roi peut faire par l'instrument de ses serviteurs.

En ce qui concerne les *actions pénales*, une disposition de l'Act 11-12 W. 3, C.12 porte que « tout gouverneur, lieutenant-gouverneur ou commandant en chef d'une colonie quelconque qui se sera rendu coupable d'oppression à l'égard des sujets de Sa Majesté par delà les mers, ou d'un autre crime ou d'une action quelconque contraire aux lois, sera poursuivi, entendu et jugé devant la Cour du Ban du Roi en Angleterre ou devant les tribunaux qui pourront être désignés dans la commission » (1).

Le Gouverneur anglais peut donc être poursuivi, non seulement devant les tribunaux de la Métropole, mais encore, ce qui n'est pas admis par notre législation coloniale, par les Cours de la colonie où il a exercé ses fonctions. Ce ne sont pas là des dispositions purement théoriques ; elles ont en effet reçu déjà un nombre respectable d'applications pratiques.

Nous avons vu ainsi tout ce qu'il peut y avoir d'intéressant en ce qui concerne les conditions de recrutement, de nomination, d'avancement, ainsi que les pou-

(1) « If any governor, lieutenant-governor or commandant-in-chief of any plantation or colony within His Majesty's dominions beyond the seas shall be guilty of oppressing any of His Majesty's subjects beyond the seas within their respective commands, or shall be guilty of any other crime or offence contrary to the laws of the realm or in force within their respective governments or commands, such oppressions, crimes or offences shall be inquired of, heard and determined in His Majesty's Court of King's Bench in England or before such commissioners and in such county as shall be assigned in His Majesty's Commission ».

voirs et la responsabilité des Gouverneurs des colonies de la Couronne. Il se dégage évidemment de cette étude sommaire que le Gouverneur est un fonctionnaire très important de l'administration coloniale. Le rôle qu'il doit jouer comme chef politique et comme directeur social de la colonie qu'il a sous son autorité est très grand. Il se trouve dans une situation assez voisine de celle d'un Ministre à la tête d'un département. C'est à ses subordonnés et aux fonctionnaires qui l'entourent qu'il demande de l'instruire sur les questions immédiates qu'il doit traiter, mais il y apporte les vues plus larges d'un homme qui sort d'un monde plus vaste. Il est capable de présenter aux habitants de la colonie des idées plus générales et des objectifs plus hauts dans les affaires politiques locales que ceux qui, autrement, prévaudraient dans une petite société, c'est-à-dire les vues et les ambitions des hommes d'Etat anglais, par opposition aux vues plus étroites des hommes initiés seulement aux affaires locales. Il peut encourager, développer l'agriculture, le commerce, l'enseignement, en dehors des questions et des partis politiques.

Lorsque les intérêts supérieurs de l'*Empire* sont en jeu, il est du devoir du Gouverneur de les prendre effectivement en mains et de s'en constituer le gardien et le défenseur. Il convient de noter d'ailleurs que les colonies sont toujours prêtes à faire des concessions aux intérêts de l'Empire ; on peut même ajouter qu'elles y mettent le plus souvent une certaine fierté.

En ce qui concerne au contraire les questions pure-

ment locales, le chef de la Colonie aura soin de s'entourer de conseillers parfaitement au courant des sentiments et des vœux de la population, et de prêter la plus grande attention aux avis qui lui seront donnés et aux demandes qui lui seront présentées par les représentants des habitants. La Couronne ne devra pas, à cet égard, oublier que ce fut son intervention dans les affaires locales qui détermina la sécession des colonies américaines.

La cause des interventions maladroites qui peuvent être redoutées de la part du Gouvernement de Sa Majesté doit être recherchée dans l'organisation du *Colonial Office* qui place le contrôle du Gouverneur, c'est-à-dire du représentant expérimenté des besoins et des vœux de la colonie, entre les mains d'hommes qui, quelles que puissent être leur intelligence et leur habileté, ne sont pas toujours parfaitement renseignés sur les questions coloniales. Cela ne signifie du reste en aucune façon que l'administration centrale des colonies laisse particulièrement à désirer en Angleterre. Elle prête au contraire assurément à beaucoup moins de critiques que la nôtre; mais il est bien évident que, de toutes les façons, les fonctionnaires qui la composent auront une compétence moindre sur les affaires intéressant telle ou telle colonie particulière que les fonctionnaires qui se trouvent sur place.

Nous en avons ainsi terminé avec l'étude relative à l'exercice du Pouvoir Exécutif dans les Antilles Anglaises. Ce que nous avons dit du Gouverneur, comme du Conseil Exécutif, peut du reste s'appliquer indiffé-

remment à la généralité des colonies de la Couronne Britannique.

En ce qui concerne l'organisation du Pouvoir Législatif, l'étude qu'il nous reste à faire sera au contraire plus spéciale aux possessions antillaises de la Grande-Bretagne.

CHAPITRE II

LE POUVOIR LÉGISLATIF

Aux Antilles, comme dans les colonies de la Couronne en général, le pouvoir législatif est exercé concurremment par le Parlement Impérial, la Couronne en son Conseil et les assemblées locales.

Nous allons donc examiner successivement chacun de ces organes de la législation locale et en déterminer la compétence.

§ 1. — *Le Parlement Impérial*

Le *Parlement impérial* constitue l'autorité *suprême* en matière de législation coloniale. Les pouvoirs dont il dispose à cet égard pour les colonies de la Couronne sont, en principe, absolus et ne se trouvent retenus par d'autre frein que par la sagesse même et la réserve de ceux qui les exercent. Le Parlement est libre en effet de légiférer pour ces colonies dans des cas très nombreux où il ne pourrait le faire pour les colonies à self government. C'est ainsi que, pour ne citer qu'un exemple,

l'Act sur les Cours d'Amirauté Coloniales fut appliqué aux Antilles, ainsi du reste qu'à presque toutes les colonies de la Couronne, sans qu'on les ait préalablement consultées, tandis qu'il fut expressément déclaré non applicable aux colonies de la Nouvelle Galle du sud et de Victoria, parce que celles-ci n'y avaient point consenti.

Cette suprématie complète du Parlement Impérial fut d'ailleurs expressément reconnue par l'*Act sur la validité des lois coloniales* passé le 29 juin 1865 dans le but de dissiper tous les doutes que l'on pourrait avoir à cet égard. Il en résulte que les possessions coloniales de la Couronne Britannique, quelle que soit leur origine, — cession, conquête ou occupation pure et simple, — et quelle que soit leur constitution politique sont et demeurent soumises au contrôle législatif du Parlement de Westminster. Ce pouvoir suprême de contrôle se manifeste de deux façons différentes : a) d'une façon positive, par le droit qui appartient au Parlement de légiférer directement sur toutes les questions coloniales ; — b) d'une façon négative, par l'annulation de toute disposition votée par une législature locale et qui se trouverait en contradiction avec un Act du Parlement Impérial.

En ce qui concerne tout d'abord son pouvoir de *législation directe*, le Parlement britannique se trouve limité par l'*act de 1778* sur la taxation des colonies. C'était à l'époque de la guerre de l'Indépendance américaine, guerre qui avait été provoquée précisément par le refus des colons anglais de l'Amérique du nord de payer les impôts auxquels ils avaient été soumis, sans

leur consentement, par le Gouvernement Impérial. En vertu du « Taxation of colonies Act » (18 Geo. III., c. 12), il est désormais reconnu que le Parlement « n'imposera aucun droit, aucune taxe, aucune contribution quelconque, payable en aucune des colonies, provinces et plantations de Sa Majesté dans l'Amérique du Nord ou dans les Indes Occidentales ; il n'y aura d'exception que pour les droits qu'il pourra être utile d'imposer pour la réglementation du commerce ; le produit net de ces droits sera toujours payé et employé pour le bien de la colonie, de la province ou de la plantation, dans laquelle ils seront respectivement levés, de la même façon que les autres droits perçus par l'autorité des cours ou assemblées générales respectives de ces colonies, provinces ou plantations, sont ordinairement payés et employés. »

Il est vrai que, demain, un act en sens absolument contraire peut être voté par le Parlement ; il n'y a en effet, d'après la constitution anglaise, aucun obstacle légal s'opposant à l'abrogation de l'act de 1778. En fait, il est bien peu probable qu'un pareil changement, si gros de dangers, intervienne avant longtemps.

En dehors de cette limitation expresse de son pouvoir législatif souverain, le Parlement impérial, pour des raisons d'ordre simplement pratique ou d'ordre constitutionnel, n'intervient presque jamais dans les questions relatives aux affaires intérieures d'une colonie à moins toutefois que la *politique générale* de l'Empire ne s'y trouve intéressée.

Les différentes questions relatives à la législation

coloniale que le Parlement Britannique peut être appelé à traiter sont les suivantes :

1° Les questions relatives aux rapports des possessions anglaises avec les pays étrangers ou avec les autres parties de l'Empire Britannique, y compris la défense de ces possessions contre toute attaque extérieure ;

2° Les questions relatives aux affaires extérieures d'une colonie, telles que le commerce, la navigation, etc. ;

3° Les questions relatives aux arrangements judiciaires de la colonie ;

4° Les questions intéressant le gouvernement suprême de celle-ci ;

5° Les questions relatives au gouvernement local, aux institutions civiles, religieuses, à l'administration des finances.

Le pouvoir de décision en ces différentes matières, peut d'ailleurs être également exercé par la Couronne en son conseil.

En fait, il est intéressant de reconnaître que le Parlement impérial apporte *la plus grande discrétion* dans son droit de légiférer et n'a point coutume de s'immiscer, à tort ou à raison, dans l'administration coloniale ou de la contrôler d'une façon maladroite. C'est ainsi que, par exemple, de 1880 à 1900, le Parlement ne vota guère qu'une cinquantaine de dispositions relatives aux colonies et dépendances ; et encore doit-on observer que, là-dessus, 18 seulement présentaient un caractère permanent, les autres étant pour la plupart des règlements fiscaux ou administratifs.

A part quelques exemples peu nombreux et déjà an-

ciens d'interventions regrettables, le Parlement Britannique, dans l'exercice de son pouvoir législatif à l'égard des colonies, a su le plus souvent éviter le danger signalé par *John Stuart Mill* dans les termes suivants (1) : « Gouverner un pays sous le contrôle des habitants de ce pays, et le gouverner sous le contrôle des habitants d'un autre pays, sont deux choses différentes. Ce qui fait la supériorité du premier système c'est que la liberté est préférable au despotisme, tandis que le dernier système est du despotisme. Le seul choix que celui-ci permette est un choix de despotismes et il n'est pas certain que le despotisme exercé par 20.000.000 d'hommes soit nécessairement meilleur que celui qui est exercé par quelques hommes ou par un seul. Mais un fait absolument certain c'est que le despotisme de ceux qui n'entendent, ne voient ni ne savent rien de leurs sujets a beaucoup de chances d'être pire que celui de ceux qui sont au contraire renseignés sur la situation de ceux-ci. »

En dehors de son droit de législation directe sur toutes les questions coloniales touchant aux intérêts généraux de l'Empire, le Parlement peut, par une manifestation expresse de sa volonté, étendre aux colo-

(1) « To govern a country under responsibility to the people of that country and to govern a country under responsibility to the people of another, are two different things. What makes the excellence of the first is that freedom is preferable to despotism, but the last is despotism. The only choice the case admits is a choice of despotisms, and it is not certain that the despotism of 20.000.000 is necessarily better than that of a few or one, but it is quite certain that the despotism of those that neither hear, nor see, nor know anything about their subjects, has many chances of being worse than of those who do ».

nies toute disposition quelconque votée par lui pour le Royaume-Uni. Cette disposition sera alors *rendue applicable* (made applicable), par les termes mêmes de l'act ou par la volonté manifeste du législateur, aux colonies en général ou à telle ou telle colonie en particulier ou à tel ou tel groupe de colonies.

La suprématie du Parlement impérial sur les législatures coloniales se manifeste encore, nous l'avons vu, d'une façon négative. Autrement dit, *toute disposition*, votée par l'assemblée législative d'une colonie, qui se trouverait *en opposition* avec un act passé par le Parlement de Westminster et applicable à cette colonie, devrait être considérée comme *nulle* et de *nul effet*. Cela résulte, non seulement de la pratique constitutionnelle anglaise, mais encore des termes formels de l'act sur la validité des lois coloniales qui dispose dans son *art. 2*, que « toute loi coloniale qui est ou sera, d'une façon quelconque, en contradiction avec les dispositions d'un act du Parlement s'étendant à la colonie à laquelle cette loi se peut rapporter, ou avec une ordonnance ou un règlement fait en vertu de l'autorité d'un act du Parlement, ou ayant dans la colonie la force et l'effet d'un tel act, devra être considérée comme soumise à cet act, cette ordonnance ou ce règlement, dans la mesure où existera cette contradiction mais non autrement, et demeurera absolument nulle et inopérante. »

Il s'en suit naturellement que, dans le cas où une législature coloniale viendrait à dépasser la limite ainsi apportée à sa compétence par la loi de 1865, les *tribunaux* devraient se refuser à faire l'application d'une

disposition votée par cette assemblée dans de pareilles conditions. D'ailleurs, dans un cas semblable, il serait du devoir de la Couronne de désapprouver formellement la loi votée par la législature locale en dehors de la limite de ses pouvoirs. Dans le cas où des doutes viendraient à s'élever au sujet de la légalité ou de la constitutionnalité de cette loi, c'est au Parlement impérial qu'il appartiendrait de se prononcer.

Il existe enfin une dernière façon pour le législateur anglais d'exercer son autorité sur les corps législatifs coloniaux. Il s'agit du droit qui lui appartient, par l'intermédiaire de la Couronne, c'est-à-dire du Cabinet, de refuser son approbation à une disposition quelconque votée par une législature coloniale et sanctionnée par le Gouverneur.

Nous avons ainsi terminé l'étude des pouvoirs du Parlement britannique en matière de législation coloniale. Il nous reste à examiner les attributions des assemblées locales et celles de la Couronne.

§ 2. — *Les assemblées locales.*

La compétence des *législatures coloniales* s'étend, d'une façon générale, à toutes les questions que le Parlement impérial ou la Couronne ne se sont pas expressément réservées et qui ne touchent pas les intérêts généraux de l'Empire. Elle est *subordonnée* au pouvoir souverain du Parlement et de la Couronne britanniques ; elle se trouve en outre enfermée dans les limites de la colonie.

Indépendamment de ces restrictions, les pouvoirs de toute assemblée coloniale sont absolus (*plenary*) et ne doivent pas être considérés comme des pouvoirs délégués, cette assemblée n'étant pas du tout un agent délégué du Parlement impérial.

La Charte de l'indépendance des législatures coloniales est le Colonial Laws Validity Act dont nous avons eu déjà l'occasion de parler. Ce statut semble avoir été assez bizarrement voté, sans discussion, par le Parlement. Il définit d'une façon permanente et étend l'autorité des assemblées législatives coloniales.

L'article 2 que nous avons précédemment cité détermine la mesure dans laquelle s'exerce et la façon dont il faut entendre la suprématie du Parlement britannique.

Les dispositions des articles 3, 4 et 5 sont très importantes et méritent d'être également citées :

3. « Nulle loi coloniale ne sera tenue comme nulle, en tant que contraire au droit anglais, à moins qu'elle ne contredise les dispositions d'un Act du Parlement, d'une ordonnance ou d'un règlement, comme il est dit ci-dessus (art. 2) (1). »

(1) 3. « No colonial law shall be or be deemed to have been void or inoperative on the ground of repugnancy to the law of England, unless the same shall be repugnant to the provisions of some such Act of Parliament, order or regulation as aforesaid.

4. No colonial law, passed with the concurrence of or assented to by the governor of any colony, or to be hereafter so passed or assented to, shall be or shall be deemed to have been void or inoperative by reason only of any instructions with reference to such law or the subject thereof which may have been given to such governor by or on behalf of His Majesty, by any instrument other than the letters patent or instrument authorizing such governor to

4. « Nulle loi coloniale, faite avec le concours du gouverneur de la colonie ou approuvée par lui, ou devant être plus tard ainsi votée ou approuvée, ne sera tenue pour nulle et inopérante pour la seule raison que des instructions, se référant à cette loi ou à son sujet, peuvent avoir été données au gouverneur par Sa Majesté ou en son nom, au moyen de tout act autre que des lettres patentes ou un document autorisant le gouverneur à collaborer à la confection des lois pour la paix, l'ordre et le bon gouvernement de la colonie, ou à les approuver, alors même que ces instructions pourraient être visées dans ces lettres patentes ou dans le document ci-dessus mentionné. »

5. « Toute législature coloniale aura et sera considérée en tout temps comme ayant eu plein pouvoir dans les limites de sa juridiction pour établir des cours judiciaires, les abolir et les reconstituer, pour en altérer la constitution et passer des dispositions relatives à l'ad-

concur in passing or to assent to laws for the peace, order and good government of such colony, even though such instructions may be referred to in such letters patent or lastmentioned instrument.

5. Every colonial legislature shall have and be deemed at all times to have had full power within its jurisdiction to establish courts of judicature, and to abolish and reconstitute the same, and to alter the constitution thereof and to make provision for the administration of justice therein, and every representative legislature shall, in respect to the colony under its jurisdiction, have, and be deemed at all times to have had full power to make laws respecting the constitution, powers and procedure of such legislature, provided that such laws shall have been passed in such manner and form as may from time to time be required by any act of Parliament, letters patent, order in council or colonial law for the time being in force in the said colony ».

V. Jenkyns, *British rule and jurisdiction beyond the seas*, p. 239.

ministration de la justice ; toute législature représentative, en ce qui concerne la colonie placée sous sa juridiction, aura et sera considérée en tout temps comme ayant eu plein pouvoir de faire des lois concernant la constitution, les pouvoirs et la procédure de cette législature, pourvu que ces lois aient été passées en des formes qui pourront, de temps en temps, être requises par un Act du Parlement, par des lettres patentes, une ordonnance en conseil ou une loi coloniale en vigueur alors dans la dite colonie ».

De cette façon se trouve actuellement nettement précisée l'étendue des pouvoirs et de l'autorité des législatures coloniales. A cet égard, l'Act de 1865 est de la plus haute importance, parce qu'il détermine une fois pour toutes et donne la force légale à des principes qui, jusque-là, n'avaient jamais été définis d'une façon précise.

Dans le cas où l'assemblée législative d'une colonie viendrait à excéder ses pouvoirs soit en votant une loi qui serait en opposition avec un act du Parlement Impérial applicable à la colonie, soit en adoptant des dispositions qui s'étendraient en dehors des limites de celle-ci, le Gouverneur d'abord et la Couronne ensuite pourraient opposer leur *veto* à l'application de cette loi ou de ces dispositions ; en l'absence de leur intervention, une action pourrait être ouverte devant les *cours judiciaires* de la colonie dans le but de faire déclarer par elles la *nullité* des actes législatifs locaux *ultra vires* ou en contradiction avec les acts du Parlement Britannique.

On voit par là que les garanties les plus sérieuses sont

assurées de la légalité et de la constitutionnalité des acts votés par les assemblées législatives coloniales.

§ 3. — *La Couronne.*

Les pouvoirs de la *Couronne* en matière de législation coloniale s'exercent de deux façons différentes :

a) D'une façon positive, par le droit qui appartient au Gouvernement Impérial de légiférer directement, dans les colonies de la Couronne, par voie d'ordonnances en Conseil (*orders in Council*); b) d'une façon négative, par le droit qui lui appartient de refuser son approbation à une loi régulièrement votée par une législature locale et soumise à sa sanction ou de désavouer (*disallow*) une loi ayant déjà reçu un commencement d'exécution.

Ces pouvoirs sont exercés, suivant les cas, directement par la Couronne elle-même ou indirectement par le Gouverneur de la Colonie.

a) *Droit de la Couronne de légiférer en matière coloniale.* — Ce droit ne subsiste plus aujourd'hui que dans celles des colonies de la Couronne qui n'ont pas du tout d'*assemblée législative* ou dont l'*assemblée législative* est entièrement nommée par le Gouvernement Impérial. Il s'exerce bien plus rarement dans les colonies qui possèdent un conseil législatif élu par la population. Ce principe fut très nettement posé par Lord Mansfield dans la célèbre affaire Campbell contre

Hall (1) (Cowper's Reports, Vol. 1). Pour qu'il en puisse être autrement, il faut que la Couronne se soit expressément réservée, dans ces colonies à institutions représentatives, le droit de légiférer par voie d'ordonnances en Conseil. Il en a été ainsi notamment pour la Jamaïque où le Gouvernement de Sa Majesté a eu soin de se réserver d'une façon formelle le droit de modifier ou de supprimer complètement le système électoral établi dans cette colonie.

Même dans les cas où la Couronne a conservé le droit de légiférer directement par ordonnances en conseil, il est intéressant de remarquer qu'elle n'intervient que comme une autorité législative locale et subordonnée vis-à-vis du Parlement Impérial. Il en résulte que ses pouvoirs sont *limités* de la même façon que ceux des assemblées législatives locales et ses ordonnances susceptibles d'être déférées devant les cours de justice et annulées par elles comme étant *ultra vires*.

L'intervention de la Couronne dans la législation coloniale se manifeste aussi, d'une façon indirecte, par le droit qui appartient en principe au gouverneur de la colonie, de prendre l'*initiative* de toutes les mesures législatives soumises au vote de l'assemblée locale. Dans les colonies où il n'existe pas de conseil représentatif, l'initiative de toutes les lois, y compris les lois fiscales, est exercée par le gouverneur seul. Dans les colonies dotées d'institutions représentatives, le principe général est qu'aucun act d'appropriation ne pourra être voté et aucun impôt établi, si ce n'est sur la proposition du

(1) V. Jenkyns, *op. cit.*, p. 95.

Chef de la colonie. Cette règle est du reste celle qui est observée, dans la pratique constitutionnelle, à l'intérieur même du Royaume-Uni ; il faut relever toutefois cette différence que, dans les colonies de la Couronne, cette initiative de toutes les mesures financières est exercée par le gouverneur agissant de sa propre autorité, au lieu de l'être, comme en Angleterre, par des ministres responsables devant l'assemblée représentative.

b) *Contrôle exercé par la Couronne sur les acts votés par les législatures coloniales.* Il a pour but d'assurer la légalité et la constitutionnalité de ces acts en empêchant les assemblées locales de méconnaître les limites de leur compétence. Il est en effet du devoir de la Couronne, en cas d'excès de pouvoir commis par l'une de ces assemblées, de refuser sa sanction ou de désavouer l'act inconstitutionnel ou illégal voté par elle. « Ne serait pas, nous dit, à ce sujet, l'auteur anglais Todd, une protection suffisante, pour le public, contre une mesure législative erronée ou illégale adoptée par une assemblée coloniale, une décision prononcée par une cour de justice déclarant cette loi *ultra vires* (1). » Il est donc indispensable que le Gouvernement Impérial soit investi d'un droit absolu de veto sur toutes les lois votées par les assemblées législatives coloniales. Le contrôle auquel celles-ci se trouvent ainsi soumises est exercé d'abord par le Chef de la colonie et ensuite par la Couronne elle-même.

1) Contrôle du *Gouverneur* sur la législature locale. Il

(1) Todd, *Parliamentary government in the british colonies*, p. 156.

se manifeste en ce sens que *toute loi* votée par le conseil législatif d'une colonie de la Couronne devra, pour devenir *exécutoire*, recevoir l'*approbation* du chef de la colonie. Tout bill ou ordonnance devra être soumis au Gouverneur en chef avant de recevoir l'assentiment du lieutenant-gouverneur ou de l'administrateur. Si le Gouverneur en chef estime indispensable de modifier le bill qui lui a été présenté, il peut : ou bien exiger que la modification soit faite avant que la loi soit mise en exécution, ou bien autoriser l'administrateur à approuver le bill sous condition expresse que la législature s'engagera à donner satisfaction à la recommandation du Gouverneur en chef par un act supplémentaire.

Il existe un certain nombre de lois particulièrement importantes (1) que le gouverneur est tenu, en vertu de ses instructions, de *réserver* pour être soumises à la déclaration du bon plaisir de Sa Majesté. Il en résulte que ces lois, à la différence de toutes les autres, ne pourront jamais être mises en application dans la colonie qu'après avoir été formellement approuvées par la Couronne. Le gouverneur est également autorisé à les revêtir de la sanction royale, mais à la condition seulement qu'elles renferment une clause en suspendant l'exécution jusqu'à ce qu'elles aient été expressément confirmées par la Couronne.

Il arrive parfois que le Secrétaire d'Etat pour les colonies fasse savoir au Gouverneur, à l'égard d'un bill

(1) Lois relatives à la monnaie, l'armée, la marine, les droits différentiels, les effets des traités étrangers, les matières affectant les intérêts métropolitains.

réservé pour la signification du bon plaisir de Sa Majesté, que ce bill ne pourra être soumis à l'assentiment de la Couronne, tant que certaines modifications n'y auront pas été apportées.

En ce qui concerne toutes les autres lois votées par la législature locale, le Gouverneur peut : ou bien refuser son approbation, ou bien exiger certaines modifications, ou bien accorder purement et simplement son approbation. Il devra bien examiner le bill qui lui aura été soumis, rechercher s'il n'excède pas la compétence de l'assemblée ou s'il n'est pas compris parmi ceux qui doivent être réservés pour le bon plaisir de Sa Majesté. A cet effet, il est d'usage, pour le gouverneur, de prendre l'avis du Chef du Service Judiciaire ou des autres magistrats de la colonie. Ceux-ci lui adressent alors un rapport dans lequel ils lui exposent les raisons pour lesquelles ils estiment qu'il y a lieu d'accorder ou de refuser l'approbation royale. Dans le cas où le Chef de la Colonie conserverait encore des doutes quant à la légalité ou à la constitutionnalité de l'act qui lui aurait été présenté, il aurait toute liberté, à la condition toutefois que cet act ne fût pas d'un intérêt purement local, pour consulter l'Avocat Général d'Angleterre (Attorney and Solicitor General of England).

Tout bill voté par la législature locale devient immédiatement applicable dans la colonie, dès qu'il a reçu l'approbation du gouverneur, à moins toutefois qu'il ne contienne une clause en suspendant l'exécution jusqu'à ce qu'il ait été expressément sanctionné par Sa Majesté.

Le bill une fois régulièrement voté et revêtu de l'approbation du Chef de la Colonie ne devient pas, pour

cela, pleinement et définitivement exécutoire. Il est en effet soumis ensuite obligatoirement au contrôle de la Couronne. A cet effet, le Gouverneur est invité à transmettre au Secrétaire d'Etat pour les colonies une *copie* de l'act législatif ratifié par lui.

2) Contrôle de la *Couronne*. Il peut s'exercer de deux façons différentes : par le désaveu d'une loi votée par la législature coloniale, approuvée par le gouverneur et ayant déjà reçu un commencement d'exécution ; — par le refus d'approbation d'une loi votée par la législature, réservée par le gouverneur pour la signification du bon plaisir de Sa Majesté et n'ayant encore fait l'objet d'aucune mesure d'exécution.

En ce qui concerne la première manifestation du droit de veto qui appartient au Gouvernement Impérial, elle doit se produire dans un délai maximum de *deux ans* à dater du jour de la réception par le Secrétaire d'Etat de la copie de l'act voté par la législature locale. Si ce délai s'est écoulé sans que le roi ait manifesté sa volonté de rejeter la loi, celle-ci se trouve, par le fait même, confirmée et devient pleinement et définitivement exécutoire dans la colonie. Dans le cas au contraire où le roi, en son Conseil, aura refusé son approbation à la loi votée par l'assemblée locale et sanctionnée par le gouverneur, celle-ci cessera aussitôt d'être applicable dans la colonie. Toutefois, il demeure bien évident que seront parfaitement valables les actes accomplis ou les contrats passés dans l'espace de temps plus ou moins long qui se sera écoulé entre le vote de la loi et son approbation par le Gouverneur et la proclamation dans la colonie du *désaveu* de la Couronne.

Dans les colonies qui possèdent des assemblées représentatives, la désapprobation royale doit être notifiée par *ordonnance en Conseil*.

Le délai de deux ans qui est accordé à la Couronne pour l'exercice de son droit de veto est, semble-t-il, un peu long. Il eût été avantageux, pour les colons, de voir réduire à une année seulement la période d'incertitude qui s'écoule entre le vote du bill par la législature locale et sa confirmation définitive, expresse ou tacite, par le Gouvernement Impérial.

La *confirmation* expresse de l'act soumis au contrôle de Sa Majesté a lieu généralement par voie de notification faite au gouverneur de la colonie, portant à sa connaissance que cet act sera « laissé en exécution » (*left in its operation*) ou que « Sa Majesté n'a pas reçu l'avis qu'il y avait lieu d'exercer son droit de désaveu (1). »

En ce qui concerne les *lois réservées* à l'assentiment du Gouvernement Impérial, lorsque l'approbation nécessaire n'aura point été donnée dans le délai de *deux ans*, la loi sera, *ipso facto*, considérée comme rejetée. Dans ce cas, à la différence du précédent, le silence de la Couronne est considéré comme équivalent à une décision de rejet.

L'approbation de la Couronne est portée, par le Gouverneur, à la connaissance du Conseil Législatif par voie de proclamation (*by proclamation*). Elle peut l'être aussi — mais le cas est beaucoup moins fréquent — par

(1) « His Majesty will not be advised to exercise his power of disallowance ».

voie de déclaration faite directement, par le chef de la colonie, en présence de la législature.

La formule généralement employée à cet effet est la suivante : « Au nom et dans l'intérêt de Sa Majesté, je donne l'approbation à ce bill (1). »

Les lois votées par les assemblées locales et soumises au contrôle du Gouvernement Impérial sont généralement présentées par le Secrétaire d'Etat aux *Law Officers* de la Couronne qui sont chargés d'en vérifier la légalité et de faire connaître leur avis. Si ces lois se rapportent à des matières d'un autre département public, elles sont adressées à ce département. Les lois relatives à des questions commerciales sont transmises à l'Office du Commerce.

En résumé le frein qui est apporté à la législation coloniale par le droit de veto qui appartient à la Couronne peut s'exercer sous quatre formes différentes :

1° refus d'assentiment du gouverneur à un bill ;

2° insertion dans un bill d'une clause en retardant l'entrée en vigueur jusqu'à la signification de l'assentiment royal et l'absence de celui-ci ;

3° mise en réserve d'un bill pour l'examen de la Couronne, suivi du refus de l'assentiment royal ;

4° rejet par la Couronne d'une loi votée par la législature coloniale et sanctionnée par le gouverneur.

Il en résulte que la législation coloniale est sujette à un *veto réel* de la part du Gouvernement Impérial ; aucun bill que le ministère anglais penserait devoir être rejeté comme contraire aux intérêts de l'Empire ne peut

(1) « In the name and on behalf of His Majesty, I assent to this bill ».

entrer définitivement en vigueur ; le Gouvernement a en effet le droit de le rejeter ou de l'infirmier.

Le Secrétaire d'Etat pour les colonies peut enfin user des pouvoirs qui lui appartiennent en vue d'imposer l'adoption de certaines mesures législatives au conseil législatif local. Il ne saurait toutefois poursuivre une politique qui serait manifestement en opposition avec les idées et les sentiments des fonctionnaires de la colonie ou des membres élus de l'assemblée.

§ 4. — *Composition et fonctionnement des assemblées locales.*

En ce qui concerne la *composition* des conseils législatifs nommés par la Couronne, on distingue généralement les membres *officiels*, c'est-à-dire les principaux fonctionnaires de la colonie et les membres *non officiels*, c'est-à-dire des notables désignés nominativement.

Le rang et l'ordre de *préséance* de ces membres sont réglés par des instructions royales. Dans quelques cas, la préséance dépend seulement de l'ancienneté de la date de nomination ; dans d'autres cas, cette règle est modifiée par l'attribution aux membres officiels de la préséance sur les membres non officiels.

Lorsqu'une vacance se produit par suite du décès d'un membre nominativement désigné, le Gouverneur peut en général pourvoir à cette vacance jusqu'à notification du choix de Sa Majesté.

En règle générale, aucun membre du Conseil Légis-

latif ne peut, sous peine de déchéance, s'absenter pendant plus de 6 mois sans permission du Gouverneur. Celui-ci a le droit d'accorder un congé de 12 à 18 mois ; aucune permission d'absence de plus longue durée ne peut être accordée, si ce n'est par la Couronne elle-même.

Quant à la réunion des assemblées locales, on remarquera que, d'une façon générale, dans les colonies de la Couronne, elles n'ont pas de sessions régulières et ne se réunissent que sur la convocation du Gouverneur.

En pratique, dans la plupart de ces colonies, des dispositions spéciales prévoient des sessions régulières et périodiques à certaines époques de l'année.

§ 5. — *Evolution des institutions politiques des Antilles Anglaises.*

Il nous reste à examiner quelle a été l'histoire des conseils législatifs aux Antilles Anglaises et par quelles transformations successives ils sont arrivés à leur organisation actuelle. Celle-ci varie sensiblement d'une colonie à l'autre ; elle est réglementée par la constitution propre à chacune des îles des Indes Occidentales. Les constitutions qui les régissent à l'heure présente sont de date *toute récente*. Par toute une série d'acts passés par les différentes législatures locales elles-mêmes, de 1866 à 1899, ces colonies ont en effet renoncé, de leur propre mouvement, à leurs anciennes institutions représentatives, pour se placer *volontaire-*

ment sous le régime des *colonies de la Couronne* à proprement parler. Seules de toutes les Antilles Anglaises, — et nous verrons pourquoi, — la Barbade et les Îles Bahamas sont restées attachées à leurs anciennes institutions, toutes les autres ayant complètement abandonné le système électif (1), sauf pour les petits conseils de paroisse. Le Parlement impérial a sanctionné ces renonciations et la Couronne en Conseil a, en conséquence, rédigé des constitutions nouvelles rendues applicables, tant par Lettres Patentes que par des instructions adressées aux gouverneurs, tout en se réservant le droit de légiférer au besoin, dans la suite, par voie d'Ordonnances en Conseil. Les constitutions nouvelles ont toutes été rédigées ou approuvées par la Couronne en Conseil, sauf celle des Leeward Islands qui fut établie par une loi, en 1871.

L'*ancienne* forme de constitution consistait en un conseil nommé et en une assemblée élue. Elle était due à ce fait que les colons anglais qui s'établirent à l'origine dans ces colonies y apportèrent avec eux leurs privilèges et leurs libertés de citoyens anglais et organisèrent des assemblées législatives d'un type aussi voisin que possible de celui qu'ils avaient connu en Angleterre.

Le roi *Charles II* prit en considération les désirs exprimés par ces colons et résolut d'accorder aux Antilles des constitutions *modelées* sur celles de son royaume.

Un *Gouverneur* représentait le Souverain ; un *Conseil*

(1) A l'exception de la Jamaïque qui l'a conservé pour un petit nombre des membres du conseil législatif.

exécutif nommé par la Couronne, les Ministres ; un *Conseil législatif* dont les membres étaient nommés à vie figurait la Chambre des Lords et une *assemblée élue* par les habitants libres et payant un cens tenait lieu de la Chambre des Communes.

La Jamaïque fut la première des possessions antillaises à être dotée de cette forme de constitution, en 1661. De là, elle fut étendue successivement aux Leeward Islands, à la Barbade, etc.

Comme dans la Constitution anglaise, l'assemblée élue (House of Assembly), représentant la Chambre des Communes, avait le droit d'initiative en matière financière. Mais lorsque, plus tard, la Chambre des Communes elle-même, pour mettre un frein aux dépenses inutiles, décida, par un acte de 1706, que l'initiative parlementaire, sur toutes les questions intéressant les finances de l'Etat, ne pourrait s'exercer qu'avec le consentement du Gouvernement, on négligea d'introduire cette sage restriction dans les constitutions des colonies.

Tant que celles-ci furent prospères, on ne s'inquiéta pas des défauts que pouvaient présenter les institutions métropolitaines appliquées à de petits pays où la population blanche était si peu importante et où les mœurs des habitants et les conditions de l'existence étaient si profondément différentes de celles de la Métropole. Ils ne tardèrent cependant pas à apparaître quand, à la suite de l'abolition de l'esclavage, les Antilles commencèrent à sentir les premières atteintes de la crise économique qui devait peser sur elles jusque dans les premières années du xx^e siècle.

Dans un *Blue Book* publié en 1856 sur la situation des colonies anglaises, nous trouvons un intéressant tableau d'une de ces vieilles colonies des Antilles sous le régime représentatif dont les avait dotées Charles II.

Voici d'ailleurs comment s'exprime ce rapport :

« La population de Saint-Vincent est estimée à 30.128
« habitants qui sont censés devoir être représentés par
« 19 membres élus par eux, dans une assemblée ayant
« en principe la même constitution, les mêmes pouvoirs
« et privilèges que la Chambre des Communes en Angleterre.

« Par les statistiques publiées à la page 84 du rapport,
« on verra qu'aux dernières élections générales, en
« janvier 1853, il n'y avait que 293 électeurs inscrits
« pour toute la colonie, sur lesquels on n'enregistra que
« 130 votants. Il apparaît donc que, sur 30.128 habitants, 130 individus seulement participèrent à la
« constitution de l'assemblée législative de 19 membres,
« ayant des pouvoirs considérables, tant pour le bien
« que pour le mal de la colonie, l'Administration étant
« liée par les délibérations de l'assemblée, tout au moins
« en ce qui concerne les questions financières. Même
« sur ces 130 électeurs, il y en a une grande partie qui
« n'a pas voté librement ; plusieurs ont été payés par
« les candidats. En consultant les registres électoraux
« des quelques dernières années, j'ai trouvé des preuves
« encore plus frappantes de cette indifférence : j'ai constaté en effet qu'à différentes époques, quatre membres
« avaient été élus par dix électeurs, trois membres par
« cinq électeurs, deux membres par deux électeurs, un
« membre par un électeur et qu'il est même arrivé une

« fois que deux membres sur dix-neuf avaient été élus
« par un seul et même électeur. D'ailleurs, l'indifférence
« est la même du côté des éligibles et on éprouve par-
« fois des difficultés considérables à trouver un can-
« didat.

« Enfin, quand toutes ces difficultés sont franchies,
« on se trouve en présence d'obstacles encore plus in-
« surmontables pour le bon fonctionnement de la cons-
« titution : c'est l'impossibilité presque absolue de réunir
« un quorum.

« Au début, ce quorum était de onze membres ; puis,
« devant l'impossibilité de réunir un nombre si consi-
« dérable de représentants, on le réduisit à neuf et c'est
« avec le plus grand mal qu'on arrive aujourd'hui à at-
« teindre ce nombre.

« Pendant l'année 1854, l'assemblée ne siégea que
« 28 jours et, au cours du premier trimestre de cette
« année, bien que les circonstances difficiles où se trouve
« la colonie sembleraient exiger un redoublement de
« zèle de la part des représentants, l'assemblée ne s'est
« réunie que onze fois.

« La vérité est qu'à Saint-Vincent, où l'absentéisme
« domine parmi les propriétaires, il y a très peu de per-
« sonnes compétentes qui soient désireuses de se con-
« sacrer aux affaires publiques sans rémunération ; et
« cet état de choses s'aggrave chaque jour par suite de
« la décadence économique des Antilles.

« Plusieurs des membres ne viennent à l'assemblée
« que rarement et irrégulièrement. Il en résulte que les
« affaires du pays tombent entre les mains d'un petit
« nombre d'individus qui, habitant la ville ou ses en-

« virons immédiats, consentent à consacrer un peu de
« leur temps à l'assemblée.

« Tel qu'il fonctionne, il est impossible de dire que
« ce système soit représentatif. Cependant, de son côté,
« le Gouvernement est désarmé et les mesures qui, dans
« d'autres colonies possédant une constitution diffé-
« rente, seraient immédiatement appliquées par un pou-
« voir exécutif capable et fortement armé, sont impos-
« sibles ici.

« Il en résulte qu'entre le fonctionnement absolument
« insuffisant de l'assemblée et l'impossibilité pour
« l'Exécutif d'agir sans le concours de celle-ci, on ne
« fait presque rien et la colonie se trouve encore dé-
« pourvue des lois les plus essentielles et des institutions
« les plus nécessaires.

En ce moment, il n'y a pas d'hôpital public, pas
« d'orphelinat, pas de refuge pour les indigents, pas
« d'asile pour les aliénés. Aucune loi n'a été votée pour
« encourager l'enseignement, ni pour approuver les dé-
« penses publiques, ni pour assurer l'amortissement de
« la dette de la colonie, pour laquelle en ce moment
« même le paiement des intérêts est suspendu (1).

Comme on le voit par les termes de ce rapport très
instructif, l'expérience qui fut tentée par Charles II et
ses successeurs, du système représentatif, eut des ré-
sultats qui furent pour le moins *médiocres*.

La situation tout à fait déplorable de l'île de Saint-

(1) Rapport faisant ressortir la situation ancienne et présente des
possessions coloniales de Sa Majesté, transmis avec le Blue Book
pour l'année 1854 et présenté aux deux Chambres du Parlement
(1856).

Vincent, qui vient d'être ainsi dépeinte, se retrouvait en effet, dans la plupart des autres colonies anglaises des Antilles. Loin de s'améliorer, comme on pouvait encore l'espérer, elle ne cessa au contraire de s'aggraver pendant la dernière moitié du xix^e siècle. Il devint bientôt manifeste que le régime soi-disant représentatif, introduit dans ses possessions tropicales par le Gouvernement Britannique, n'était pas du tout celui qui leur convenait le mieux. Les habitants d'ailleurs, reconnaissant eux-mêmes leur manque complet d'aptitudes à se gouverner tout seuls, *pétitionnèrent* et demandèrent au Gouvernement de Sa Majesté de modifier leurs constitutions, de façon à *renforcer* le *contrôle* de la *Couronne* et les pouvoirs effectifs du Gouverneur sur la vie politique et économique de leurs îles.

D'un autre côté, l'état tout à fait alarmant des finances de ces colonies et leur *décadence* économique déterminèrent la Métropole à leur venir effectivement en aide, sous la forme d'*avances* pécuniaires assez importantes. La Couronne s'y prêta de bonne grâce mais y mit naturellement cette condition préalable qu'elle serait en droit désormais d'exercer sur la *gestion financière* des colonies ainsi subventionnées un contrôle assez étroit, dont l'exercice serait placé entre les mains du Gouverneur.

C'est pour ces diverses raisons, et, semble-t-il, surtout pour la dernière, qui fut tout au moins la raison déterminante, qu'à partir de 1865 et jusqu'au début du xx^e siècle, nous avons assisté, dans l'organisation du régime politique des Antilles Anglaises, à une évolution qui fut assez curieuse en ce sens qu'elle s'est

opérée dans une direction absolument inverse de celle dans laquelle s'effectuaient, vers la même époque, les transformations constitutionnelles du Canada et de l'Australie. Ces dernières colonies réclamaient de la Métropole de plus larges libertés pour leurs grandes communautés naissantes. Les habitants des Antilles au contraire sollicitaient une intervention plus énergique du Gouvernement Impérial dans les affaires de leurs petites sociétés en décadence.

Le Gouvernement de Sa Majesté acceptait volontiers de prendre plus effectivement en mains la direction de ces colonies, mais à condition, en augmentant ses responsabilités, d'étendre aussi son contrôle.

§ 6. — *Histoire constitutionnelle de la Jamaïque.*

Ce fut la *Jamaïque* qui donna le signal de ce mouvement régressif. Pour cette raison, nous avons pensé qu'il pouvait être particulièrement intéressant de retracer avec quelques détails l'histoire du régime politique de cette colonie aujourd'hui si pleine de promesses d'avenir et de prospérité économique. L'histoire politique de la Jamaïque constitue, en effet l'exemple le plus frappant du bouleversement survenu dans les constitutions originales des Antilles Anglaises. Nous saisissons de la sorte sur le vif, au milieu des agitations politiques incessantes et de la crise économique traversées par cette colonie, comment est apparue la nécessité absolue du renforcement des pouvoirs du Gouverneur aux

dépens des institutions représentatives qui avaient donné de si lamentables résultats (1).

L'île, prise par les Anglais en mai 1655, fut rapidement occupée et placée sous l'administration militaire jusqu'à la Restauration de 1660. En février 1661, le Gouverneur Doyley fut invité à constituer à côté de lui un Conseil de 12 membres *élus*, pour l'éclairer de ses avis et l'assister dans l'exercice de son gouvernement.

Son successeur, lord Windsor, reçut l'ordre, en 1662, de convoquer des assemblées pour la confection des lois et le vote des impôts, dans le cas d'urgente nécessité. Les lois ainsi votées resteraient en vigueur pendant deux années seulement, à moins que, dans l'intervalle, elles n'aient été approuvées par la Couronne.

Le Gouverneur suivant, Sir Thomas Modyford, fut autorisé : soit à constituer, de sa propre autorité, un Conseil privé de 12 membres, soit à maintenir le Conseil existant, quitte à en modifier la composition comme il le jugerait convenable. Il fut, dans la suite, autorisé par la majorité du Conseil, à constituer des assemblées, à les convoquer de temps à autre et à passer des lois avec leur consentement, se réservant à lui-même un droit de veto.

En 1664, une assemblée fut élue qui vota un certain nombre de lois. Celles-ci cependant ne furent point confirmées par la Couronne et auraient par suite cessé d'être appliquées au bout de deux ans si elles n'avaient pas été prorogées jusqu'à la fin de l'administration de Sir Thomas Modyford, par une ordonnance en Conseil.

(1) V. Lowell : *Gouvernement de l'Angleterre*, t. II, pp. 505-511 ; Courtney, *Working constitution of the United kingdom*, pp. 280-282.

En décembre 1674, lord Vaughan fut désigné comme gouverneur avec l'autorisation de passer des lois pour le bon gouvernement de l'île, d'accord avec le Conseil et l'Assemblée. Une assemblée qui fut alors convoquée vota un certain nombre de lois qui, à leur tour, ne reçurent aucune confirmation. Elles furent soumises à l'examen du *Comité du Commerce et des Colonies* lequel émit l'avis qu'aucune assemblée législative ne pouvait être convoquée sans des instructions spéciales du Roi. Cet avis du Comité fut suivi par le Gouvernement Impérial qui le chargea de rédiger un ensemble de lois à appliquer à la Jamaïque.

Le comte de Carlisle fut ensuite désigné comme Gouverneur de l'île, avec instructions de présenter ces lois à l'approbation de l'assemblée. On voit d'ici le *mécontentement* provoqué dans l'île par cette mesure. L'assemblée s'empressa de *rejeter* les lois qui lui étaient soumises en faisant connaître, dans une Adresse au Gouverneur, les raisons de son attitude. Il y était dit notamment, — indépendamment de l'objection tirée de ce fait que les lois proposées par le Gouvernement de Sa Majesté étaient entachées d'erreurs fondamentales, — que, par suite de la *distance* qui séparait la Jamaïque de l'Angleterre, le procédé de législation employé était absolument impropre ; que les conditions locales étant sujettes à des variations incessantes, les lois devaient y être adaptées et modifiées avec elles ; que, sinon, la population se verrait privée de la satisfaction qui, par l'intermédiaire de ses représentants, lui avait été jusqu'alors accordée d'avoir un droit de délibération dans la confection des lois ; que la nouvelle forme de gouver-

nement rendrait l'autorité du Chef de la Colonie absolue, et que, finalement, par le mode ancien de législation, la Prérogative Royale était mieux assurée.

La question fut renvoyée au *Conseil Privé d'Angleterre* qui fut d'avis que le Roi donnât au Gouverneur l'autorisation, dans le cas où l'assemblée rejetterait de nouveau les lois, de « *gouverner selon les lois de l'Angleterre.* »

Le conflit entre le conseil législatif de la Colonie et le Gouvernement de Sa Majesté devenait de plus en plus aigu.

Les lois du Comité du Commerce et des Colonies furent donc, conformément à l'avis du Conseil Privé, soumises une seconde fois à l'assemblée locale : elle furent une *seconde fois rejetées* par elle.

Les *Officiers de Justice* furent alors consultés sur le point de savoir si la Jamaïque pouvait se voir soumise aux lois anglaises ; ils décidèrent que « la Jamaïque ne « pouvait être régie par ces lois, mais uniquement par « les lois qui y seraient faites et qui seraient approuvées « par Sa Majesté ».

Le 3 novembre 1680, le comte de Carlisle reçut une nouvelle commission d'après laquelle « l'assemblée ou « la majorité de ses membres aura le pouvoir, avec « l'avis et le consentement du Gouverneur en son Conseil, de faire des lois pour la prospérité de l'île et de « ses habitants, à condition qu'elles ne soient pas en « opposition avec les lois anglaises ; ces lois devront « en outre être transmises au Roi pour être approuvées « par lui ou rejetées et cessant, dans ce dernier cas, de « recevoir application ».

Cette forme de gouvernement fut confirmée dans les

commissions des gouverneurs suivants; mais un petit nombre seulement des lois votées par l'assemblée reçurent l'approbation de la Couronne.

En 1728, l'assemblée consentit à établir au profit de la Couronne un revenu annuel définitif de £ 8.000 (200.000 frs.), sous la condition que l'ensemble des lois votées par elle recevrait l'approbation du Roi et que toutes les lois ainsi que tous les statuts d'Angleterre qui, à une époque quelconque, auraient été introduits, acceptés, mis en vigueur comme lois de la colonie, demeureraient d'une façon définitive les lois de l'île de la Jamaïque, possession de Sa Majesté.

Cet accord fut ratifié loyalement par les deux parties et aucun autre conflit politique de caractère particulièrement aigu ne s'éleva dans la suite jusqu'en 1839.

Cependant, durant tout le cours du XVIII^e siècle, nous rencontrons sous une forme atténuée, mais d'une manière à peu près incessante, des désaccords de la même espèce que dans les colonies anglaises de l'Amérique du nord entre le Gouverneur et l'Assemblée. Celle-ci refusa notamment, durant plusieurs mois, de voter les ressources permanentes et décida que les crédits votés par elle ne seraient dépensés que par des fonctionnaires qu'elle désignerait elle-même. En 1753, l'assemblée, dans une loi de finances, jugea à propos de nommer elle-même un fonctionnaire spécial qui serait chargé d'encaisser les recettes et de payer les dépenses aux lieu et place du Receveur Général de la Couronne. En fait, une série de lois locales retirèrent à peu près complètement des mains du chef de la Colonie la *perception* et la *dépense* des revenus pour les attribuer à des *commissaires* qui n'étaient

autres que des membres de l'assemblée, sous des noms différents.

Si l'île n'avait été habitée que par des européens, il est infiniment probable que ces difficultés politiques auraient abouti, comme au Canada, à l'institution d'un Ministère responsable ; mais la présence d'esclaves en nombre 10 fois supérieur à celui des blancs libres provoqua au ^{xix}^e siècle de graves soulèvements politiques et économiques.

En 1807, la prohibition de la traite eut pour conséquence de déterminer une véritable pénurie de main-d'œuvre à la Jamaïque. En 1833, malgré les vives protestations des colons et de l'assemblée, le Parlement Impérial alla encore plus loin et vota la *suppression de l'esclavage*. Cette mesure porta le coup le plus fâcheux aux industries alors si prospères de la colonie.

En 1839, le Parlement Britannique, par le *West India Prisons Act*, enleva aux autorités locales le droit de réglementer les prisons.

Cette loi provoqua dans l'île le plus sérieux mécontentement. L'assemblée, jalouse de ses prérogatives, refusa à trois reprises différentes, de s'occuper de toute question législative, à moins qu'il ne s'agît de sauvegarder l'honneur de l'île auprès du crédit public, jusqu'à ce qu'on eût rendu aux habitants de la Jamaïque « l'exercice des droits qui leur appartenaient en tant que « sujets anglais (1) ».

(1) The Jamaica Assembly « having taken into mature consideration the aggressions which the British Parliament continue to make on the rights of the people of this colony, and the confusion and mischief which must result from the present anomalous system

L'agitation alla grandissant et devint bientôt telle dans la colonie, que le Cabinet de *Lord Melbourne*, sur la proposition du Gouverneur, introduisit devant le Parlement un projet suspendant la constitution de la Jamaïque. Il est assez facile de concevoir la levée de boucliers que provoqua cette initiative du Gouvernement Britannique, survenant au milieu d'une effervescence déjà grande. L'opposition fut dirigée en Angleterre par Sir Robert Peel et le cabinet Melbourne dut se retirer, le bill proposé par lui ayant été rejeté à la seconde lecture. Cependant le nouveau Ministre, ayant été incapable de constituer un cabinet, Lord Melbourne revint au pouvoir. Le bill fut à nouveau présenté devant la Chambre des Communes qui, cette fois, le vota. La Chambre des Lords y apporta des modifications. En fin de compte la question fut résolue par le vote d'un acte en vertu duquel, deux mois après la convocation de l'assemblée locale, le Gouverneur en son Conseil aurait le pouvoir de faire revivre et de mettre en vigueur dans la colonie toutes les lois qui ne l'auraient pas déjà été d'un commun accord avec l'assemblée.

Cet Act reçut l'approbation du conseil législatif et les rapports de l'assemblée avec le Gouvernement redevinrent normaux pour le rester jusque vers 1853. A cette époque, l'assemblée, sous la pression d'une *crise économique* assez grave, vota un certain nombre de *réductions de dépenses* que le Conseil rejeta comme étant en violation de la foi publique.

of government, determined to abstain from any legislative function, except such as may be necessary to preserve inviolate the faith of the island with the public creditor ».

C'est alors que, le 20 mai 1853, pendant l'administration de Sir Charles Grey, l'assemblée vota la *résolution* suivante, à savoir que « à la suite du rejet, dans la dernière session, des bills financiers, par la seconde « Chambre de la Législature et du mépris absolu des « intérêts de la Colonie manifesté ainsi par le Conseil, « l'assemblée, ayant d'autre part échoué dans les efforts « faits par elle à l'ouverture de la présente session pour « obtenir une assurance quelconque que l'honorable « Board of Council fût disposé à faire la plus petite concession, quelque raisonnable qu'elle fût, se rendait « compte qu'il lui était impossible de continuer, en « toute confiance, l'exercice de ses pouvoirs législatifs « dans l'intérêt de ses électeurs ; par souci de sa dignité, ainsi que pour sauvegarder les droits de la population, elle *se refusait à traiter aucune question avec* « l'honorable Board of Council. »

Là-dessus, l'assemblée s'ajourna et l'on se trouva en présence d'une nouvelle impasse. Le Gouvernement Impérial approuva la politique du Gouverneur et de son Conseil, mais profita de l'expiration des fonctions de Sir Charles Grey pour lui désigner un successeur absolument étranger au nouveau conflit qui venait de s'élever entre la Couronne et les représentants de la population locale.

Sir Henry Barkly fut envoyé comme Gouverneur et convoqua la législature en octobre 1853. Il l'invita à entreprendre « telles réformes politiques que l'expérience de la Métropole avait désignées comme étant « les plus propres à l'exercice d'un gouvernement « efficace et économique et à prévenir le retour de

« conflits désastreux entre les divers pouvoirs de l'Etat ».

La conséquence de cette mesure prise par le Chef de la Colonie fut le vote d'un *Act* pour le *meilleur gouvernement* de l'île » (17 Vic., chap. 29) par lequel le Gouverneur se vit autorisé à désigner un *Comité Exécutif* de la Législature, dans le but de l'assister dans la direction des affaires générales de l'île et de servir de lien entre lui et les autres branches de la Législature. Il était en outre interdit d'effectuer aucune recette ou aucune dépense qui n'aurait pas été préalablement approuvée par le Comité.

L'ancien Conseil Législatif, qui se composait presque exclusivement de membres officiels, fut supprimé et remplacé par un *nouveau Conseil* de 17 membres, dont 5 fonctionnaires seulement. Ce nouveau Conseil Législatif était investi des mêmes pouvoirs et prérogatives que la Chambre des Lords, à savoir l'initiative de toutes les lois autres que celles relatives à l'établissement d'impôts ou à l'emploi des deniers de la colonie. Pour pouvoir y être élu, il fallait justifier de la possession d'une propriété libre, dans l'île, d'un revenu net annuel de £ 3.000, ou du paiement d'impôts directs pour une somme de £ 30, sur une propriété libre occupée dans la Colonie.

Quant à l'assemblée, elle demeurait composée de la même façon qu'auparavant, le nombre des membres élus étant de 47.

Le nouveau mécanisme ainsi organisé fonctionna pendant 5 ou 6 ans ; mais il s'en fallait que toute source de conflits politiques eût été par là même supprimée. En 1860 en effet, la lutte recommença de plus belle entre le Gouverneur et l'assemblée.

A la date des élections générales de 1863, il y eut 1.798 électeurs inscrits et 1.482 votants, sur une population de 441.264 habitants. Ces chiffres montrent qu'il y avait environ 1 électeur inscrit par 245 habitants et 1 votant sur 297 habitants.

La première occasion de la reprise des hostilités fut un débat sur la responsabilité du Comité Exécutif à propos d'un dépassement de crédit ; la discussion s'égara sur d'autres sujets et il n'y aurait pas eu de raison pour qu'elle prit fin si une *alarmante insurrection des nègres* n'avait pas éclaté à *Morant Bay*, en 1865.

Le Gouverneur *Eyre* fut accusé de cruauté dans la répression ; toujours est-il que son action vigoureuse et décisive lui gagna l'estime et l'admiration des blancs (1).

La révolte une fois apaisée, le Chef de la Colonie ne manqua pas de faire ressortir auprès de l'assemblée les défauts de la constitution qui existait alors, en présence des circonstances, et la nécessité d'y apporter de profondes modifications en vue d'établir un gouvernement fort. L'*assemblée* se rallia aux idées du Gouverneur et se montra disposée à sacrifier ses droits politiques en échange d'un renforcement du Pouvoir Exécutif.

Elle répondit au Gouverneur en lui assurant qu'il « pouvait compter sur elle pour prendre en considération toute mesure tendant à organiser un *gouvernement fort*, si nécessaire à la prospérité de la colonie. »

L'assemblée ajouta qu'elle « était convaincue que,

(1) Les principaux chefs de l'insurrection, dont un appartenant à l'assemblée législative, furent exécutés.

« seule, l'existence d'un pareil gouvernement pourrait empêcher l'île de devenir une seconde Haïti. »

Ces déclarations très significatives furent suivies d'un *Act du Parlement* (29 Vic., chap. 11), déclarant que « à partir de l'entrée en vigueur de cet Act, le *Conseil Législatif* et l'*Assemblée* existant à l'heure actuelle, « ainsi que tous les pouvoirs et privilèges de ces deux « corps, respectivement, *cesseraient d'exister* d'une « façon absolue ».

La Législature locale avait donc ainsi, de sa propre initiative, supprimé tout l'organisme représentatif existant et abandonné du même coup les droits pour la défense desquels elle avait combattu avec tant d'opiniâtreté pendant deux siècles.

Un autre Act fut passé presque en même temps, décidant qu'il « sera permis à Sa Majesté la Reine de « créer et d'organiser un gouvernement pour l'île, selon « les formes et avec les pouvoirs que Sa Majesté jugera le plus convenable, et de modifier ou de changer, « de temps à autre, ce gouvernement. »

Une suite fut donnée à ces Actes par une loi votée par le Parlement Impérial (29 Vic., chap. 12), intitulée « *An Act to make provision for the government of Jamaica.* »

D'après la nouvelle constitution, résultant d'une *ordonnance en Conseil* du 11 juin 1866, constitution qui entra en vigueur l'année suivante, une Chambre unique fut constituée sous la dénomination de « *Conseil Législatif de la Jamaïque.* » Il était composé de 6 membres fonctionnaires et de 6 membres non fonctionnaires, tous nommés par la Couronne. Le Gouverneur présidait.

Après quelques années cependant, les planteurs, revenus de leurs alarmes, désirèrent reprendre l'administration des affaires publiques. En 1876, ils adressèrent un mémoire aux Communes, demandant que les habitants soient représentés au sein du Conseil et qu'ils puissent contrôler les revenus de l'île. Refus du Secrétaire d'Etat. Renouvellement des pétitions les années suivantes.

En 1881, une *Commission* fut envoyée à la Jamaïque pour examiner la question de l'octroi d'une nouvelle constitution. Cette enquête fut suivie, en 1882, d'une *pétition de la colonie*, réclamant une constitution analogue à celle de l'Australie, le Conseil devant se composer de 22 membres dont 8 nommés et 14 élus.

Après deux années de discussions et de controverses sur la question de l'importance numérique des membres officiels et des membres non officiels, ainsi que des membres élus, discussions au cours desquelles Sir Henry [Norman, Gouverneur de la Jamaïque, protesta contre toute idée de donner la majorité des sièges aux membres élus, la nouvelle constitution de l'île fut arrêtée par une *ordonnance en Conseil* du 19 mai 1884, ordonnance qui fut modifiée en octobre 1895.

Le nouveau Conseil Législatif devait se composer : du Gouverneur-président, de 5 *membres ex-officio* (Secrétaire Colonial, Procureur Général, Directeur des Travaux Publics, [Receveur Général, l'Officier le plus ancien dans la colonie) et [de telles autres personnes, au nombre de 10 au maximum, que la Couronne pourrait nommer de temps à autre et que le Gouverneur pourrait provisoirement désigner, et de 14 *personnes élues*, à

raison de 1 par district. Les §§ 41 et 42 de l'ordonnance disposaient que « le Gouverneur présiderait et disposerait du droit d'initiative ainsi que de voix prépondérante en cas de partage. »

Un *Conseil Privé* fut également institué avec les pouvoirs et les fonctions d'un Conseil Exécutif.

L'ordonnance de 1884 posait enfin cette règle que, sur les questions de finances, le vote des 2/3 des membres élus, et, sur toute autre question, le vote unanime de ceux-ci serait décisif, à moins toutefois que le Gouverneur ne déclarât que, selon lui, il était d'une *importance capitale* pour l'*intérêt général* que la question fût résolue dans un sens opposé à celui résultant du vote des membres élus.

Dès le début du fonctionnement de la nouvelle constitution, les *membres élus* furent *en majorité* dans le Conseil, les 10 membres à nommer par la Couronne ne l'ayant pas tous été.

Toutefois, les représentants élus de la population se rendaient parfaitement compte qu'une véritable épée de Damoclès était constamment suspendue au-dessus de leurs têtes et que, d'un moment à l'autre, ils pouvaient voir s'évanouir leur majorité, lorsque le Chef de la Colonie jugerait une affaire comme étant d'une importance capitale au point de vue de l'ordre public.

En 1899, l'inévitable se produisit.

Depuis quelques années déjà, la situation des finances de la Colonie était assez embarrassée. Il y avait eu plusieurs déficits successifs. Le Gouverneur, désireux d'augmenter les revenus de l'île, en dépit de l'opposition des membres élus qui répugnaient à

accroître le poids des impôts, proposa, en 1899, de taxer les machines à écrire, les livres et revues. Les membres élus refusèrent de voter le bill. A la suite de ce *nouveau conflit*, une *Commission Royale* fut désignée pour éclaircir la situation et proposer des réformes. Le résultat de l'enquête menée par elle se traduisit en un rapport qui fut présenté au Gouvernement de Sa Majesté par Sir David Barbour (1) dans lequel il critique la gestion des finances de la Jamaïque et, en particulier, l'habitude prise de contracter des emprunts pour l'exécution de travaux publics non immédiatement productifs de revenus.

Il remarque en outre que la constitution en vigueur à la Jamaïque est entachée d'une *erreur manifeste* en ce qui concerne les rapports existant entre le Colonial Office, le Gouverneur et les membres élus, erreur qu'il considère d'ailleurs comme « inséparable de toute tentative « en vue de combiner en une sorte de compromis les « systèmes opposés du gouvernement de la Couronne « et du gouvernement représentatif ».

Il ajoute enfin que la constitution de la Jamaïque n'a eu d'autre résultat que d'aggraver encore les difficultés financières actuelles de la colonie, en provoquant d'incessantes frictions, des pertes de temps et en ne donnant aucun résultat satisfaisant.

(1) Parliament Blue Books, C. 9412, July 1899. Cette Commission était dirigée par Sir Henry Wylie Norman, ancien vice-roi des Indes et autrefois gouverneur de la Jamaïque et du Queensland, assisté d'autres personnalités en vue du monde colonial anglais, telles que Sir Edward Grey, secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères du cabinet Roseberry, Sir David Barbour et le docteur Morris, de Kew Gardens.

M. Chamberlain, Secrétaire d'Etat pour les Colonies prescrivit alors au Gouverneur de la Jamaïque, Sir Augustus Hemming, de *compléter le nombre des membres nommés* au sein du Conseil Législatif, en en désignant quatre nouveaux et de les maintenir dans leurs sièges, de façon à placer *définitivement en minorité* les membres élus.

S'adressant au Chef de la Colonie, M. Chamberlain lui disait :

« Vous êtes informé qu'il a été décidé, en ce qui concerne la question des Indes Occidentales dans son ensemble, que là où un secours financier est apporté à une colonie par le Gouvernement Impérial, celui-ci devra exercer un contrôle effectif sur les finances de la colonie. Des dispositions ont été prises par l'Acte de 1899 sur les emprunts coloniaux, grâce auxquelles le Gouvernement Impérial se trouvera en mesure de venir en aide au gouvernement de la Jamaïque en lui prêtant la somme de £ 350.000 (8.700.000 francs).

« ... Deux faits patents, en rapport avec cette affaire, s'imposent d'eux-mêmes à l'attention de quiconque étudie la question, et, à plus forte raison, de tous ceux qui sont appelés à y proposer une solution.

« Le premier, c'est que le Gouvernement Métropolitain est, en dernier ressort, responsable de la situation financière de la Jamaïque.

« Le second, c'est que, en tant qu'un « working compromise », le système actuel a échoué. C'est un compromis, mais un compromis qui n'a pas fonctionné.

« ... Il est en fait impossible au gouvernement d'un

« pays de s'exercer convenablement, alors que ceux qui
« en ont la responsabilité se trouvent en constante
« minorité au sein de la Législature, à moins qu'il
« n'existe, à un degré exceptionnel, chez les différents
« organes du gouvernement, du tact, de la bonne
« volonté et des dispositions amicales. Je me refuse à
« souffrir que le gouvernement de la Jamaïque demeure
« plus longtemps dans cette situation, non pas simple-
« ment parce que cela est « *unfair* » pour lui, mais aussi
« parce que, reconnaissant la responsabilité suprême
« du Gouvernement de Sa Majesté, pour la solvabilité
« de la colonie, je dois m'assurer que les mesures qu'il
« pourra juger nécessaire d'adopter le soient.

« Je dois vous inviter en conséquence, avant que le
« Conseil Législatif ne soit à nouveau convoqué, à
« compléter le nombre des membres nommés et à les
« maintenir, usant à votre discrétion du pouvoir qui
« vous a été donné par la constitution locale de déclai-
« rer les décisions à prendre comme étant d'une impor-
« tance capitale.

« Vous donnerez à entendre au Conseil et à la popu-
« lation de l'île que cette mesure a été prise par vous
« sur mes instructions expresses (1) ».

Cette décision du Gouvernement Impérial provoqua les plus vives protestations de la part des représentants élus qui se retirèrent du Conseil Législatif et *refusèrent*, le lendemain, de continuer à *siéger* pour le reste de la session. Ils adressèrent en outre une *pétition* à la Reine, pétition dans laquelle ils faisaient observer que « ré-

(1) Dépêche adressée par M. Chamberlain au Gouverneur de la Jamaïque, à la date du 2 août 1899.

« duire les dépenses de l'enseignement causerait le
« plus grand tort à la colonie et ne pourrait être com-
« pensé par aucun avantage d'aucune sorte ». (Parlia-
ment Blue Books 1900 ; cd. 125, p. 132 (1).

Quoiqu'il en soit, le Gouvernement Impérial ne tint aucun compte de la mauvaise humeur manifestée par l'Assemblée et persista dans sa nouvelle politique hostile aux institutions représentatives dans les colonies tropicales.

Depuis lors, les membres officiels se trouvèrent constamment en majorité dans le Conseil et les fonctions des membres élus furent ramenées à celles décrites dans la dépêche du *Duke of Buckingham* du 17 août 1868.

« Les membres élus exercent un contrôle vigilant
« sur les mesures proposées par le gouvernement, de
« peur que les intérêts des fonctionnaires locaux, qui
« sont, incontestablement, puissamment représentés
« dans la législature ne l'emportent sur les intérêts
« généraux de la colonie. Si, dans un cas de ce genre
« ou dans tout autre cas qui leur semblerait de la même
« nature, les membres élus venaient à être mis en mi-
« norité, il serait de leur devoir de rédiger une protes-
« tation établissant les raisons de leur opposition et de
« prier le Gouverneur de la faire parvenir au Secrétaire
« d'Etat pour les colonies (2) ».

(1) M. Chamberlain avait en effet conseillé au Gouverneur de réduire les dépenses relatives à l'enseignement, lesquelles, semblait-il, n'avaient pas donné jusque-là des résultats correspondant aux dépenses effectuées.

(2) V. *Annexes* (1), p. 233.

La situation de l'élément représentatif de l'assemblée vis-à-vis de l'élément officiel se trouvait ainsi complètement renversée. Ce nouveau régime politique, beaucoup plus favorable à l'autorité de la Couronne, fut imposé à la Jamaïque par *M. Chamberlain* en accomplissement, comme il le dit lui-même dans sa dépêche au Gouverneur, de la promesse qu'il avait faite à la Chambre des Communes, lorsque celle-ci fut appelée à ratifier l'avance qui fut consentie à la colonie en vertu de l'Act sur les emprunts coloniaux et qu'elle accorda une subvention impériale au nouveau Service de Navigation qui fut organisé entre la Jamaïque et Bristol. Ces différents *secours financiers* ne furent accordés par le Parlement Britannique qu'à la condition expresse que les autorités anglaises seraient mises en situation d'exercer un *contrôle effectif* sur les dépenses de l'île.

En résumé, la colonie de la Jamaïque, dès les premières années de sa conquête, jusque vers 1865, fut en possession d'un régime constitutionnel très libéral. Pendant près de deux siècles, ce régime, à peu près calqué sur les institutions mêmes de la Métropole, fonctionna tant bien que mal, avec de nombreuses frictions, durant la période de prospérité agricole de la colonie. Avec le *xix^e* siècle s'ouvrit pour la Jamaïque une ère nouvelle beaucoup moins heureuse que la précédente et marquée par des crises économiques et des embarras financiers redoutables. A la suite de la prohibition de la traite des noirs en 1807, de l'abolition de l'esclavage en 1833, de l'adoption par l'Angleterre du

régime de la liberté de plus en plus complète des échanges à partir de 1840, la colonie vit sa situation économique se modifier du tout au tout et s'aggraver davantage chaque année. La concurrence irrésistible que fit bientôt, sur presque tous les marchés européens et en particulier sur celui de Londres, le sucre de betterave au sucre de canne vint porter le coup le plus terrible à la Jamaïque, comme d'ailleurs à toutes les Antilles. Les planteurs qui avaient connu jusqu'alors, au ^{xvii}^e et au ^{xviii}^e siècles, des prix si largement rémunérateurs pour le sucre qu'ils produisaient en abondance se virent obligés, du jour au lendemain, d'abandonner la culture de la canne dans laquelle ils risquaient maintenant de s'endetter. Or cette culture constituait la principale, pour ne pas dire l'unique source de richesses de la colonie. On devine aisément avec quelle intensité sévit la crise économique que traversa dès lors la Jamaïque et qui s'étendit du reste à toutes les îles voisines qui se trouvaient dans une situation absolument identique. La détresse économique et financière provoqua naturellement des troubles politiques, des désaccords entre le représentant de la Couronne et les représentants de la population locale. Ce fut la révolte assez sérieuse, mais promptement réprimée, de 1865 qui détermina le Gouvernement de Sa Majesté à apporter de profondes modifications dans le régime politique de la colonie. Le système représentatif qui avait fonctionné jusqu'alors fut remplacé purement et simplement par celui des colonies de la Couronne proprement dites, c'est-à-dire que les membres élus de l'assemblée locale dispa-

rurent et cédèrent leur place à des membres nommés par le Gouvernement Impérial. Puis, en 1884, cédant aux réclamations des colons, la Couronne se laissa arracher de nouvelles concessions et l'élément représentatif se vit accorder la situation prépondérante qui lui avait anciennement appartenu dans le sein du conseil législatif. Cette seconde tentative n'eut pas le succès auquel on s'attendait. Les difficultés financières reparurent ainsi que les conflits entre le Gouverneur et l'assemblée, si bien que la Couronne se vit amenée à renforcer l'exercice de son autorité et de son contrôle sur l'administration et les finances de la Jamaïque.

A l'heure actuelle, le régime politique de la Jamaïque n'est autre, en fait, que celui des *colonies de la Couronne proprement dites*, les institutions représentatives s'y trouvant réduites à un rôle plutôt secondaire et n'ayant d'autre objet que de permettre au Gouverneur de savoir, sur telle ou telle question, quelle est la manière de voir des mandataires de la population.

Les changements nombreux qui furent apportés dans le régime constitutionnel de la Jamaïque, le renforcement final des pouvoirs du Chef de la colonie constituent un exemple frappant de l'impossibilité que l'on rencontre à vouloir, dans les colonies tropicales, établir des institutions vraiment démocratiques. Nous reviendrons sur ce point avec plus de détails dans notre conclusion sur le régime politique des Antilles Anglaises, envisagé dans son ensemble.

Dépendances de la Jamaïque.

A la Jamaïque se rattachent, au point de vue administratif, les *Iles Cayman*. L'assemblée législative de cette dépendance se compose des Justices de paix et des fabriciens. Les lois votées par elle doivent être soumises à l'assentiment du Gouverneur de la Jamaïque, avant de recevoir application. L'administration des îles Cayman est exercée par un Commissaire spécial (1).

§ 7. — *Transformations constitutionnelles dans les autres Antilles Anglaises.*

L'exemple de la Jamaïque fut bientôt suivi par les assemblées locales des autres colonies anglaises des Antilles, aux dates suivantes :

Montserrat	1867
Saint-Vincent.	1867
Iles Vierges	1867
Grenade.	1876
Sainte-Lucie	1876
Antigua.	1898
Dominique.	1898
Trinidad	1898

(1) Par act du 11 août 1848, les îles Turques et Caïques qui, jusqu'alors, avaient fait partie du gouvernement des Bahamas ont été annexées à celui de la Jamaïque. Elles furent alors administrées par un président et un conseil de 8 membres dont 4 nommés par

Les raisons déterminantes de ces modifications constitutionnelles furent les mêmes qu'à la Jamaïque. Les principales furent également des raisons d'ordre économique et financier.

A la suite du *rapport* de la *Commission Royale* des Antilles, nommée en 1897, le Parlement Impérial avait voté un crédit de 83.795.000 *francs* pour aider certaines de ces colonies à sortir de la crise qu'elles traversaient ; mais aussitôt, et comme conséquence de ce vote, la Couronne obtint de nouveaux changements constitutionnels qui renforcèrent, dans les législatures locales, l'autorité des membres officiels et qui leur assurèrent des garanties pour le remboursement éventuel de l'importante subvention répartie entre ces différentes colonies. On remarquera que la *Barbade* et les îles *Bahamas*, les seules des Antilles Anglaises qui demeurèrent *en dehors* de la répartition du crédit, furent aussi les *seules à conserver* leurs *assemblées représentatives* telles qu'elles avaient été organisées dès l'origine.

la Couronne et 4 élus par tous les habitants payant une contribution et sachant lire et écrire l'anglais.

L'annexion a été confirmée le 4 août 1873 par un ordre en conseil (en conformité d'un Act Impérial 36 Vict., cap. 6). Aux termes du dit Act, la colonie est administrée par un commissaire en chef assisté d'un *legislative board* composé de membres nommés par la Couronne ou par le Gouverneur de la Jamaïque. Les lois votées par le Conseil Législatif de cette dernière colonie peuvent être déclarées applicables aux îles Turques et Caïques.

La nouvelle constitution a été mise en vigueur à dater du 1^{er} janvier 1874.

Ce fut en 1868 que les principes essentiels du nouveau régime politique et du nouveau système législatif des Indes Occidentales furent définitivement tracés dans une *circulaire du Duc de Buckingham*. Nous ne pouvons mieux faire que de la reproduire à peu près intégralement, tant la nouvelle organisation y est exposée, dans ses traits généraux et ses idées directrices, avec clarté et précision. Cette circulaire peut être considérée comme la *charte des colonies de la Couronne*, à l'heure présente :

Colonial Office Circular

Downing Street — 17 August 1868

« Des questions ayant été soulevées dans quelques-unes des îles anglaises des Indes Occidentales au sujet des rapports existant entre le Gouvernement et les membres officiels, nommés ou élus, des assemblées récemment constituées, il peut être utile que j'analyse la situation du Gouvernement de Sa Majesté vis-à-vis de ces assemblées et que je vous expose l'opinion de la Couronne sur la matière.

« Il est bon que je fasse allusion tout d'abord aux circonstances que l'on peut présumer avoir déterminé les anciennes législatures à se constituer sous des formes nouvelles, de leur propre mouvement et sans aucune suggestion de la part du Gouvernement de Sa Majesté.

« Jusqu'en 1865, date à laquelle, dans l'île de la Dominique, se manifestèrent les premières tendances à

« constituer un nouveau corps législatif à la place de
« celui existant alors, le pouvoir législatif, pour cha-
« cune des colonies des Leeward Islands, était en fait
« exercé par des assemblées élues par un nombre très
« restreint de colons, et le seul contrôle sur la législa-
« tion était un contrôle négatif résultant du droit
« de veto de la Couronne ou de l'action d'un Con-
« seil législatif dont les membres étaient nommés à
vie.

« La population, dans son ensemble, composée de
« nègres sans éducation, n'avait ni ne pouvait avoir
« aucun pouvoir politique; ces nègres étaient inca-
« pables de contribuer à la formation d'une opinion
« publique éclairée; la conséquence en fut que les
« assemblées remplissaient leurs fonctions légis-
« latives sans aucune responsabilité réelle ou effec-
tive.

« La population semble s'être rendu compte qu'un
« pouvoir législatif irresponsable exercé par de petites
« assemblées locales n'était pas de l'intérêt des membres
« eux-mêmes de ces assemblées ou de la classe qu'ils
« représentaient, et encore moins de l'ensemble des
« habitants. Lorsque l'exemple de la Jamaïque en 1866
« suivit celui de la Dominique en 1865, les différentes
« législatures des Leeward Islands se reconstituèrent
« l'une après l'autre, mais non sur un même modèle
« et, dernièrement, parmi les Windward Islands, Saint-
« Vincent a pris la même initiative.

« Les nouvelles assemblées, quoique différant plus
« ou moins les unes des autres dans leur composition,
« présentent toutes un caractère commun, à savoir

« que la Couronne, en dernière analyse, peut briser
« toute résistance qui pourrait lui être opposée par la
« législature.

« Les raisons qui ont fait donner à la Couronne ce
« pouvoir suprême ont été bien comprises, aussi bien
« par le Gouvernement de Sa Majesté que par les
« assemblées.

« Si les assemblées ne désiraient pas retenir le pou-
« voir par simple amour du pouvoir, la Couronne, de
« son côté, ne désirait pas davantage assumer le pou-
« voir par amour de celui-ci.

« Le but poursuivi par tous était d'établir un système
« de gouvernement et de législation par lequel la situa-
« tion financière des colonies fût améliorée, leurs in-
« térêts agricoles et commerciaux encouragés, leur in-
« dustrie favorisée, les crimes réprimés et le bien-être
« de toutes les classes de la population mieux assuré.
« Dans cette fin, le Gouvernement de Sa Majesté a ré-
« solu d'accepter la confiance que les assemblées étaient
« désireuses de placer en lui.

« Mais le Gouvernement de Sa Majesté n'a pas en-
« tendu le faire, sans que cette marque de confiance
« ne fût accompagnée des pouvoirs et de l'autorité qui
« lui seraient nécessaires pour remplir effectivement
« les devoirs que l'on attendait de lui. Ces intentions
« du Gouvernement de Sa Majesté furent nettement dé-
« clarées. Le Gouvernement de Sa Majesté considérait
« que là où il n'existait aucune base suffisante sur la-
« quelle pût reposer un pouvoir constitutionnel et re-
« présentatif, il n'y avait d'autre alternative que de
« placer effectivement le pouvoir et la responsabilité

« entre les mains de la Couronne ; et, tandis qu'il ne
« faisait pas d'objection à une législature en partie
« nommée et en partie élue, il se déclarait incapable
« d'approuver une législature dans laquelle, quoique
« quelques membres pussent être nommés par la Cou-
« ronne, un petit nombre de membres élus dussent
« avoir la majorité des voix. Dans une assemblée ainsi
« constituée, le pouvoir législatif se trouverait être
« dans les mains d'un très petit nombre de colons res-
« ponsables.

« Dans la constitution de toutes les nouvelles législa-
« tures, quoique chacune diffère sur certains points
« particuliers des autres, les desiderata du Gouver-
« nement de Sa Majesté ont été pleinement satisfaits.

(La circulaire donne ici les détails de la composition
de chaque législature et montre comment, dans cha-
cune d'elles, la Couronne s'est réservé la prépondé-
rance).

« Telle étant la composition des différentes législa-
« tures, il doit en outre être remarqué que, dans cha-
« cune d'elles, les membres peuvent être changés selon
« le bon plaisir de la Couronne, soit par voie de mesure
« individuelle, soit par voie de dissolution.

« Il en résulte que, dans l'une ou l'autre de ces lé-
« gislatures, il y a ou il peut y avoir six sortes de
« rapports entre ses membres et la Couronne.

« Je tiens à vous exposer les idées du Gouvernement
« de Sa Majesté sur chacun de ces différents rapports :

1. « Il y a le Gouverneur ou le Lieutenant-Gouver-
« neur qui, lui-même, est évidemment tenu d'obéir
« aux ordres de la Reine qui lui sont transmis par le

« Secrétaire d'Etat, aussi bien dans ses pouvoirs légis-
« latifs que dans ses pouvoirs exécutifs, que ces ordres
« s'accordent ou non avec ses idées ou opinions per-
« sonnelles.

2. « Il y a les membres qui tiennent leur siège en
« vertu des fonctions occupées par eux sous le contrôle
« de la Couronne. On ne peut donc les destituer de
« leurs fonctions législatives qu'en leur enlevant les
« fonctions publiques qu'ils remplissent. Ces fonction-
« naires, qui font partie du Conseil exécutif, sont sou-
« mis à des obligations analogues à celles du Gouver-
« neur ou du Lieutenant-Gouverneur, comme représen-
« tants de la Couronne. Mais le Gouvernement de Sa
« Majesté n'estime pas opportun que, sans nécessité,
« on puisse exiger des fonctionnaires de la Couronne
« la même obéissance absolue dans l'exercice de leurs
« fonctions législatives que dans l'accomplissement de
« leurs fonctions exécutives. Les premières embrassent
« en effet des questions de religion ou d'autres ques-
« tions de haute portée morale, au regard desquelles
« les fonctionnaires de la Couronne peuvent éprouver
« des scrupules de conscience. Si, après avoir exposé
« leur embarras au Gouverneur, celui-ci ne parvenait
« pas à le dissiper, ces fonctionnaires pourraient rai-
« sonnablement s'attendre à être dispensés de prendre
« part à des décisions auxquelles ils verraient des
« objections sur certains points. D'un autre côté, un
« fonctionnaire dont la présence dans la législature
« est, de par la loi, inséparable de ses fonctions, ne
« peut être maintenu dans celles-ci et dans son siège
« si sa conscience ne lui permet pas d'assurer à la Cou-

« ronne tout l'appui dont celle-ci a besoin pour que le
« chef de la Colonie puisse défendre les intérêts du
« Gouvernement dans la législature, sur des principes
« conformes aux intentions dans lesquelles celle-ci fut
« instituée. Il est d'ailleurs bien rare qu'un cas sem-
« blable vienne à se présenter, si jamais il se présente.

3. Il y a les membres nommés de la Législature, qui,
« quoique ne tenant pas leur siège en vertu de leurs
« fonctions, sont cependant des fonctionnaires salariés
« de la Couronne.

« Il serait absolument inadmissible qu'un fonction-
« naire public, tenu d'agir sous les ordres du Gouver-
« neur, dans une fonction salariée, ne consente pas à
« prêter son concours général et effectif aux mesures
« introduites par le Gouverneur dans la Législature.
« S'il ne se montrait pas disposé à le faire, ou si, dans
« une circonstance quelconque où le Gouverneur aurait
« des raisons puissantes et urgentes de lui réclamer
« son concours, il venait à le refuser, il pourrait se voir
« inviter à se retirer de la Législature. Mais alors, le
« Gouverneur serait en droit de s'opposer à ce qu'il con-
« servât ses fonctions.

4. Tout autre est le cas où le membre nommé de la
« Législature ne remplit aucune fonction rétribuée de
« la Couronne. A la vérité, il comprendra bien que,
« tenant son siège de la nomination du Gouvernement,
« il y a été désigné dans la pensée et dans l'attente qu'il
« coopérerait à la politique générale de la Couronne et
« ne fera d'opposition à aucune question importante
« sans de fortes et substantielles raisons. Toutefois, de
« la valeur de celles-ci, il sera seul juge.

5. Le cas d'un membre élu occupant une fonction
« rétribuée de la Couronne diffère en degré beaucoup
« plus qu'en principe de celui d'un membre nommé oc-
« cupant une pareille fonction. Il a des devoirs envers
« ses mandants aussi bien qu'envers la Couronne et s'il
« venait à se trouver habituellement, ou souvent, ou sur
« des questions importantes, incapable de concilier ses
« différentes obligations et d'assurer au Gouverneur son
« concours dans la Législation, le Chef de la Colonie
« aurait le droit de l'inviter à résigner sa fonction ou
« son mandat. Il serait toutefois du devoir du Gouver-
« neur de prendre largement en considération toutes
« les difficultés dans lesquelles pourrait se trouver placé
« le membre élu, et de ne pas trop insister auprès de
« lui, dans les cas où cela ne serait pas nécessaire ou
« dans lesquels l'opportunité des mesures en question
« pourrait, sincèrement et raisonnablement, être mise
« en doute.

6. Le dernier cas est celui d'un membre élu qui n'oc-
« cupe pas de fonction salariée de la Couronne. Ce
« membre pourra évidemment soutenir ou combattre à
« son gré le Gouvernement, et il sera de son devoir
« d'exercer un contrôle sévère sur les mesures pro-
« posées par le Gouverneur, de peur que, dans certains
« cas, les intérêts des fonctionnaires locaux qui sont
« fortement défendus dans la Législature ne l'emportent
« sur les intérêts généraux ; et si dans un cas sem-
« blable, ou dans tout autre cas qui leur semblerait de
« même nature, les membres élus venaient à être mis
« en minorité, il serait de leur devoir de rédiger une
« protestation dans laquelle ils exposeraient les raisons

« de leur opposition et d'inviter le Gouverneur à la
« transmettre au Secrétaire d'Etat pour être examinée
« par lui.

« C'est ainsi que, dans les sociétés où, par suite de
« l'absence de collèges électoraux à la fois larges et
« éclairés, la responsabilité du Gouverneur peut encore
« être rendue effective, car le Secrétaire d'Etat est res-
« ponsable devant le Parlement et celui-ci ne se montre
« indifférent à aucune plainte dirigée contre une mau-
« vaise administration par les colonies.

« Non seulement dans le cas d'une protestation des
« membres électifs ou d'une majorité d'entre eux, mais
« aussi dans les autres circonstances où de sérieuses di-
« vergences d'opinions ont pu se manifester entre les
« membres de l'assemblée, la meilleure chose à faire
« sera de soumettre la question au Secrétaire d'Etat, à
« moins que l'intérêt public n'ait réellement à souffrir
« de ce retard. De même, dans toutes les questions im-
« portantes où les fonctionnaires au service de la Cou-
« ronne, élus ou nommés à la Législature, désireront
« refuser leur concours au Gouvernement et que le
« chef de la Colonie ne jugera pas devoir l'autoriser, il
« sera désirable, sauf dans le cas où le temps aura une
« importance capitale, que le Gouverneur n'invite pas
« immédiatement ces fonctionnaires à abandonner leurs
« fonctions ou leur siège, mais qu'il soumette l'affaire
« au Gouvernement de Sa Majesté.

« Il me reste donc seulement à observer que si les
« explications que j'ai données des devoirs et des obli-
« gations des différents membres des nouvelles légis-
« latures sont franchement et cordialement acceptées

« (ce dont il me semble n'y avoir aucune raison de
« douter), on peut s'attendre à ce que les assemblées,
« telles qu'elles sont actuellement constituées, fassent
« beaucoup pour le bien-être, la prospérité et surtout
« pour la bonne gestion des finances des colonies dans
« lesquelles elles ont été établies.

« Dans les explications que j'ai données de ces de-
« voirs et de ces obligations, je n'ai pas cherché à les
« définir avec précision. Ils ne sont point, pour la plu-
« part, de nature à admettre une définition précise et,
« dans ces assemblées, comme dans tous les autres
« corps politiques de composition variée, le succès
« dans la collaboration doit être obtenu, non pas en
« cherchant à définir ce qui, par sa nature, est im-
« précis, mais par le désir commun de ne pas pousser
« les autorités en présence jusqu'à leurs derniers re-
« tranchements et de donner plus de libertés ou de
« faire plus de concessions, en pratique, à ceux des élé-
« ments de la Législature qui n'ont pas la prépondé-
« rance légale (1).

J'ai, etc....

Signé : Buckingham et Chandos.

Ces déclarations sont bien suffisamment claires et détaillées par elles-mêmes pour se passer d'explications complémentaires. Le Secrétaire d'Etat pour les Colonies nous y montre l'intention formelle du Gouvernement de Sa Majesté de faire prévaloir, quand il le voudra, son opinion, au sein des législatures locales. Et dans ce

(1) Voir *Annexes*, p. 203.

but il entend pouvoir compter d'une manière presque absolue sur le concours effectif et sur les voix de tous les membres qui, dans ces assemblées, relèvent d'une façon ou d'une autre de la Couronne.

Or, comme nous le tarderons pas à le voir, le Gouvernement Impérial a eu soin de leur donner la majorité sur les membres élus, naturellement plus indépendants.

Examinons maintenant, pour en finir avec l'exercice du pouvoir législatif dans les Antilles Anglaises, quelle est, en vertu de la circulaire du Duc de Buckingham et des modifications qui y ont été ultérieurement apportées, la composition des assemblées législatives de ces différentes colonies.

Nous avons déjà étudiée en détail l'histoire politique et la constitution actuelle de la Jamaïque et de ses dépendances, les Cayman Islands (1). Il nous reste donc à déterminer les traits essentiels du régime politique des Leeward Islands, des Windward Islands, des îles Bahamas, de la Barbade et de la colonie de Trinidad et Tobago.

Leeward Islands.

A. *Leeward Islands*. — La constitution actuelle de cette colonie résulte d'un *Acte du 21 août 1871* qui constitue la *Loi Organique des Îles sous le vent*. Cette constitution établit un *Conseil Législatif Fédéral* composé de huit membres officiels et de huit membres élus. A la différence de ce qui se passe à la Jamaïque, ceux-ci

(1) Ainsi que les îles Turques et Caïques.

sont désignés, non pas directement par la population, mais par les membres des conseils législatifs des différentes présidences de la colonie fédérale, à raison de : trois pour Antigua, deux pour la Dominique et trois pour Saint-Kitts-Nevis. Les membres officiels sont : le Gouverneur, le Secrétaire Colonial, l'Avocat Général, l'Auditeur Général, les Administrateurs de Saint-Kitts-Nevis et de la Dominique, les commissaires de Montserrat et des Iles Vierges.

Le Conseil Fédéral exerce les fonctions législatives, concurremment avec les différentes assemblées locales, sur certaines matières telles que les questions relatives à la propriété, aux lois commerciales et criminelles, au maintien d'une force générale de police, à la quarantaine, aux Postes et Télégraphes, à la monnaie, à la vérification des comptes, aux poids et mesures, à l'éducation, aux asiles d'aliénés, à l'immigration, aux brevets d'invention, à sa propre constitution et à sa procédure.

La législature de chacune des îles est en outre compétente pour faire entrer d'autres matières dans les attributions de la Législature Générale.

Toute disposition votée par une assemblée locale, qui serait en opposition avec une loi de la Législature Générale sera considérée comme nulle ; elle pourra, à toute époque, être modifiée ou supprimée par le Conseil Fédéral.

Celui-ci se réunit au moins *une fois par an* en un lieu déterminé par le Gouverneur. Sa durée est de *trois ans*. La session annuelle dure environ une semaine.

Les *dépenses* des Services et des Etablissements communs à toutes les îles de la Fédération sont fixées par le conseil et réparties entre les cinq Présidences de la Colonie.

Le Conseil a le pouvoir de modifier sa constitution par une loi ordinaire qui doit être soumise à l'approbation de Sa Majesté.

Le Roi a le pouvoir, à toute époque, par une ordonnance en conseil, de faire entrer dans la Fédération toute autre île des Indes Occidentales, sur la demande qui lui en sera faite par le Corps Législatif et le Conseil Exécutif de cette île.

Chacune des cinq Présidences a son conseil législatif particulier, dont la composition varie de l'une à l'autre :

Antigua.

1) *Antigua*. — Dès 1666, elle paraît avoir joui du *gouvernement représentatif*. En 1672, elle fut réunie à Saint-Christophe, Névis et Montserrat, pour former un gouvernement général sous le nom de *Gouvernement des Iles Caraïbes sous le vent*. A la tête de ce Gouvernement était placé un Gouverneur ayant le titre de Capitaine Général des Iles Caraïbes sous le vent et résidant à Antigua. En l'absence du Gouverneur, chaque île était administrée par un lieutenant-gouverneur ou par un président du conseil.

Le Gouvernement Général comprenait, outre le Gouverneur Général, un conseil général et une assemblée générale qui passaient des lois d'intérêt commun à toutes les îles du groupe ; mais chaque île avait

en outre son conseil séparé et son assemblée législative ou chambre des représentants. Cette organisation est encore la base du système constitutionnel qui régit la colonie fédérale et que nous venons d'étudier.

Le gouvernement local d'Antigua se compose aujourd'hui du *Gouverneur général* de la Colonie des Leeward Islands, d'un *conseil exécutif* et d'un *conseil législatif*.

Le 22 mars 1898, ce dernier qui était alors composé de membres nommés par le Gouverneur et de membres élus vota une loi proclamant sa propre suppression et l'adoption du régime des Colonies de la Couronne. Le nouveau conseil se compose aujourd'hui de seize membres : huit officiels et huit non officiels, tous nommés par le Gouverneur en vertu de Lettres Patentes du Roi. Le chef de la Colonie est président.

En vertu d'une ordonnance n° 7 de 1910, la durée du conseil est limitée à trois ans.

Saint-Christophe et Névis.

2) *Saint-Christophe et Névis*. — Le *Conseil Législatif* se compose de 12 membres : 6 officiels et 6 non officiels, nommés tous par le Gouverneur. Des 6 membres non officiels, il y en aura 5 au maximum qui seront choisis dans la population de Saint-Kitts et d'Anguilla et un au moins dans la population de Névis. L'*administrateur*, président du conseil, dispose du droit d'initiative et a voix prépondérante en cas de partage.

Le Conseil se réunit dans la ville de Basse-Terre (Saint-Kitts).

Dominique.

3) *Dominique.* — Il est difficile de préciser la date à laquelle remonte l'établissement du gouvernement *représentatif*. On en trouve la trace dès 1689 ; par une commission (Guillaume et Mary) en date du 26 octobre 1689, la Couronne autorisa le Gouverneur, le Conseil et l'Assemblée des Iles Caraïbes sous le Vent à édicter, dans certaines conditions, des lois, statuts et ordonnances pour la bonne administration et la prospérité des dites îles, dont la Dominique faisait partie.

En 1771, on créa pour cette île un gouvernement distinct et séparé. Toutefois, la constitution représentative ne fut pas modifiée.

A partir de 1832, la Dominique a été gouvernée par un *lieutenant-gouverneur* agissant sous les ordres du Gouverneur général du groupe des Leeward Islands auquel cette colonie appartenait. Il y avait un *Conseil Exécutif* et une assemblée représentative composée de 19 membres. En 1865, la législature locale a rendu un acte aux termes duquel le nombre des membres de l'*assemblée législative* était réduit à 14, dont 7 nommés et 7 élus.

A l'heure actuelle, le gouvernement local est dirigé par un *administrateur* assisté d'un Conseil Exécutif de 6 membres. En juillet 1898, l'assemblée législative, qui était en partie élue et en partie nommée, vota la substitution, à l'organisation existante, du régime des *Colonies de la Couronne*.

Le nouveau conseil se compose donc de 12 membres — 6 officiels et 6 non officiels — tous nommés par le Gouverneur.

Montserrat.

4) *Montserrat.* — Dès 1668, cette île possédait une assemblée représentative et un conseil législatif.

Le 24 décembre 1866, l'assemblée existante décida, par un acte confirmé par un *Ordre en Conseil* du 24 février 1867, qu'elle serait remplacée par un conseil législatif ayant tous les pouvoirs, droits, attributions dont elle avait elle-même joui jusqu'alors. Sa Majesté aurait le droit, par une commission sous son propre seing, ou par instructions émanant d'un de ses principaux Secrétaires d'Etat, de désigner tels fonctionnaires ou de nommer telles personnes, sans excéder six en tout, qu'elle jugerait convenable pour remplir les fonctions des membres officiels ou de droit et de membres non officiels du dit conseil ; chaque conseiller se trouvait ainsi tenir sa charge de la volonté de la Reine qui fixait la durée de ses fonctions.

En vertu d'une loi n° 2 de 1902, qui abrogea les lois précédentes, Sa Majesté peut, de temps à autre, désigner certaines personnes, au nombre de quatre au maximum, comme elle le juge à propos, chaque conseiller restant en fonctions pendant le temps qu'il plaît à Sa Majesté.

Iles Vierges.

5) *Iles Vierges.* — La première assemblée locale se réunit le 1^{er} février 1774 pour voter les impôts. A partir

de cette époque, la constitution des îles Vierges a été analogue à celle des autres colonies du groupe des Leeward Islands auquel elles appartenaient et elle a subi les mêmes vicissitudes.

A partir de 1832, le gouvernement des îles Vierges a été administré par un lieutenant-gouverneur placé sous l'autorité du Gouverneur en chef des îles sous le Vent. Il était assisté d'un conseil exécutif de 7 membres nommés par Sa Majesté, lesquels composaient aussi le conseil législatif; il y avait en outre une assemblée législative de 9 membres élus.

En avril 1867, fut passée une ordonnance qui modifia la constitution de ces îles. Il fut décidé qu'un *conseil législatif* serait constitué, se composant du Secrétaire Colonial, du Trésorier Colonial et de trois membres non officiels, au maximum, nommés par l'Administrateur.

Windward Islands.

B. — *Windward Islands*. — Le régime politique de ces îles diffère sur plusieurs points de celui des Leeward Islands.

Chacune des îles du groupe des « îles du Vent » conserve en effet ses *propres institutions*; elle est administrée par un *Gouverneur* et, en l'absence de celui-ci, par un administrateur qui est en même temps Secrétaire Colonial.

Il n'y a : ni conseil législatif fédéral, ni lois communes, ni ressources ou tarifs communs. Tout ce que ces îles ont en effet de commun, c'est une *Cour d'Appel*

constituée en 1859 et composée des premiers Présidents des îles du groupe et de la Barbade.

Les Windwards Islands se sont encore unies pour divers autres objets, tels que l'établissement d'un asile d'aliénés commun et d'une Cour des Comptes commune constituée en 1859.

Depuis l'année 1764, nous trouvons un Gouverneur pour les *Iles Caraïbes du Sud* qui comprenaient alors : Grenada, Dominica, Saint-Vincent et Tobago.

En 1833, Saint-Vincent fut réunie à la Barbade, à Grenade et à Tobago, pour former un gouvernement général sous l'autorité d'un Gouverneur en Chef résidant à la Barbade. En 1838, on y fit entrer l'île de Sainte-Lucie.

Le 17 mars 1885, des *Lettres Patentes* reconstituèrent le *Gouvernement des Windward Islands* ; la Barbade en fut écartée ; un peu plus tard également, en 1889, la petite île de Tobago en fut détachée pour être réunie à la Trinidad.

Le 1^{er} juin 1885, Grenade devint le lieu de résidence du *Gouverneur en chef*.

Grenade.

1) *Grenade*. — En reprenant possession de cette île, le Gouvernement Anglais lui accorda, en 1765, une constitution, par lettres patentes royales adressées au Gouverneur Général Melville.

Aux termes de cette constitution, le gouvernement comprenait un Gouverneur, un *Conseil Législatif* et une *Chambre* composée de 21 membres élus.

En 1833, la colonie ayant été réunie au groupe des Windward Islands ne fut plus administrée que par un lieutenant-gouverneur placé sous l'autorité du Gouverneur de la Barbade ; mais la constitution ne fut pas changée.

En 1854, un acte intervint pour régler le mode d'élection des membres de l'assemblée représentative. Leur nombre devait être de 26 et l'assemblée était élue pour 7 ans.

Cette constitution fut modifiée, le 14 octobre 1856, par un acte en vertu duquel la durée du mandat législatif fut réduit à 3 ans.

Un *conseil exécutif* fut formé et composé de membres choisis par la Couronne parmi les membres du conseil législatif et de l'assemblée représentative.

La constitution de Grenade fut à nouveau modifiée en 1875. Une seule assemblée législative fut établie à la place du conseil et de l'assemblée existants. La dite assemblée unique devait se composer de 17 membres, dont 8 élus par les habitants et 9 nommés par la Couronne. Le même acte du 7 octobre 1875 créait aussi un comité exécutif de 6 membres, dont 3 nommés par la Couronne et 3 élus parmi les membres de l'assemblée.

Cette nouvelle assemblée, dès sa première session, le 9 février 1876, vota une adresse à la Reine, informant Sa Majesté qu'elle avait passé une loi statuant sur sa propre abrogation et « abandonnant entièrement à la sagesse et à la *discretion de Sa Majesté* le soin de constituer telle forme de gouvernement qu'elle jugerait le plus conforme au bien-être de la colonie. »

Un *Act Impérial* (39-40 Vic., c. 47) permit à Sa Majesté de donner satisfaction au vœu de l'assemblée et un *conseil législatif* fut établi en décembre 1877, qui se compose actuellement : du Gouverneur, de 6 membres officiels et de 7 membres non officiels, nommés par la Couronne. Ces derniers sont désignés pour une durée de 6 ans.

Sainte-Lucie.

2) *Sainte-Lucie*. — Jusqu'à la période de la Révolution française et même encore après 1800, elle a été gouvernée conformément aux lois et ordonnances de la Monarchie française.

Aujourd'hui, le gouvernement de cette colonie est dirigé par un *Administrateur* placé sous l'autorité du Gouverneur en Chef des Iles du Vent. Il est assisté d'un *conseil exécutif* de 4 membres.

Le *conseil législatif* se compose de l'Administrateur, de 6 membres officiels et, depuis 1909, d'un seul membre non officiel nommé par la Couronne (1). A cette date en effet, tous les membres non officiels du Conseil se retirèrent en même temps à la suite d'un désaccord avec le Gouverneur au sujet d'une ordonnance relative à l'établissement d'une taxe sur la propriété.

Quand il préside le Conseil législatif, l'Administrateur siège comme Secrétaire Colonial, à l'exclusion du membre officiel qui, en temps ordinaire, remplit ces fonctions dans le Conseil.

(1) Avant 1909, le nombre des membres non officiels était égal à six.

Saint-Vincent.

3) *Saint-Vincent*. — La Constitution comprenait à l'origine : un Gouverneur, un Conseil et une Assemblée. Le *Conseil* se composait de 12 membres dont 6 étaient désignés dans la Commission du Gouverneur et dont l'autre moitié était nommée sur sa recommandation. Il agissait en la double qualité de « Conseil Privé » et de « Conseil Législatif ». Le Gouverneur présidait dans le premier cas et, dans le second cas, c'était le plus ancien membre qui avait le titre de Président. L'*Assemblée* se composait de 18 membres élus, dont 2 pour les Grenadines. En 1843, le nombre des membres fut porté à 25, mais il fut réduit de nouveau à 19 par un Act de 1850.

En 1856, on créa un *Conseil Exécutif* composé de 10 membres, dont 5 pris dans le Conseil Législatif et 5 dans l'Assemblée. En 1859, ce Conseil fut modifié par l'addition d'un comité administratif choisi par le Gouverneur et composé de 3 membres pris l'un dans le Conseil Législatif, les deux autres dans l'Assemblée.

En 1867, le Conseil Législatif ainsi que l'Assemblée se supprimèrent eux-mêmes et *une seule assemblée législative* fut organisée, se composant de 12 membres : 3 membres officiels, 3 membres nommés par la Couronne et 6 membres élus par la population. La franchise électorale fut réglée par un Act passé et publié en même temps que l'Act constitutionnel. Les conditions nécessaires pour être électeur étaient d'avoir une

propriété foncière d'un revenu annuel de 20 £ (500 fr.) comme locataire, ou de jouir d'un revenu de 50 £ par an (1.250 francs).

Le nombre des électeurs enregistrés sous le régime de cette loi, pour l'année 1874, ne fut que de 388.

Cette dernière Constitution de 1867 fut elle-même abrogée par une loi de l'assemblée locale, confirmée par un *Act Imperial* (39-40 Vic., c. 47) en vertu duquel la constitution nouvelle serait établie par le Gouvernement de Sa Majesté, comme celui-ci le jugerait à propos. Par *ordre en conseil* du 7 février 1877, Sa Majesté a déclaré que la Législature se composerait du Gouverneur en fonctions et de telles autres personnes (trois au moins) qu'elle pourrait désigner par des instructions ou par commission. Jusqu'à présent, les membres nommés par la Couronne sont le Secrétaire Colonial, le Procureur Général et le Trésorier.

Trinidad et Tobago.

C. — *Trinidad et Tobago.* 1) *Trinidad.* — A la date de sa cession, en 1797, c'était une dépendance de la *Capitania General de Caracas*; elle était administrée par un *Gouverneur* assisté d'une assemblée (*Cabildo*) qui était investie de très larges pouvoirs. Elle se composait du Gouverneur qui était président et de 12 membres élus; elle levait les impôts et avait un pouvoir général de juridiction sur toute la Colonie.

Le colonel Thomas Picton, le premier Gouverneur

anglais, agissant conformément aux ordres de Sir R. Abercomby, maintint le Cabildo mais y adjoignit un *Council of Advice* choisi parmi les habitants les plus importants de la Colonie, dont 1 français, 1 espagnol et 3 écossais. C'est de ce Conseil que sortit graduellement le Conseil Législatif.

Le Cabildo disparut en 1840. La Trinidad devint alors une *Colonie de la Couronne pure et simple*, et, en dépit de nombreuses tentatives qui furent renouvelées jusqu'en 1853 pour obtenir un gouvernement représentatif, elle est encore entièrement sous le contrôle de Downing Street. Depuis sa prise de possession par les Anglais, elle n'a donc cessé d'être Colonie de la Couronne.

Le *Conseil Législatif*, qui fut reconstitué en 1898 se compose actuellement du Gouverneur, du Secrétaire Colonial, du Procureur Général, de l'Avocat Général de l'Auditeur Général, de l'Inspecteur Général de la Police, du Directeur des Travaux Publics, du Médecin en Chef, du Protecteur des Immigrants, du Receveur Général, du Percepteur des Douanes, et d'autres membres non officiels que le Gouverneur pourra désigner. Ces derniers, qui sont nommés pour 5 ans, sont actuellement au nombre de 11.

2) *Tobago*. — Cette petite île qui fut rattachée à la Trinidad en 1888 faisait autrefois partie des Windward Islands et était administrée par un Administrateur Résident, sous les ordres du Gouverneur en chef des Iles du Vent.

La première constitution donnée à cette colonie date de 1769. Elle instituait un *Gouverneur* et deux Chambres Législatives : un *conseil législatif* et une *assemblée législative*. Le conseil était composé de sept membres nommés par la Couronne et l'Assemblée de seize membres nommés par les électeurs inscrits des sept paroisses de l'île. Les membres du Conseil Législatif étaient en même temps membres du *Conseil Exécutif* chargé d'assister le Gouverneur.

La constitution fut remaniée en 1855 par un act local intitulé : « Act ayant pour objet d'améliorer le gouvernement de cette île ». En exécution de cet act, on ajouta, au Conseil et à l'Assemblée, un *conseil privé* et un *comité exécutif*.

Une nouvelle modification fut introduite dans la constitution par un *Act de 1874* qui supprima les deux chambres législatives et les remplaça par une *assemblée unique* composée de six membres nommés par le Gouvernement et de huit membres élus.

L'assemblée ainsi créée s'est, depuis, abrogée elle-même par un act local et elle a confié à Sa Majesté le soin de créer une Législature pour la Colonie. Ledit act a été ratifié par un act impérial (34 et 40 Victoria, cap. 48) et, en exécution d'un *ordre en conseil* du 7 février 1877, il a été institué un *Conseil Législatif* composé de trois membres au moins nommés par Sa Majesté.

Dix ans plus tard, l'île de Tobago se voyait enlever sa personnalité par une *ordonnance en conseil* du 17 novembre 1888, délivrée en vertu de l'Act 50-51 Vict., cap. 44, qui décida son *annexion à la Trinidad*. Elle se-

rait administrée par un *Commissaire* désigné par le Gouverneur de la Trinidad et qui ferait partie, ex officio, du conseil législatif ; ce conseil comprenait également un autre personnage officiel de l'île de Tobago. Le Commissaire était assisté d'un *Conseil de Finances* composés de cinq membres, dont deux nommés par le Gouverneur et trois élus. Les ressources, les dépenses et la dette de chacune des deux îles demeuraient distinctes ; mais les lois en vigueur à la Trinidad devaient l'être aussi, sauf une ou deux exceptions, à Tobago.

Bientôt après, le 20 octobre 1898, une nouvelle *ordonnance en conseil* revint presque entièrement sur les dispositions de la précédente. Il fut décidé que l'île de Tobago deviendrait une *dépendance* de l'île de la Trinidad ; que les ressources, les dépenses, la dette de Tobago seraient confondues avec celles de la nouvelle colonie de Trinidad et Tobago ; que la dette de Tobago vis-à-vis de la Trinidad serait annulée ; que, sauf quelques exceptions déterminées, les lois de la Trinidad seraient applicables à l'île de Tobago et que celles jusqu'alors en vigueur dans cette dernière possession cesseraient de l'être dans le cas où elles se trouveraient en contradiction avec celles de la Trinidad ; que tous les actes futurs passés par la Législature de la Colonie seraient étendus à l'île de Tobago, pourvu que la Législature eût le pouvoir de voter des ordonnances et des règlements spéciaux applicables à Tobago, en tant que possession distincte du reste de la Colonie.

Cette ordonnance en conseil entra en vigueur le 1^{er} janvier 1899 à la suite de la publication qui en fut faite par le Gouverneur, le 8 décembre 1898. Le poste

de Commissaire fut supprimé pour être remplacé par celui de « *Warden and Magistrate.* »

Barbade.

D. — *Barbade.* — Le gouvernement représentatif paraît avoir été établi dans cette colonie dès son origine. On y trouve les traces d'actes passés par des assemblées électives en 1625.

Sauf quelques modifications, le régime constitutionnel de la Barbade resta le même jusqu'en 1833, époque à laquelle les Iles Caraïbes du Vent furent réunies en un seul Gouvernement dont le chef était le Gouverneur de la Barbade. Le gouvernement de l'île fut alors composé du *Gouverneur en Chef des Iles du Vent*, assisté d'un *conseil exécutif* de huit membres nommés par la Couronne, d'un *conseil législatif* composé des mêmes membres que le conseil exécutif et d'une *assemblée représentative* de vingt-quatre membres élus chaque année par tous les habitants franc-tenanciers, sans distinction de croyance ou de couleur.

Ce n'est qu'en 1885 que la Barbade fut, comme nous le savons, séparée des îles de Sainte-Lucie, Saint-Vincent, Grenade et Tobago pour être constituée en colonie distincte. Les *institutions représentatives* y ont été *maintenues*, mais toujours sans gouvernement responsable.

Les habitants de l'île sont fiers, à juste titre, de ce fait que leur *House of Assembly* est la plus ancienne assemblée représentative de tout l'Empire Britannique, à l'exception toutefois de la Chambre des Communes elle-

même, ainsi que de l'assemblée des îles Bermudes. C'est en vertu d'une Charte Royale en date de 1627, délivrée par Charles I^{er}, et d'une seconde Charte de 1652, que la Barbade fut, semble-t-il, régulièrement dotée d'une constitution représentative et la population de l'île ne verrait pas avec indifférence y apporter des modifications profondes. On a pu s'en rendre compte déjà en 1876 lorsqu'une tentative fut faite, au cours de l'administration de M. Rope Henessy, gouverneur de l'île, dans le but de constituer une Fédération des Windward Islands analogue à celle organisée, en 1871, pour les Îles sous le Vent.

Le gouvernement local de la Barbade comprend à l'heure actuelle : le *Gouverneur* ; le *Conseil Exécutif* composé du Chef de la colonie, du Major Général Commandant les troupes, du Secrétaire Colonial, du Procureur Général ; le *Conseil Législatif* composé de membres officiels et non officiels, au nombre de neuf, tous nommés par la Couronne ; l'*Assemblée Législative* (House of Assembly) composée de vingt-quatre membres (1) élus chaque année par un collège électoral restreint.

Les conditions d'*électorat* et d'*éligibilité* furent déterminées par un *acte de franchise*, à la date de 1840. Les dispositions en furent modifiées ultérieurement par un Franchise Act qui devint loi en avril 1884 et qui abrogea toutes les dispositions antérieures relatives au droit électoral de la colonie. Par cette loi, une extension libérale du droit de vote fut accordée aux habitants.

(1) Deux membres pour Bridgetown, la capitale de la colonie, et deux membres pour chacune des onze paroisses de l'île.

Environ 2.208 *électeurs* furent inscrits en vertu des nouvelles dispositions, au lieu des 1.644 qui l'étaient en 1876. Cette loi de 1884 et d'autres postérieures relatives à la franchise électorale furent consolidées par le « *Representation of the people Act* » de 1891 qui devint la loi du 1^{er} janvier 1892 et fut modifié par l'*Acte du 14 juillet 1898*. Le seul changement important qui ait été apporté consiste dans l'extension du droit de vote à tous ceux qui justifient d'un revenu annuel d'au moins £ 50 (1.250 francs.). Le nombre des électeurs inscrits en 1909 était de 2.018.

Iles Bahamas.

E. *Bahamas*. — Le gouvernement *représentatif* y existe depuis un siècle et demi environ. Le régime constitutionnel de cette colonie a subi peu de changements.

Aujourd'hui, le gouvernement est dirigé par le *Gouverneur* assisté d'un *conseil exécutif* de huit membres. L'autorité législative réside dans le Chef de la Colonie, le *conseil législatif* de neuf membres nommés par la Couronne et l'*assemblée représentative* de vingt-neuf membres élus par les quinze districts de la colonie.

Le conseil exécutif est composé en partie de membres officiels et en partie de membres non officiels. Les membres de ce conseil ont habituellement un siège dans l'une ou l'autre des deux chambres législatives.

Le *droit électoral* s'étend à toute personne possédant une propriété foncière d'une valeur de £ 5 (125 francs) ou occupant des maisons d'un revenu annuel de 2 £ 8 sh.

(60 fr. 40) dans la Nouvelle-Providence, ou de 1 £ 4 sh. (30 fr. 20) dans les autres îles. Il faut en outre être majeur et avoir une résidence de 12 mois au moins dans la Nouvelle-Providence, ou de 6 mois dans les autres îles.

Pour être éligible, il faut avoir la propriété, réelle ou personnelle, d'un bien-fonds d'une valeur de £ 200 (5.000 francs).

Les habitants des îles Bahamas ne semblent pas apprécier leurs institutions représentatives au même point que leurs voisins de la Barbade. La preuve en a été fournie tout récemment, dans le courant de l'année 1911 ou 1912, par une résolution votée à l'unanimité des membres de l'assemblée, résolution demandant qu'il soit fait une *enquête* par le Gouverneur, relativement aux conditions dans lesquelles le Canada accepterait le *rattachement* des îles Bahamas à la Confédération. Or il est bien évident que l'abrogation de la constitution actuelle de ces îles serait la condition préalable de cette concession ; cela ne semble cependant pas avoir causé un grand émoi parmi les habitants des îles Bahamas, tandis que toute proposition d'annexion des autres colonies des Indes Occidentales au Canada soulèverait dans ces îles les plus vives protestations.

Par un Acte du 11 août 1848, les îles Turques et Caïques qui jusqu'alors avaient fait partie du Gouvernement des îles Bahamas ont été annexées à celui de la Jamaïque (1).

Telles sont donc les grandes lignes et les traits essen-

(1) V. *suprà*, pp. 125-126 note.

tiels des différentes institutions politiques des Antilles Anglaises. Il semble bien ressortir de cette étude un peu rapide que l'uniformité ne soit pas précisément la caractéristique des diverses constitutions que nous avons examinées. D'une colonie à l'autre en effet, l'organisation du pouvoir législatif, quant au nombre des assemblées qui sont appelées à l'exercer et quant à la composition elle-même de ces assemblées, varie beaucoup. Il n'en n'est cependant pas moins évident que ces colonies rentrent toutes dans le groupe des colonies *de la Couronne* ; elles sont toutes effectivement placées sous le contrôle étroit du Gouvernement de Sa Majesté. Même dans les colonies de la Barbade ou des Iles Bahamas, où nous trouvons une assemblée entièrement élue, la Couronne exerce un contrôle efficace sur les principaux fonctionnaires publics, dont la nomination lui appartient du reste ; elle possède en outre le droit absolu de veto sur tous les actes passés par la législature locale. Ce contrôle est exercé sur place par le *Gouverneur*, représentant du Cabinet Britannique, qui est investi, comme nous l'avons vu, des plus larges pouvoirs ; son autorité demeure toujours *prépondérante*, non seulement dans l'*administration* mais aussi dans la *confection des lois*, à raison de l'influence que lui assurent ses hautes fonctions, de la présence dans les conseils locaux de nombreux membres ex-officio ou à sa nomination et des pouvoirs que lui confère le droit de veto dont il est fait un usage fréquent. Pourtant il importe de remarquer que le gouvernement des Antilles Anglaises, comme du reste celui des Colonies de la Couronne, ne présente pas du tout un caractère auto-

cratique ou absolutiste, même dans les possessions où le pouvoir législatif est exercé par le Gouverneur seul, sans l'assistance d'aucun conseil. Il ne faut pas perdre de vue en effet que ce fonctionnaire est placé sous les ordres du *Secrétaire d'Etat* pour les Colonies lequel est responsable de tous ses actes devant le *Parlement Impérial*. Ce contrôle parlementaire, comme bien l'on pense, est loin d'être inefficace, ainsi que le prouvent les nombreuses questions auxquelles le Secrétaire d'Etat doit répondre devant la Chambre des Communes, ainsi que les débats auxquels donne lieu chaque année le vote sur le budget du Ministère des Colonies.

Il ne semble pas que les institutions politiques des Antilles Anglaises soient appelées à évoluer bientôt vers le régime du gouvernement responsable que possèdent les grandes fédérations britanniques des régions tempérées. Les transformations constitutionnelles par lesquelles elles ont au contraire passé successivement au cours du siècle dernier sont tout à fait caractéristiques à cet égard et font apparaître avec éclat l'inaptitude complète de ces colonies à se gouverner elles-mêmes. Elles ont d'ailleurs été les premières à le reconnaître et à demander à la Couronne d'intervenir d'une façon plus énergique dans leur administration et leur législation.

Ce qui fait que leurs constitutions ne sont pas toutes taillées absolument sur le même modèle, c'est que les conditions dans lesquelles ces colonies se trouvent placées ne sont pas absolument les mêmes. La situation économique et financière, le degré de civilisation

et d'aptitudes politiques de la population locale, la proportion de l'élément blanc par rapport à la population nègre ou de couleur ne sont pas semblables dans ces différentes colonies. C'est pour ces diverses raisons que la Barbade et les Iles Bahamas, où la population blanche joue un rôle plus important dans la vie politique et économique que dans les autres îles, n'ont jamais eu à faire appel au secours financier de la Métropole et ont pu prétendre, en conséquence, ne permettre de porter aucune atteinte à leurs institutions représentatives.

Quoiqu'il en soit, il est intéressant de noter que là même où le Gouvernement de Sa Majesté s'est montré le plus libéral, à la Jamaïque et surtout à la Barbade et aux Iles Bahamas, il s'est bien gardé d'étendre le droit de vote à tous les habitants de ces colonies. Tandis qu'il avait été le premier à prendre des mesures effectives contre la traite des nègres et l'institution de l'esclavage, il n'entendait pas être aussi le premier à reconnaître aux noirs émancipés des privilèges politiques aussi étendus qu'à la population blanche. L'*Emancipation Act*, s'il a eu pour effet d'affranchir les nègres de toute servitude personnelle, ne pouvait avoir en même temps la vertu de leur accorder les aptitudes politiques. C'est pour ces raisons que les différentes lois électorales appliquées aux Antilles Anglaises ont eu soin de *toujours* faire reposer le droit de vote sur un certain *cens* électoral, ce qui a eu pour effet de restreindre la qualité d'électeur à un petit nombre de citoyens.

On peut dire que, dans ces conditions, les

membres élus des assemblées de la Jamaïque, de la Barbade et des Bahamas ne représentent guère que les intérêts des colons et des *planteurs*. N'est-il pas à craindre qu'avec un pareil système électoral le pouvoir législatif ne tombe et ne demeure entre les mains d'une classe déterminée des habitants, au préjudice des autres éléments de la population locale ?

Le fait s'est en effet produit récemment dans une colonie voisine des Antilles, dans la *Guyane Anglaise*. Le parti opposé aux colons et planteurs prétendit que l'industrie minière de la colonie se ressentait gravement des dispositions prises par la Législature sur l'initiative et grâce au vote des colons, dispositions ayant pour objet d'entraver le développement de la production de l'or afin de retenir les travailleurs sur les plantations de canne, ce qui eût été impossible si une industrie minière florissante s'efforçait de les attirer par l'offre de plus hauts salaires.

Il est incontestable que des hypothèses de ce genre peuvent fort bien se présenter. Mais ce n'est pas là du tout quelque chose de particulier aux colonies des Antilles ; le même phénomène, les mêmes dangers se retrouvent dans n'importe quelle assemblée élue où, naturellement, la majorité est en mesure de faire la loi à la minorité. Il convient donc de ne rien exagérer et de tenir compte que, prévoyant l'objection, le Gouvernement Impérial a eu soin de faire, des membres (officiels ou non) nommés par lui, les représentants et les défenseurs des intérêts généraux de la colonie ; ceux-ci s'efforceront d'arrêter au passage et d'opposer leur veto aux dispositions qui auraient manifestement pour

objet de favoriser une classe de la population au détriment des autres. On peut craindre malgré tout que le Gouvernement Impérial et ses représentants dans l'île aient une certaine tendance à ne point mécontenter les colons et les planteurs qui représentent l'élément politique le plus influent de ces colonies.

CHAPITRE III

CONCLUSION

Maintenant que nous avons vu quel était le système de gouvernement appliqué par la Couronne aux colonies tropicales des Antilles, il nous reste à en examiner la valeur et à rechercher s'il doit être jugé supérieur ou inférieur à celui que l'on voit fonctionner dans les colonies voisines des Antilles Françaises (1).

Il est tout d'abord absolument hors de doute — c'est une idée que nous avons eu déjà l'occasion d'exprimer — que le Gouvernement Impérial ne pouvait raisonnablement songer à doter les Antilles Anglaises du régime de l'autonomie. Ç'eût été un véritable non-sens qui n'eût pas manqué d'aboutir, en l'espace de quelques années, à les jeter dans un complet état d'anarchie et

(2) Girault, *Principes de législation coloniale* 3^e éd., 1907; P. Leroy-Bieaulac, *De la colonisation chez les peuples modernes*; Ireland, *Tropical colonisation*; Jenkins, *British rule and jurisdiction beyond the seas*; Egerton, *A short history of British colonisation*; Reinsch, *Colonial government*; G. Cornwall Lewis, *Essay on the government of dependencies*; Todd, *Parliamentary government in British colonies*; Caldecott, *English colonisation and Empire*; Bruce, *The broad stone of Empire*; Kidd, *Control of the tropics*; Tarring, *Law relating to the colonies*.

de barbarie. « La Métropole ne peut, nous dit M. Paul Leroy-Beaulieu, dans les colonies tropicales, se des-
« saisir complètement de ses droits de contrôle et de
« son pouvoir de direction et de tutelle. Elle doit servir
« d'arbitre impartial et vigilant entre les divers élé-
« ments ethniques ou sociaux, empêcher chacun d'eux
« d'opprimer les autres, les amener tous habilement à
« concourir la même œuvre économique » (1).

Le *seul* régime politique qui convienne aux Antilles est assurément le régime des Colonies de la Couronne. Mais cela veut-il dire que l'on doive en faire des dépendances placées sous le contrôle absolu et tout-puissant du Cabinet Anglais, que l'on doive concentrer entre les mains du Gouverneur le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif sans qu'il soit tenu de prendre au moins l'avis de conseils élus ou nommés par la Couronne et destinés à l'éclairer sur les questions d'intérêt local ? Evidemment non. Ce système de gouvernement que l'on trouve tout à fait aux antipodes du système représentatif et parlementaire ne saurait convenir qu'à de toutes petites possessions qui, comme les îles de Saint-Hélène, Labuan, comme le rocher de Gibraltar, sont plutôt des stations militaires et navales que de véritables colonies, ou à certaines possessions africaines qui sont encore presque exclusivement peuplées de nègres d'un état de civilisation très primitif.

Il n'en est pas du tout de même pour les Antilles qui, colonisées depuis très longtemps déjà par les nations

(1) V. P. Leroy-Beaulieu, *De la colonisation chez les peuples modernes*, t. II, p. 680 (6^e édit., 1908).

européennes, sont parvenues à l'heure actuelle à un stade de développement politique et économique beaucoup plus avancé. Il en est même parmi elles qui, comme les Bahamas ou la Barbade, ont une *population blanche* représentant environ de 9 à 12 0/0 de la population totale et possédant les 8 ou les 9/10 de la superficie totale de ces colonies. Les habitants de race noire ou de couleur ont en outre reçu au cours des siècles derniers une certaine *éducation politique* qui les a rendus plus aptes à participer, dans une mesure raisonnable, à la bonne gestion des affaires publiques.

Dès le début en effet, elles ont été dotées, comme nous l'avons vu, d'institutions représentatives qui ont dû leur suppression récente, non pas au défaut complet de sens politique de la population, mais bien plutôt et on pourrait dire uniquement aux difficultés économiques et financières traversées par les Antilles en général à la suite de la crise provoquée par l'abolition de l'esclavage d'abord, et ensuite par la concurrence terrible que la betterave fit à la canne sur tous les marchés européens.

On voit, par ces observations, qu'il est naturel de considérer les Antilles Anglaises comme occupant une situation *intermédiaire* entre les colonies de la zone tempérée, parvenues déjà à un degré de civilisation à peu près aussi avancé que celui de la Métropole elle-même, et la plupart des colonies de la zone équatoriale ou tropicale, de civilisation absolument rudimentaire et peuplées presque exclusivement de noirs.

« Or, nous dit encore M. Paul Leroy-Beaulieu, entre
« la privation absolue de tout corps délibérant et un
« parlement élu omnipotent, il y a toute une série de

« degrés entre lesquels on peut choisir suivant les cas.
« Depuis la Conférence Consultative où les colons fran-
« çais tunisiens trouvent un organe sérieux, jusqu'aux
« divers modes suivis dans les colonies anglo-saxonnes
« non parlementaires, il s'offre de nombreux types per-
« mettant de consulter les colons et de leur donner une
« influence légitime sur la conduite des affaires, sans
« leur conférer l'omnipotence ».

Il fallait du reste, de toute nécessité, dans les Antilles Anglaises, pour servir de contre-poids à l'autorité du Gouverneur, indépendamment du conseil exécutif qui n'est guère qu'un conseil de gouvernement docile aux volontés du Chef de la Colonie, un conseil législatif qui serait appelé à collaborer avec le Gouverneur et les principaux fonctionnaires au travail législatif sur toutes les questions intéressant directement la colonie.

Une fois reconnue la nécessité d'une assemblée législative, il reste à en déterminer la *composition*. C'est ici que les difficultés vont surgir et qu'une très grande prudence devra s'imposer dans le choix que l'on aura à faire; c'est ici que les tâtonnements deviennent inévitables.

Faut-il faire du Conseil Législatif une assemblée uniquement composée de membres à la nomination et à la discrétion du Gouvernement Impérial, soit en tant que fonctionnaires de la Couronne et membres ex officio de l'assemblée locale, soit en tant que membres non officiels mais nommés par le Cabinet Anglais? Faut-il au contraire admettre un régime vraiment représentatif et faire du Conseil Législatif une assemblée entièrement élue? Et dans ce dernier cas, quelle sera l'étendue qu'il conviendra de donner au collège électoral? Ou bien en-

fin donnera-t-on la préférence à un système transactionnel en assurant au Conseil une composition mixte : une partie de membres nommés par Sa Majesté et une partie de membres élus ? Et dans ce cas, quelle sera la proportion à observer entre les deux éléments d'origine si différente de l'assemblée ? Si l'on s'arrête au principe de l'égalité numérique des deux catégories de membres, à qui conviendra-t-il de donner voix prépondérante en cas de partage ?

Les questions qui se posent donc au sujet de la composition des assemblées locales sont multiples. Il est bien évident qu'il est à peu près impossible d'y répondre d'une façon absolue et les solutions qu'elles comportent seront nécessairement variables d'une colonie à l'autre, suivant telles ou telles circonstances particulières, suivant le degré de prospérité de la colonie ou l'état d'esprit, les tendances politiques de la population. On ne peut dire *d'une façon absolue* que tel genre d'assemblée sera, en principe, condamné à un échec complet ou que tel autre genre tout à fait différent sera, à l'avance, assuré d'un succès parfait. On a vu fonctionner pendant plus de deux siècles, dans les Antilles Anglaises, un système représentatif très libéral, assurant à l'une des deux assemblées de chaque colonie une origine entièrement élective ; et pourtant, jusque dans les premières années du xix^e siècle, ces possessions tropicales connurent un remarquable degré de prospérité et de richesse. A la fin du siècle dernier, des modifications complètes furent apportées à leur régime constitutionnel ; le contrôle de la Couronne et les pouvoirs du Gouverneur furent notablement renforcés aux dépens des institu-

tions représentatives; et pourtant on ne saurait nier que, depuis une dizaine d'années, ces colonies sont toutes presque entièrement sorties de la crise économique qui les a si durement éprouvées et sont entrées dans une ère nouvelle de développement économique et de réelle prospérité.

On peut malgré tout essayer de déterminer quel est, *dans l'ensemble*, le système qui, théoriquement tout au moins, paraît convenir le mieux aux conditions générales du climat, de la vie, de la civilisation dans les colonies antillaises.

Examinons d'abord les deux systèmes opposés, à savoir celui d'une assemblée législative entièrement élue, et celui d'une assemblée entièrement nommée. Quels sont respectivement, les principaux avantages et inconvénients de ces deux systèmes?

1° Conseil Législatif nommé par la Couronne.

Il est, dans ce cas généralement composé :

a) des sept ou huit principaux fonctionnaires de la colonie, qui sont les membres de droit, *ex officio* de l'assemblée;

b) d'un nombre à peu près égal d'autres fonctionnaires moins importants ou de notables de la colonie; ce sont les membres *non officiels*.

C'est le régime dont on trouve le type dans l'île de *Ceylon*; c'est celui qui se rapproche le plus du régime des Colonies de la Couronne stricto sensu.

C'est alors, en principe, dans la personne du Gouverneur et de ses collaborateurs immédiats que se résume la vie administrative et législative de la colonie.

Si le Gouverneur est un chef énergique, un administrateur habile et capable, il prendra effectivement en mains la direction de la colonie, réduisant à presque rien le rôle du Conseil Législatif qui n'osera pas toujours lui résister ouvertement ; il ne se verra aucunement entravé par les discussions et l'opposition d'une assemblée élue désireuse d'être entendue et prête au besoin à susciter les pires ennuis au Chef de la Colonie. Celui-ci serait peut-être tenté d'abuser de son autorité, mais il s'exposerait ainsi à des sanctions immédiates de la part du Secrétaire d'Etat ; il est d'ailleurs le premier intéressé à la bonne administration de la colonie qui lui est confiée, car il sait fort bien que son avancement dépend, avant tout, des qualités qu'il aura montrées dans l'accomplissement de ses délicates fonctions.

Il se peut au contraire que l'on se trouve en présence d'un administrateur peu expérimenté ou manquant de décision qui fera alors un mauvais usage des pouvoirs en quelque sorte discrétionnaires dont il est investi par la Couronne. Dans ce cas, il est vrai, il aura pour s'éclairer les avis du *Conseil Législatif* ; mais encore faut-il pour cela que, tout d'abord, il consulte celui-ci et qu'ensuite il se montre disposé à l'écouter. Quant au contrôle du Secrétaire d'Etat pour les Colonies, il ne faut pas s'y fier aveuglément ; il est à peu près impossible en effet que ce haut personnage soit toujours parfaitement au courant des circonstances locales des diverses possessions britanniques, des besoins qui peuvent s'y manifester, des conditions tout à fait spéciales dans lesquelles se présente telle ou telle question ; il peut être animé des meilleures intentions, mais, par suite de son

éloignement, se voir amené à suivre une politique tout autre que celle que réclameraient les circonstances locales.

D'autre part, comme le fait remarquer Sir G. C. Lewis, il est à craindre que les principaux fonctionnaires et les notables de la colonie n'en arrivent à constituer une sorte d'*oligarchie* « légalement indépendante de la population de la dépendance et, pratiquement, « presque indépendante du Gouvernement Métropolitain » (1).

A cet égard, Sir George C. Lewis semble même préférer l'absence complète de tout Conseil Législatif à l'existence d'une assemblée composée exclusivement de fonctionnaires et de membres nommés par la Couronne. Il a peur qu'une pareille assemblée ne soit nécessairement amenée à sacrifier à ses *intérêts particuliers* les intérêts généraux de la colonie.

« En l'absence du contrôle d'un corps représentatif local, il y a plus de chances de voir une telle oligarchie, que le gouverneur seul, user de ses pouvoirs dans son intérêt propre et aux dépens des intérêts de la colonie; l'opinion publique constituant toujours un frein moins puissant vis-à-vis d'une assemblée que vis-à-vis d'un individu, l'opinion des habitants de la colonie ainsi que celle du gouvernement et de la population de la Métropole exerceront une action plus efficace sur un gou-

(1) « An oligarchy legally independent of the people of the dependency and practically almost independent of the supreme Government ».

(Sir George Cornwall Lewis, *An essay on the government of dependencies*, p. 285).

verneur non contrôlé que sur une oligarchie officielle non contrôlée » (1).

En outre, ajoute l'auteur anglais, sauf dans le cas où les fonctionnaires et les autres membres du Conseil Législatif seraient originaires de la colonie elle-même, on s'exposerait à se trouver en présence de personnages tout aussi ignorants que le Gouverneur de la véritable situation et des véritables intérêts de la colonie et plutôt *indifférents* aux opinions et aux sentiments de la population.

Il y aurait enfin, nous dit-il, à craindre des *conflits d'intérêts* entre les membres eux-mêmes du Conseil Législatif, au sujet de leurs attributions respectives, de leurs traitements ou de leur rang ; et tout cela, au risque de négliger complètement les affaires ou même de troubler la tranquillité de la colonie.

Ces critiques adressées par Sir G. Cornwall Lewis au système du gouvernement que nous examinons sont peut être un peu sévères et le danger qu'il aperçoit de la formation d'une véritable oligarchie despotique est plutôt imaginaire. Il considère en effet les membres officiels ou non officiels du Conseil Législatif comme

(1) Sir George Cornwall Lewis, *op. cit.*, p. 285.

« Such an oligarchy unchecked by a body representing the dependency, would be more likely to use their powers for their own advantage and to the disadvantage of the dependency, than a governor in a similar predicament ; for as public opinion is always a less powerful restraint upon a body than an individual, the opinion of the people of the dependency and of the government and the people of the dominant country would impose a more effectual check upon an uncontrolled governor than upon an uncontrolled official oligarchy ».

constituant une « oligarchie de la pire espèce » (an oligarchy of the worst description).

Or il est infiniment probable que, grâce au bon recrutement des fonctionnaires coloniaux anglais et, en particulier, des gouverneurs, ainsi qu'à la très bonne organisation de l'administration centrale des colonies, les *garanties* assurées à la population locale contre les abus de pouvoir des administrateurs sont bien suffisamment sérieuses.

Sir G. C. Lewis le reconnaît d'ailleurs lui-même et cite parmi les principales garanties de la bonne gestion des affaires d'une colonie non dotée d'institutions vraiment représentatives : 1 — « le contrôle du *gouvernement central* libre de tout préjugé local ; 2 — un Civil Service local dont l'intérêt est de bien gouverner ; 3 — la *presse*, tant celle de la Métropole que celle de la colonie ; 4 — une *assemblée locale* dont ceux des membres qui sont originaires de la colonie peuvent discerner les besoins et les vœux de leurs compatriotes ; 5 — la *Chambre des Communes* dont les membres sont tout prêts à exercer leur contrôle sur le Gouvernement ; 6 — les *Sociétés Philantropiques*. A noter, ajoute Sir G. C. Lewis, que les communications télégraphiques facilitent encore singulièrement l'exercice du contrôle de la Couronne.

Dans ces conditions, on peut dire que ce système qui consiste à faire nommer par la Couronne ou par le Gouverneur tous les membres du Conseil Législatif ne présente pas, dans son ensemble, de bien graves inconvénients. Il a le mérite de joindre à un contrôle très réel exercé, de la Métropole, par le *Colonial Office*, une très

grande *liberté d'action* laissée au Chef de la Colonie qui, dans la crainte de sanctions immédiates ou dans l'espoir de récompenses certaines, ne manquera pas de consacrer toute son activité à la bonne gestion des affaires de la colonie.

Cependant il n'en reste pas moins certain que le Gouvernement Impérial, en imposant à une colonie un pareil régime politique, manque tout à fait *d'égards* vis-à-vis de la population locale qui peut, à tort ou à raison du reste, se croire placée sous un régime d'arbitraire absolu ; d'autre part, malgré toute l'expérience, la sagesse, la clairvoyance qu'il est possible de supposer au Gouverneur et aux fonctionnaires qui l'entourent, il peut très bien arriver que ceux-ci, en toute bonne foi, interprètent d'une façon erronée l'opinion véritable des habitants sur telle ou telle question, ou se méprennent gravement sur les tendances et les *sentiments de la population*.

Ce sont là les principaux griefs que l'on peut relever à la charge de ce système d'administration dont ils sont du reste absolument inséparables et qui recommandent la plus grande réserve à ceux qui en seraient partisans.

2° Conseil Législatif élu par la population.

2) Nous rapprocherons-nous davantage de la vérité avec le second système de gouvernement que nous avons envisagé à savoir celui qui consiste à placer, aux côtés du Gouverneur, une assemblée *entièrement élue* par la population. C'est, comme on s'en doute bien, le contrepied absolu du système précédent. Sans aller jusqu'à permettre à la colonie de s'administrer elle-même, comme bon lui semble, on rend le Gouverneur apte à

connaître la volonté des habitants représentés et on l'oblige à se montrer d'une extrême prudence dans la gestion des affaires de la colonie. Les principaux avantages qu'il présente sont les suivants :

En premier lieu, il témoigne d'une plus grande *déférence* vis-à-vis des habitants de la colonie et donne satisfaction à leur désir de se voir représentés au sein de la Législature. Il leur permet de s'intéresser davantage aux affaires de la colonie et de s'initier à la vie politique. En second lieu, il permet au Gouverneur de se mieux tenir *au courant* de l'opinion, des tendances ou des vœux de la population et de diminuer, par la collaboration des habitants, la responsabilité qui pèse sur lui. Il rend plus difficiles la constitution d'une oligarchie et les abus de pouvoir de la part des administrateurs.

Il *facilite* enfin dans une très large mesure et rend plus efficace encore le contrôle exercé par le Secrétaire d'Etat en permettant à celui-ci de se renseigner aussi exactement que possible sur les sentiments des habitants, auprès de leurs représentants élus, ainsi que sur la façon dont le Chef de la Colonie s'acquitte de la mission qui lui a été confiée.

Ce sont là des avantages qui ne sont pas à mépriser. Mais voyons d'autre part de quel prix on est forcé de les payer.

Les critiques généralement adressées à ce système de gouvernement peuvent se résumer en une seule, à savoir qu'il crée dans la colonie une situation absolument fautive. On se trouve en présence de *deux autorités opposées*, également jalouses de leur indépendance, et *rivaux* l'une de l'autre : le Gouverneur, représentant de la

Couronne, d'une part; l'Assemblée élue, représentant de la population, de l'autre.

Or c'est un fait bien connu que les tendances naturelles de tout corps élu consistent à s'emparer, au nom de la population, d'une part de plus en plus grande du pouvoir exécutif. Lorsque ces aspirations se trouvent satisfaites par l'institution de Ministres responsables devant l'assemblée élective qui se trouve ainsi les tenir à peu près complètement en son pouvoir, on peut considérer l'équilibre comme presque assuré entre les autorités concurrentes, et cela uniquement à l'avantage du corps élu. Lorsque, au contraire, le pouvoir exécutif, en l'espèce le Gouverneur, représentant du Cabinet Anglais, entend n'abandonner aucune de ses prérogatives et que la Couronne désire maintenir son droit de contrôle exclusif sur le Gouverneur et les principaux fonctionnaires de la colonie, il en résulte fatalement un état à peu près permanent de jalousie, de défiance, d'hostilité entre le Chef de la colonie et l'Assemblée locale.

De ces conflits inévitables, il est à craindre, à moins que l'on ne se trouve en présence d'un Gouverneur énergique et résolument soutenu par la Couronne, que l'autorité de l'assemblée en sorte raffermie et celle du Gouverneur amoindrie. Il faut considérer en effet que les représentants de la population, dans les colonies comme dans la Métropole, ont pour principale fonction, sinon même pour raison d'être, le vote des impôts et le contrôle des dépenses publiques, c'est-à-dire qu'ils ont entre leurs mains ce que l'on est convenu d'appeler le *pouvoir de la bourse*. Or c'est là, comme on le sait, une arme singulièrement redoutable, qui donne à celui qui

en dispose une incontestable supériorité sur son adversaire. Le Chef de la Colonie se verra dès lors obligé, dans la plupart des cas, de céder à la volonté de l'Assemblée, à moins bien entendu que le Gouvernement Impérial, sous la pression des circonstances, ne se décide à enlever à celle-ci, temporairement ou définitivement, son pouvoir de taxation.

Herman Merivale nous dit à ce sujet dans ses conférences sur les colonies et la colonisation (1):

« Un corps représentatif qui dispose du pouvoir de
« taxation est disposé à se considérer comme tout-puis-
« sant dans les questions politiques et à guider sa con-
« duite sur cette idée ; et si par hasard il devient néces-
« saire de le contrôler par force, il est impossible de lui
« reconnaître plus longtemps, en toute sécurité, le pou-
« voir de taxation ».

Or une semblable mesure, enlevant à l'assemblée représentative ses principales attributions financières, — c'est-à-dire le vote des revenus et des dépenses de la colonie, — risquerait de provoquer les plus vives protestations de la part des habitants et même d'assez graves désordres dans l'île.

Il est vrai que la *seule crainte* pour l'Assemblée de se voir ainsi dépouiller par la Couronne de ses attributions essentielles constituera un frein précieux qui la retiendra dans de sages limites au cours de ses luttes avec le

(1) Merivale, *H. Lectures on colonization and colonies*, 1861.

« A representative body having the power of taxation is apt to think himself omnipotent in domestic affairs, and to act on that supposition ; and if then becomes necessary to control it by force, it is impossible to intrust him safely any longer with the power of taxation ».

Gouverneur. Malgré tout, le frein peut n'être pas assez puissant et le Gouvernement Impérial se voir obligé de faire effectivement sentir son autorité.

C'est ce qui se produisit dans une colonie pourvue d'un semblable régime représentatif, à la suite d'un conflit entre le corps électif et le Gouverneur. Le commandant de la milice locale était arrivé à se rendre impopulaire parmi les membres de l'assemblée ; il en résulta qu'au cours de la discussion et du vote des dépenses annuelles, l'assemblée refusa de voter le crédit nécessaire au traitement de ce fonctionnaire. Le Gouverneur ne parvint pas à briser la résistance du Conseil et, comme il n'avait aucun pouvoir pour y passer outre, il se vit obligé de soumettre le cas au Secrétaire d'Etat. La réponse de celui-ci au Chef de la Colonie, placée sous les yeux des représentants de la population, eut pour effet immédiat de déterminer ceux-ci à voter le traitement du commandant. L'assemblée se trouva profondément mortifiée et résolut de ne pas ménager les tracasseries au Gouverneur.

Il résulte de ce que nous venons de dire au sujet des pouvoirs financiers du corps élu que, *théoriquement*, il a le *droit absolu* de voter les dépenses et les recettes de la colonie, mais qu'*en pratique* le Secrétaire d'Etat peut briser toute résistance de la part des membres élus du conseil local.

Aussi voit-on couramment exprimer par les habitants cette opinion qu'il vaut mieux, en définitive, se voir appliquer le régime des colonies de la Couronne purement et simplement que d'être ainsi soumis à la *farce* du Gouvernement représentatif sans responsabilité.

Comme le dit fort bien, à ce sujet, sir G. C. Lewis (1) :

« Si un pays accorde à une de ses possessions des institutions populaires et déclare lui permettre de se gouverner elle-même, sans être pour cela disposé à la considérer comme réellement indépendante, ce pays se joue ainsi de sa possession, en lui accordant les apparences d'institutions politiques sans en reconnaître la réalité. Ce n'est point une véritable concession que d'accorder à une dépendance les noms, formes et organes d'institutions populaires, sans que le pays suzerain permette à celles-ci d'avoir toute la portée qu'elles ont dans une communauté indépendante. Et ces concessions purement nominales ne procurent aucun avantage à la possession mais y sèment au contraire les germes de dissensions politiques ». Le même auteur ajoute d'ailleurs qu'il est extrêmement difficile de concilier les pouvoirs d'un corps représentatif avec la soumission effective de la dépendance vis-à-vis du pays suzerain. Si le Gouvernement de ce pays gouverne effectivement la possession, le corps représentatif ne peut réellement la gou-

(1) « If a dominant country grants to a dependency popular institutions and professes to allow it to exercise self-government, without being prepared to treat it as virtually independent, the dominant country by such conduct mocks its dependency with the semblance of political institutions without the reality. It is no genuine concession to grant a dependency the names and forms and machinery of popular institutions, unless the dominant country will permit these institutions to bear the meaning which they possess in an independent community; nor do such apparent concessions produce any benefit to the dependency, but, on the contrary, they sow the seeds of political dissensions ». (*Government of Dependencies*, p. 307).

« verner ; et inversement, si la dépendance est en fait
« gouvernée par le corps représentatif, elle ne peut être
« effectivement dirigée par le Gouvernement du pays
« suzerain. Une dépendance se gouvernant elle-même ;
« si l'on suppose que cette dépendance n'est pas effec-
« tivement indépendante, est une contradiction dans
« les termes. »

Il est certain qu'il n'est pas tout à fait aisé de concevoir, pour une colonie ou une possession quelconque, un régime politique viable autre que l'un des deux suivants : ou bien la colonie se gouvernant elle-même sous un régime de complète autonomie ; ou bien la colonie effectivement gouvernée par la Métropole. Toute autre combinaison, plus ou moins complexe, que l'on puisse imaginer, se ramènera toujours en définitive à l'une des deux alternatives précédentes. Suivant les tendances du Gouvernement Métropolitain, selon qu'il se montrera disposé à faire des concessions successives de plus en plus larges aux représentants de la population locale ou bien qu'au contraire il se montrera plein d'énergie dans le contrôle exercé par lui sur la direction des affaires de la colonie, on s'acheminera plus ou moins vite mais fatalement soit vers un régime de véritable self-government, soit vers un régime de gouvernement effectivement exercé par le Pouvoir central et ses représentants dans l'île.

Telle est donc l'objection essentielle qui se dresse contre le système d'un Conseil législatif unique, entièrement élu par la population. Il en est une autre non moins grave qu'on peut lui adresser encore. On la trouve dans la question qui se pose au sujet de la com-

position des collèges électoraux. Sur quelle base devra-t-on établir le droit de vote ?

Si le *droit électoral* repose sur une base *étroite*, sur certaines conditions de cens, de propriété ou d'instruction, il est bien évident que les noirs ne pourront avoir que très peu, si tant est qu'ils en aient, de représentants au sein de l'assemblée élue, et l'expérience montre que leurs intérêts ne sauraient effectivement être défendus par les élus de la minorité européenne.

Si au contraire le droit électoral repose sur une base *très large*, voire même sur le principe de l'universalité du suffrage, il est non moins évident que les intérêts et peut-être l'existence même des colons et de la population blanche se trouveront sérieusement menacés.

Une assemblée représentant le seul élément *blanc* de la population ne manquera pas de voter des dispositions en faveur de l'introduction du travail indien dans la colonie ; elle placera les travailleurs indigènes sous une réglementation sévère ou tyrannique ; elle sera disposée à favoriser le développement de la grande propriété et des vastes concessions au détriment des petites tenures qui seraient susceptibles d'accroître l'indépendance des travailleurs ; elle préférera établir des impôts sur les objets d'alimentation ou de grande consommation plutôt que sur la terre, l'industrie ou le commerce.

Une assemblée élue au contraire par la grande majorité des *noirs* sera toute disposée à favoriser d'une façon excessive le développement de la petite propriété, l'imposition des principaux instruments de la production, la réduction des heures de travail, etc. ;

elle gaspillera les revenus locaux en augmentant d'une façon exagérée les salaires des ouvriers ou les traitements des petits employés, en consentant des dépenses excessives pour l'instruction, tandis qu'elle n'accordera qu'une attention distraite aux projets d'améliorations agricoles ou manufacturières, ainsi qu'à l'encouragement du mouvement commercial.

En un mot, suivant que l'on adoptera tel ou tel régime électoral, on aboutira presque fatalement à une *législation de classe* qui s'exercera au préjudice soit de la population blanche, soit de la population noire, mais qui, dans tous les cas, n'aura d'autre effet que de soulever et de rendre tout à fait aiguës les questions et les luttes de *racés*, au grand dommage de l'activité économique et du bien-être de la colonie.

Or il importe que, dans ces colonies tropicales, de civilisation encore un peu frustre, il soit fait complètement abstraction de toutes querelles politiques, et, à plus forte raison, de toute haine de races, si l'on veut réellement en assurer la prospérité économique.

Donc : d'une part, menace perpétuelle de conflits plus ou moins graves entre le représentant de la Couronne dans la colonie et les représentants de la population locale ; d'autre part, danger de constitution d'une législation de classe. Telles sont les deux objections fondamentales et les raisons pour lesquelles ce système qui fait coexister des institutions représentatives et un pouvoir exécutif responsable devant le Souverain ne peutguère donner de résultats satisfaisants (1).

(1) V. Todd, *Parliamentary Government in the british colonies* (p. 105) et Egerton, *A short history of british colonial policy* (p. 133).

Quels que soient les pouvoirs dont dispose le Gouverneur, il lui sera extrêmement difficile d'administrer avec succès sa colonie, s'il se butte à l'*hostilité systématique* de la législature dont les membres, ne sentant point peser sur eux les responsabilités du pouvoir, ne craindront pas d'émettre souvent des exigences irréalisables.

Après une expérience tout à fait démonstrative, le Gouvernement Britannique a fini par reconnaître que, comme le fait remarquer Todd dans son ouvrage sur le Gouvernement parlementaire dans les colonies anglaises, « les institutions représentatives sans gouvernement responsable ne conviennent qu'à un stage « tout à fait primitif du développement d'une société « politique (1) » et s'est décidé à y substituer un régime de contrôle plus étroit de la part de la Couronne.

3° Conseil Législatif en partie élu et en partie nommé.

Tels sont les deux premiers systèmes de gouvernement, profondément différents l'un de l'autre, dont il est possible d'envisager l'application aux colonies tropicales. Aucun des deux ne nous a donné pleine satisfaction. Il nous reste donc à en examiner un troisième qui occupe une situation *intermédiaire* entre les deux précédents, mais qui, au fond, n'est qu'une variante et un perfectionnement du premier. C'est celui qui consiste à procurer au Gouverneur, dans l'exercice du pouvoir législatif, la collaboration à la fois de membres *nommés* par la Couronne et de membres *élus* par la population.

(1) « Representative institutions without responsible government are only adapted to an early stage of political society ».

Ce système peut se présenter : ou bien sous la forme d'une assemblée unique comprenant deux éléments différents ; ou bien sous la forme d'un véritable petit parlement constitué de deux chambres de composition tout à fait différente. Dans les deux cas, c'est toujours la même idée essentielle de faire participer à la gestion des affaires de la colonie : le Gouverneur, les principaux fonctionnaires, quelques notables de l'île et un certain nombre de membres nommés par la population.

Ce système de gouvernement permet d'éviter les inconvénients du premier que nous avons examiné et aussi, en grande partie, ceux du second.

Et tout d'abord il donne satisfaction au désir, réellement très vif, de la population locale, et surtout des blancs, de se voir *représenter* au sein de l'assemblée législative. Les blancs sont en effet presque toujours mécontents de se trouver placés sous un régime qui ne leur reconnaît aucune participation dans les affaires de la colonie, et cela notamment lorsqu'il s'agit de l'établissement de taxes ou d'impôts. On a pu s'en rendre compte dans l'île de la Jamaïque où les blancs se montrèrent tout à fait vexés de la suppression effective de toute représentation dans le sein du conseil législatif. De même, un habitant de la Trinidad parlait « of the excruciating pangs of the heartless system of crown colony » (1) et rappelle que (2) « to day, taxation wi-

(1) « des souffrances atroces du système cruel des colonies de la Couronne ».

(2) « Aujourd'hui, l'imposition sans représentation constitue un crime monstrueux ».

thout representation is a gross crime ». En outre, la population indigène demande aussi très souvent à être représentée dans l'assemblée. De ces aspirations très légitimes des populations antillaises, de cette tendance d'esprit du sujet anglais, le système politique que nous examinons a le mérite de tenir compte dans une mesure très raisonnable.

Il en découle immédiatement cet autre avantage sur la première forme de gouvernement, à savoir que le Chef de la colonie est toujours à même de connaître, à tout instant, les idées, les *opinions*, les vœux des habitants et d'adapter ainsi plus exactement sa politique aux diverses circonstances locales.

Par comparaison avec le système d'une assemblée unique entièrement élue, le système d'une assemblée de composition mixte présente cette réelle supériorité de sauvegarder, dans une certaine mesure, les intérêts et les droits de la partie de la population locale qui ne bénéficie point du privilège de la représentation. Cela est rendu possible en effet par la présence des membres officiels ou *nommés* par le Gouvernement Impérial; ceux-ci seront les défenseurs des intérêts des habitants non représentés. Cependant, pour dire la vérité, il faut bien reconnaître que, malgré tout, le Gouverneur et les principaux fonctionnaires de la colonie aimeront mieux vivre en bonne intelligence avec l'élément de la population constitué par les colons, planteurs et industriels, c'est-à-dire la classe aisée et surtout la classe vraiment influente de la colonie, qu'avec les noirs dont ils n'ont guère à redouter le mécontentement. Toutefois, quoique naturellement incités à mé-

nager les blancs, le Chef de la Colonie et l'élément officiel de la Législature ne manqueront jamais d'arrêter au passage et de combattre les mesures ayant un caractère vraiment vexatoire à l'égard des indigènes.

Enfin le système de l'assemblée mixte permet d'éviter, toujours dans une certaine mesure, les conflits trop fréquents ou trop aigus entre les représentants de la population et le Gouverneur. Cela dépend, en effet, uniquement du dosage de chacun des deux éléments constitutifs de la Législature. Il est clair qu'il faudra bien donner la majorité des voix soit aux membres élus, soit aux membres officiels ou nommés. Or, sur ce point, l'expérience qui fut faite à la Jamaïque de 1885 à 1899 fait nettement ressortir la nécessité de donner, d'une façon permanente, la *prépondérance* à l'élément *officiel* du Conseil législatif sur l'élément représentatif, sauf peut-être certaines réserves relatives à la fixation des recettes et des dépenses de la colonie, ainsi, bien entendu, qu'à l'établissement de nouvelles taxes.

On en arrive de la sorte à donner le dernier mot à la Couronne dans presque toutes les questions importantes. Et encore convient-il de remarquer que, même dans ces cas, l'opinion et la volonté des membres élus ne sont point du tout méconnues par le Gouverneur. On leur a en effet réservé, toutes les fois qu'ils se veraient mis en minorité sur des questions particulièrement graves, le droit d'en appeler au Secrétaire d'Etat pour les colonies, en lui exposant les raisons pour lesquelles ils entendent maintenir leur opposition aux mesures proposées par le Gouverneur.

Si l'on se souvient que le Secrétaire d'Etat est lui-

même responsable de sa politique devant le Parlement Impérial, on ne peut s'empêcher de reconnaître qu'en dépit des apparences, les *membres élus* du conseil local jouissent des plus sérieuses *garanties* et ont beaucoup de chances de voir leur opinion, sinon triompher complètement, du moins être effectivement prises en considération.

Tels sont les avantages essentiels de cette forme de gouvernement qui, comme nous l'avons vu, présente ce mérite incontestable d'emprunter, à chacun des deux systèmes opposés, ce qu'il a de bon, sans pour cela se heurter à de nouvelles objections qui soient de nature à ruiner les éléments de supériorité dont elle bénéficie par ailleurs.

Le seul reproche que pourraient lui adresser ses adversaires serait de ne pas assurer de suffisantes garanties aux noirs ; nous avons vu que ce grief n'était pas sérieux ; et d'ailleurs il suffirait, pour le faire disparaître, d'élargir un peu la base du droit électoral en imposant aux électeurs de plus larges conditions de cens qui sont au reste déjà assez libérales ; on permettrait de la sorte aux noirs de participer dans une plus large mesure à la formation de l'assemblée législative et d'avoir eux-mêmes quelques représentants qui seraient les défenseurs, auprès du gouvernement, de leurs droits et de leurs intérêts particuliers.

Et voilà, brièvement résumés, avec leurs principaux avantages et leurs plus sérieux inconvénients, les trois systèmes différents susceptibles d'être appliqués au gouvernement des colonies tropicales des Antilles Anglaises.

A l'origine, le Gouvernement Britannique se pro-

nonça, comme nous l'avons vu, en faveur du dernier d'entre eux (1). Puis, vers la *fin du xix^e siècle*, il fut amené à modifier sa politique dans le sens d'un contrôle plus étroit exercé par la Couronne.

Nous savons que ce furent des circonstances tout à fait particulières, d'ordre purement *économique*, qui déterminèrent cette orientation nouvelle du régime politique des Antilles Britanniques. Quoiqu'il en soit, à l'heure actuelle, c'est le premier des trois systèmes de gouvernement que nous avons envisagé qui est appliqué par le Gouvernement Impérial à ces colonies. Nous trouvons en effet un Conseil législatif entièrement nommé par la Couronne : dans chacune des présidences constituant la colonie des Leeward Islands, à la Trinidad, à Grenade, à Saint-Vincent et à Sainte-Lucie. L'organisation politique primitive ne s'est conservée à peu près intacte qu'aux Iles Bahamas et à la Barbade. Enfin, la colonie de la Jamaïque, après de nombreux remaniements de sa constitution, se trouve actuellement placée sous le système d'une assemblée législative de composition mixte, mais au sein de laquelle les membres nommés par le Gouvernement Impérial sont, d'une façon permanente, en majorité sur les membres élus.

Il en résulte que le Gouvernement Britannique a complètement mis de côté, dans l'organisation politique de ses colonies antillaises, comme d'ailleurs de toutes ses possessions tropicales, le système beaucoup trop libéral d'une assemblée représentative unique, entièrement élue par la population. Il manifeste par contre une préférence évidente pour le régime qui se rap-

(1) V. *suprà*, pp. 99-100.

proche le plus de celui des colonies de la Couronne stricto sensu, et, remarque intéressante, n'a jamais reconnu le droit de vote aux habitants qu'à des conditions très précises de cens ou de propriété, et parfois même d'instruction.

Jusqu'ici les modifications profondes qui ont été ainsi apportées aux constitutions des Antilles Anglaises semblent avoir donné, au point de vue économique, les *résultats les plus satisfaisants*. Il ne faut pas y voir la cause de la prospérité actuelle de ces colonies, mais on peut les considérer comme en ayant singulièrement facilité le relèvement économique. Les Antilles Anglaises paraissent actuellement complètement affranchies de la crise très grave qui les a bouleversées pendant presque tout le cours du xix^e siècle. L'abolition de l'esclavage d'une part, la question de la concurrence du sucre de betterave de l'autre ne semblent guère plus être que de mauvais cauchemars. A l'abri des querelles politiques et des luttes de races dont le Gouvernement de Sa Majesté a eu la sagesse de les préserver, les Indes Occidentales Britanniques font pour ainsi dire une seconde jeunesse (1). Le régime ancien si dangereux de la monoculture est en train de disparaître et le sucre est maintenant loin de constituer la principale production de ces colonies ; la culture du cacao ainsi que celle de presque tous les fruits tropicaux y ont pris un essor tout à fait remarquable ; le chiffre grossit rapidement chaque année des exportations de bananes, d'ananas, de citrons, de noix de coco, etc.. aussi bien vers

(1) V. Contemporary Review, février 1912 : *La renaissance des Indes Occidentales*, par M. Lamont.

l'Angleterre que vers les Etats-Unis et le Canada.

Au point de vue *politique*, les habitants sont très calmes et ne donnent aucun sujet d'inquiétude au Gouvernement Impérial. Les élections, dans les trois seules colonies où elles existent encore, bien loin d'être l'occasion de désordres et d'agitation politique, se heurtent plutôt à une certaine *indifférence* de la population blanche. C'est ainsi, par exemple, qu'un journal de la Jamaïque, le *Jamaïcan Daily Gleaner* fait remarquer que « l'apathie de la population à l'égard des élections est « caractéristique. A Clarendon, on compte 850 élec-
« teurs sur lesquels 166 seulement vont aux urnes.
« Sainte-Marie compte 1.255 électeurs, dont 280 seule-
« ment votent effectivement. A Saint-Thomas, 866 élec-
« teurs et 133 votants. Nous recevons des messages de
« différentes parties de la colonie qui montrent qu'abso-
« lument aucun intérêt n'est manifesté à la situation.
« De pareils résultats sont attristants. Dans de nom-
« breux districts, le peuple ne sait même pas qu'on est
« en train de procéder à des élections générales. »

Tandis qu'en 1895-96, on comptait à la Jamaïque 38.376 électeurs, on n'en comptait plus en 1901 que 16.256. Autrement dit, en 1895, il y avait environ un électeur pour 16 habitants et, 6 ans après, il n'y en avait plus que 1 pour 50 ; en 1893, il y avait 42.000 élec- teurs, soit 1 pour 6 habitants.

	Population	Electeurs	Nombre d'électeurs pour 100 habit.
1893.	230.000	42.000	17
1895.	230.256	38.376	6
1901.	812.000	16.256	2

Or, il convient de noter que, dans cet espace de temps (1893-1901), aucun changement n'est intervenu dans les lois électorales de la colonie. Cette diminution tout à fait curieuse du nombre des électeurs doit, semble-t-il, être en grande partie attribuée à la crise économique qui sévissait à cette époque sur les Antilles et qui eut pour conséquence de réduire le nombre des habitants résidant effectivement dans la colonie et remplissant les conditions de cens nécessaires pour être électeurs. Aussi est-il probable qu'à l'heure présente, le chiffre des électeurs doit être sensiblement plus élevé qu'il y a 12 ans.

Mêmes constatations pour la Barbade qui comptait 2.208 électeurs en 1884 et qui n'en compte plus aujourd'hui que moins de 2.000. Pour une population de près de 200.000 habitants, cela nous donne à peu près 1 électeur pour 100 habitants, moitié moins qu'à la Jamaïque.

Ces différents chiffres seront encore plus suggestifs si nous les comparons à ceux que l'on peut établir pour nos colonies voisines de la Martinique et de la Guadeloupe. Dans ces dernières, lors des élections législatives de 1906, on a pu faire les constatations suivantes :

	Electeurs inscrits	Votants
Martinique (1)	38.148	18.505
Guadeloupe	42.964	26.700

Autrement dit, on compte, à la Martinique, 20 électeurs inscrits et 9 votants sur 100 habitants ; à la Gua-

(1) Girault, *Principes de la colonisation*, t. II, p. 154 en note.

deloupe, 23 électeurs inscrits et 13 votants sur 100 habitants.

Cette brève comparaison suffit à nous montrer que la vie politique semble bien plus active et les élections beaucoup plus mouvementées chez nous que chez les Anglais. Il est vrai que nos colonies antillaises sont appelées, comme nous le verrons bientôt, à désigner des représentants, députés et sénateurs, au Parlement de la Métropole ; cela explique en grande partie l'intérêt que les habitants de ces îles attachent au droit de vote qui leur appartient. Dans les Antilles Anglaises au contraire qui n'ont aucune représentation au sein du Parlement Impérial, les questions politiques sont rejetées à l'arrière plan et n'intéressent que médiocrement une infime minorité de la population. Il faut donc reconnaître que les habitants, s'ils ne sont pas pleinement satisfaits du régime auquel ils sont soumis, ne sont pas du moins bien ardents à manifester leur mécontentement.

L'état de choses actuel nous apparaît ainsi comme la réalisation des idées que nous trouvons exposées dans l'étude faite, en 1888, par l'auteur anglais Froude, sur les Indes Occidentales Anglaises. Cet écrivain nous faisait en effet prévoir que « les blancs seraient disposés à abolir les assemblées représentatives » et que « les noirs, ne se souciant point de politique, seraient heureux de voir demain disparaître ces assemblées, s'ils devaient être gouvernés avec sagesse et loyauté » (1).

Ces résultats obtenus tant au point de vue politique qu'au point de vue économique par le Gouver-

(1) V. Froude, *The English in the West Indies*, London, 1888.

nement de Sa Majesté dans les Antilles Anglaises doivent être considérés comme extrêmement encourageants ; ils constituent, à n'en pas douter, le plus puissant argument à invoquer en faveur de la nouvelle organisation politique donnée récemment par la Couronne à ces possessions tropicales.

Peut-on en dire autant du système de gouvernement si profondément différent que l'on voit fonctionner dans les colonies voisines de la France : la *Martinique* et la *Guadeloupe* avec ses dépendances (Marie-Galante, Saint-Barthélemy, la Désirade et les Saintes) ?

Nous nous trouvons ici en présence d'une assemblée représentative unique, entièrement élue par la population : le *Conseil Général*. Ce fut le sénatus-consulte du 3 mai 1854 qui rétablit, aux Antilles et à la Réunion, les conseils généraux dont la suppression avait été prononcée par la loi du 27 avril 1848.

D'après l'article 11 du sénatus-consulte de 1854, les conseils généraux devaient être *nommés* moitié par le gouverneur et moitié par les conseils municipaux dont les membres étaient également choisis par le gouverneur. Ces assemblées relevaient donc directement du représentant du pouvoir central dans la colonie ; elles n'eurent que *peu d'indépendance* et leurs attributions furent, à l'origine, très restreintes. Mais 12 ans plus tard, sous l'Empire libéral, le sénatus-consulte du 4 juillet 1866 les étendit considérablement et l'art. 2 alla même jusqu'à reconnaître aux conseils généraux le droit de voter les tarifs de douane et d'octroi de mer.

Survint plus tard le décret du 3 décembre 1870 qui décida que ces assemblées coloniales seraient désormais

élues au suffrage universel. C'était là un bouleversement complet de l'état de choses existant ; il eût fallu, dès lors, pour être logique avec soi-même, réduire notablement les pouvoirs des conseils généraux. Tant que ceux-ci se trouvaient placés dans les mains du Gouverneur, il était naturel qu'on leur reconnût des pouvoirs assez larges ; du moment qu'on les rendait complètement indépendants, quant à leur origine, du Chef de la Colonie, il devenait utile de limiter plus étroitement leurs attributions. Bien loin de le faire, des décrets successifs ont étendu aux Antilles et à la Réunion plusieurs articles de la loi du 10 août 1871, si bien qu'aujourd'hui les dispositions législatives sur la formation, les sessions et les pouvoirs des conseils généraux sont en grande partie les mêmes dans ces colonies que dans la Métropole.

Les fonctions exécutives appartiennent exclusivement au *gouverneur*, représentant et dépositaire des pouvoirs du Gouvernement de la République Française dans la colonie. Il dispose, *théoriquement*, d'une autorité aussi considérable et de pouvoirs aussi étendus que le Gouverneur anglais. Il est assisté d'un *conseil privé*, composé de membres officiels et de membres non officiels, chargé de lui donner son avis sur toutes les questions importantes. *En fait* cependant, le Gouverneur français est loin d'avoir la même indépendance et le même prestige que son collègue anglais. Les *influences politiques* jouent un rôle beaucoup plus considérable dans sa nomination ainsi que dans le contrôle qui est exercé sur lui par le Gouvernement Central c'est-à-dire par le Ministre des Colonies. Il en

résulte qu'il est extrêmement rare de voir un même Gouverneur demeurer *trois ou quatre ans* de suite à la tête d'une de nos vieilles colonies et il semble que ce soit à l'adresse de notre administration coloniale bien plutôt qu'à celle de l'administration coloniale anglaise que Sir G. Cornewal Lewis (1) ait formulé les très exactes critiques suivantes qui ne sauraient être mieux à leur place qu'ici : « Le Gouverneur, nous dit-il, « (en parlant de celui des colonies anglaises), est impar-
« faitement au courant des affaires de la colonie ou,
« pour quelque autre raison, n'a pas la compétence
« nécessaire pour les diriger dans l'intérêt de celle-ci.
« En premier lieu, il est ordinairement originaire de la
« Métropole ou n'est pas né dans la colonie ; en consé-
« quence, lorsqu'il entre en fonctions, il est nécessaire-
« ment ignorant des intérêts de celle-ci. Ensuite, étant
« donné que ces fonctions ne sont pas occupées par la
« même personne pendant plusieurs années, un gou-
« verneur se voit généralement rappelé juste au mo-
« ment où il se trouve avoir acquis une certaine con-
« naissance des affaires de la colonie ; à son départ il est

(1) The governor is imperfectly acquainted with the concerns of the dependency, or, for some other reason, is incompetent to manage them to its advantage. In the first place, he is commonly a native of the dominant country, or not a native of the dependency ; and on his accession to his office, he, therefore, is necessarily ignorant of the concerns of the latter. In the next place, as the office is rarely held by the same person for any long period, a governor is commonly removed from it just as he has acquired some knowledge of the concerns of the dependency ; and, on his removal, he is followed by some successor who probably brings the same ignorance to the office, and who is probably removed from it just as he is beginning to qualify himself for it ».

« remplacé par quelque autre successeur qui, probablement arrive avec la même ignorance pour s'en aller « probablement juste alors qu'il est en train de devenir « le plus qualifié. » (Essay on government of dependencies. p, 283).

Si de pareils reproches ont pu être adressés aux gouverneurs anglais qui demeurent 6 ans au moins dans une même colonie, que doit-on dire alors de nos gouverneurs qui peuvent s'estimer heureux d'y rester la moitié de ce temps.

Cette *instabilité* qui caractérise la situation des gouverneurs de nos vieilles colonies en particulier, avec toutes les conséquences regrettables qui en découlent, résulte uniquement de l'institution de la *représentation coloniale* dans ces possessions. Le gouverneur français qui désire exercer ses fonctions en toute indépendance, avec l'unique souci des véritables intérêts de la colonie qu'il dirige, a bien des chances de se voir remercier dès le début de son administration. On voit donc qu'à l'inverse de ce qui se passe dans les possessions antillaises de la Grande-Bretagne, les gouverneurs de nos colonies des Antilles, au lieu d'être responsables uniquement devant le pouvoir central, le sont bien davantage devant les représentants élus de la population qu'ils gouvernent, au sein du Parlement de la Métropole. Leur situation est ainsi absolument différente de celle de leurs collègues anglais. Tandis que la haute administration des colonies tropicales anglaises est, en principe et en fait, placée exclusivement entre les mains de la Couronne sous le contrôle bien entendu du Parlement Impérial mais sans aucune intervention

de la part des populations gouvernées, la haute administration de nos vieilles colonies se trouve, en principe seulement, placée sous le contrôle unique du Gouvernement central des colonies; en fait, elle est grandement influencée par l'attitude des représentants de ces colonies au Parlement Métropolitain.

Si l'on tient compte en outre de ce fait que les députés coloniaux sont élus au *suffrage universel*, sans aucune espèce de tempérament, que le Chef de la colonie a, à ses côtés, une assemblée représentative entièrement élue de la même façon, on s'aperçoit bien vite que nos vieilles colonies se trouvent, dans la réalité, administrées sous le *contrôle* de la *population locale*, c'est-à-dire sous le contrôle des nègres.

L'octroi de pareilles libertés politiques à des populations de civilisation encore rudimentaire, l'assimilation complète du nègre au citoyen français, l'institution de la représentation coloniale constituent de véritables anomalies qu'il est absolument impossible de justifier. La conséquence immédiate d'un semblable système de gouvernement est la domination du blanc par le nègre, l'*anarchie nègre légale* selon l'énergique expression de M. Paul Leroy-Beaulieu. L'éminent économiste fait remarquer (1) que « par une incomparable sottise qui « reste sans parallèle dans l'histoire de la colonisa-
« tion, nous avons fait des nègres les maîtres des blancs
« en instituant le suffrage universel sans aucun tem-
« pérément d'instruction, de propriété, de cens, etc., et
« sans les correctifs que l'on retrouve en toutes les co-
« lonies anglaises de la Couronne.

(1) P. Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, p. 237, t. II.

« Il faut, nous dit-il, détruire cette organisation absurde, introduire dans le suffrage aux colonies des tempéraments par la multiplicité et la diversité d'origine des élus aux Conseils locaux.

« Les conseils ainsi formés d'éléments de diverse origine, n'auraient d'ailleurs que des pouvoirs circonscrits et pourraient être tenus en bride par une assemblée supérieure composite.

« Le mieux, ajoute enfin le célèbre auteur, serait peut-être de copier purement et simplement l'organisation des colonies anglaises de la Couronne. »

En ce qui concerne la représentation coloniale, M. P. Leroy-Beaulieu n'est pas moins catégorique :

« On devrait, dit-il, enlever aussi à nos anciennes colonies la représentation au Parlement métropolitain, dont elles usent souvent en dépit de tout bon sens, et leur concéder le droit d'élire des délégués au Conseil supérieur des colonies qui tiendrait désormais des sessions régulières. »

Nous n'avons pas la prétention d'être un pays beaucoup plus respectueux que l'Angleterre, des libertés politiques du sujet. Nous devrions donc ne pas craindre de nous inspirer quelque peu du système de gouvernement appliqué par la Couronne aux colonies tropicales britanniques.

Sans aller, comme le suggère M. Paul Leroy-Beaulieu jusqu'à copier exactement le régime politique des Antilles anglaises, on pourrait fort bien, sans aucune hésitation, *supprimer purement et simplement* la si regrettable institution de la *représentation coloniale*. Il est incontestable qu'à une semblable mesure qui s'impose

absolument dans nos vieilles colonies, celles-ci auraient tout à gagner et rien à perdre.

Si l'on compare en effet leur situation politique et économique actuelle à celle des colonies anglaises voisines, on ne peut laisser que d'en être vraiment attristé.

Au point de vue *politique* d'abord, on assiste dans nos possessions antillaises, à la domination des blancs par les nègres. Et cela se conçoit aisément avec l'institution du suffrage universel, les noirs représentant, au point de vue numérique, l'élément de beaucoup le plus important de la population. Alors que, dans celles des Antilles anglaises qui possèdent une assemblée représentative, les élections passent à peu près inaperçues de la masse des habitants, nos colonies de la Guadeloupe et de la Martinique, au contraire, sont maintenues dans un état quasi perpétuel d'agitation par les querelles politiques et, surtout, les *haines de races* que provoquent les différentes élections aux Assemblées métropolitaines, aux Conseils généraux et municipaux locaux. Bien loin de n'apparaître qu'au second plan, comme dans les Antilles anglaises, ces questions se montrent au contraire tout à fait au premier plan dans la vie ordinaire de nos vieilles colonies. Il en résulte fatalement que leur activité agricole, manufacturière et commerciale laisse beaucoup à désirer et ne peut être mise en parallèle avec celle que l'on voit se manifester si brillamment dans les Antilles britanniques.

Au point de vue *économique* par conséquent, les possessions antillaises de la France se trouvent dans un véritable état de marasme et font pour ainsi dire

une maladie de langueur. On n'y voit se produire aucune initiative réellement intéressante. Alors què, dans les Antilles anglaises, les cultures tropicales les plus variées ont été entreprises en ces dernières années avec le plus grand succès et se substituent peu à peu à la canne à sucre, dans nos Antilles au contraire, c'est encore cette dernière culture qui occupe le premier rang et constitue la principale source de richesses : on en est toujours au système de la *mono-culture*, en fait tout au moins, et il serait superflu d'insister sur les inconvénients de ce régime. Lorsque les sucres viennent à atteindre sur les marchés européens des cours assez élevés, comme c'est le cas depuis 2 ou 3 ans, et que les récoltes de nos vieilles colonies ont été normales ou abondantes, les recettes des colons et des propriétaires se trouvent grossies d'autant ; mais c'est là une situation tout à fait exceptionnelle qui risque, les années suivantes, de se trouver complètement retournée : d'où incertitude dans la principale source des revenus de nos possessions antillaises.

D'une façon générale, le chiffre du *commerce extérieur total* de la Guadeloupe et de la Martinique est sensiblement moins élevé à l'heure actuelle qu'il y a une quinzaine d'années ou même qu'il y a 10 ans, ainsi que le démontrent les chiffres suivants :

	1894	1901	1910
Martinique	51.628.437	49.747.168	42.000.000
Guadeloupe	43.695.371	36.566.517	38.644.000
Totaux	95.323.800	86.313.686	80.644.000

Il en résulte que, de 1894 à 1910, le commerce total des Antilles françaises a *diminué* de plus de 15 0/0. En 1901, il dépassait 86.000.000 de francs ; en 1903, il était tombé à 69.665.000 francs ; il s'est relevé depuis assez rapidement et il y a lieu d'espérer que, d'ici quelques années, il se retrouvera au même niveau qu'au début du siècle.

Si l'on jette au contraire les yeux sur le mouvement commercial des Antilles anglaises, on est amené à constater que, depuis la fin du xix^e siècle, il se développe d'une façon rapide et continue et s'est élevé, en l'année 1910, pour l'ensemble de ces colonies, au chiffre relativement énorme de 433.540.025 francs.

Pour mieux fixer les idées et montrer à quel degré vraiment remarquable de prospérité les Antilles Anglaises sont parvenues à l'heure actuelle, il suffira de remarquer que, de toutes les colonies françaises, à l'exception de l'Algérie, l'*Indo-Chine* seule fait un mouvement d'affaires supérieur à celui des possessions antillaises de la Grande-Bretagne. Que l'on songe en effet que l'ensemble de notre empire colonial, à l'exception de l'Algérie et de la Tunisie, n'a fait en 1910 que pour 1.200 millions de francs d'échanges avec l'extérieur !

Les progrès accomplis par les Antilles Anglaises, au point de vue commercial, depuis la fin du xix^e siècle sont les suivants :

1897	1903	1905	1910
273.876.550	302.992.925	372.043.000	433.540.025

Autrement dit, alors que le commerce de nos Antilles diminuait dans la proportion de 15 0/0 de 1894 à 1910,

le commerce total des Antilles Anglaises *augmentait* dans la proportion de 58 0/0 entre les années 1897 et 1910.

N'est-il pas permis de voir dans l'intervention énergique de la Couronne, à la fin du XIX^e siècle, et dans les secours financiers prêtés à la même époque par le Gouvernement Impérial aux colonies antillaises de l'Angleterre, l'une des causes principales de la prospérité actuelle de ces possessions ?

N'avions-nous pas raison de penser que la comparaison de la situation économique de nos Antilles avec celle des Antilles Anglaises devait nous amener à des constatations bien peu encourageantes ?

Il est vrai, dira-t-on, que la superficie et la population de l'ensemble des Antilles Anglaises sont bien supérieures à celles de nos colonies voisines et que l'on ne saurait par conséquent, pour être logique, comparer entre eux les chiffres du mouvement commercial de ces deux groupes de possessions. Sans doute ; mais il n'est pas difficile de rendre ces chiffres absolument comparables entre eux.

Il suffit pour cela de calculer quel est, par tête d'habitant, le chiffre d'affaires des Antilles Anglaises et des Antilles Françaises. Les résultats sont les suivants, pour l'année 1910 :

	Population	Commerce	Chiffre d'affaires par habitant
Antilles françaises . . .	372.000	80.000.000	215 fr.
Antilles anglaises . . .	1.700.000	433.000.000	255 »

La différence, par *tête d'habitant*, est donc supérieure à 40 francs.

Si, d'autre part, on considère par exemple la Barbade et les Leeward Islands qui, réunies, ont une superficie totale et une population sensiblement inférieures à celles de nos deux possessions antillaises, on peut établir la comparaison suivante entre le mouvement commercial de ces deux groupes de colonies :

	Barbade	Leeward Islands	Totaux
Superficie.	428 km ²	1.800 km ²	2.228 km ²
Population	128.000	196.000	324.000
Commerce	58.934.875 fr.	28.149.550 fr.	87.084.420 fr.
	Martinique	Guadeloupe	Totaux
Superficie.	988 km ²	1.970 km ²	2.958 km ²
Population	182.000	190.000	372.000
Commerce	42.000.000 fr.	38.664.000 fr.	80.664.000 fr.

Autrement dit, le mouvement commercial des deux colonies anglaises considérées est de 268 francs par tête d'habitant au lieu de 215 comme dans les colonies françaises. Cela pour montrer qu'il ne faut pas attacher une si grande importance à la superficie ou à la population. La Barbade, avec une superficie à peine égale au 1/4 de celle de la Guadeloupe et une population inférieure de 29 0/0 à celle de cette colonie, fait un commerce total supérieur de 52 0/0 à celui de la Guadeloupe !

On dira peut-être que nous avons choisi celles des possessions antillaises de la Grande Bretagne qui sont les plus prospères pour servir de terme de comparaison. Nous répondrons en citant la colonie de Trinidad et To-

bago qui, pour une superficie de 4.800 km². et une population de 360.000 âmes, a un mouvement commercial de 170.265.000 *francs*, ce qui fait environ 472 *francs* par tête d'habitant ! Bien plus, prenons les îles Bahamas qui ne sont guère qu'un archipel d'îlots et de rochers à peu près déserts et incultes peuplés seulement de 5 habitants au km². alors que la Martinique en a plus de 183, et nous constaterons, non sans surprise, que le mouvement des échanges, par tête d'habitant, y est de 221 frs. c'est-à-dire encore sensiblement supérieur à celui de la Martinique et de la Guadeloupe.

Que faut-il de plus que ces différents chiffres pour servir de preuve à l'incroyable infériorité des Antilles Françaises par rapport à leurs voisines anglaises ? Alors que celles-ci sont complètement sorties de la crise économique si grave pourtant qu'elles ont traversée au cours du xix^e siècle, les premières demeurent dans une situation, sinon précaire, du moins peu encourageante et font l'effet d'un organisme absolument déprimé, manquant, non pas de ressources, mais de vigueur et d'activité.

Par conséquent, au point de vue économique comme au point de vue politique, les Antilles Françaises sont loin de se trouver dans une situation tout à fait enviable. Quelle peut-être la cause de cette *infériorité manifeste* par rapport aux Antilles Anglaises qui se trouvent dans des conditions climatiques et ethnographiques absolument identiques ? Il est bien certain que cette cause ne doit pas être recherchée uniquement dans les différences profondes du *régime politique*, mais aussi, dans une large mesure, dans les différences du *régime éco-*

nomique applicable à ces diverses colonies, à savoir : la liberté plus ou moins grande des échanges avec les pays étrangers, la plus ou moins grande abondance de main-d'œuvre, l'importance plus ou moins considérable des secours financiers accordés par la Métropole, etc.

Quoiqu'il en soit la différence essentielle qui existe dans le système de gouvernement lui-même constitue un élément certain de supériorité pour les Antilles Anglaises et un élément non moins évident d'infériorité pour nos possessions antillaises.

ANNEXES

I

COLONIAL OFFICE CIRCULAR (1).

17 August 1868.

Questions having arisen in one or another of the West Indian Islands as to the relations between the Government and the members, official, nominated or elected, of the recently constituted Legislatures, it may be convenient that I should review the position of His Majesty's Government in reference to those Legislatures, and explain to you the sentiments they entertain upon the subject.

It may be well that I should advert, in the first place, to the objects with which it may be presumed that the old Legislatures were led, voluntarily and without any suggestion from His Majesty's Government, to constitute the new ones.

Until 1865, when, in the island of Dominica, the first steps were taken to construct a new Legislative Body in substitution for the one then existing, the powers of legislation for each of the Leeward Islands were vir-

(1) Bruce, *Broad stone of Empire*, t. I, pp. 235 à 241.

tually exercised by assemblies elected by a very limited number of the colonists, and the only control over their legislation was the negative control by the veto of the Crown or by the action of a Legislative Council, the members of which held their seats to life. The population at large, consisting of uneducated negroes, neither had nor could have any political powers; they were incapable of contributing to the formation of any intelligent public opinion; and the consequence was that the Assemblies performed their office of legislation under no real or effective responsibility.

They became aware apparently that irresponsible legislation by some small local bodies was not for the interest even of the members of those Bodies themselves, or the class which they represented, and still less of the inhabitants at large; and when the example of Jamaica in 1866 followed upon that of Dominica in 1865, one after another of the Leeward Island Legislatures reconstructed themselves in like manner, though not upon one identical model, and lastly, among the Windward Islands, Saint-Vincent's was led to take the same course.

The new Legislatures, whilst more or less differing from each other in their component parts, have one feature in common, that the power of the Crown in the Legislature, if pressed to its extreme limit, would avail to overcome every resistance that could be made to it. The reasons for investing this ultimate power in the Crown were well understood, both by His Majesty's Government and by the Assemblies. If the Assemblies did not desire to retain power for its own sake neither

certainly did the Crown desire to assume it for its own sake. The object of all parties was to establish a system of Government and Legislation by which the financial condition of the Colonies should be improved and their agricultural and commercial interests be promoted, by which industry might be encouraged, crime repressed, and the welfare of all classes be better provided for. For these ends, His Majesty's Government were willing to accept the trust which the assemblies were desirous to place mainly in their hands. But His Majesty's Government were not willing to accept this trust unless accompanied by such a measure of power and authority as would enable them to perform effectively the duties which it was expected of them to undertake. And the views thus entertained by His Majesty's Government were distinctly announced. They considered that where there is no wide basis for constituent and representative power and responsibility to rest upon, there is no eligible alternative but to vest power and responsibility substantially in the Crown; and whilst they did not object to a Legislature partly nominated and partly elected, they declared themselves unable to approve a Legislature in which, though some of the members might be nominated, a small number of elective members should have a majority of votes. In a Legislature so constituted, the powers of legislation would be virtually in the hands of a very few responsible colonists. In the constitution of all the new Legislatures, though each differs in some particulars from the others, the requirements of His Majesty's Government have been substantially satisfied.

(The despatch details the Legislatures and shows that in each the Crown has reserved a casting vote).

Such being the composition of the several Legislatures, it is further to be observed that in all of them the Nominees can be changed at the pleasure of the Crown, either individually or by dissolutions.

The result is that there are or may be, in one or another of the Legislatures, six varieties of relations between members of the Legislature and the Crown.

I will explain to you the view taken by His Majesty's Government of each of these relations :

1st). — There is the Governor or Lieutenant-Governor himself, who is bound of course to obey the Queen's commands conveyed to him by the Secretary of State in his legislative as well as in his executive capacity, whether or not the course prescribed accord with his personal views or opinions.

2nd) — There are the members who hold their seats in virtue of offices held under the Crown, and who cannot therefore be displaced otherwise than by depriving them of their offices. These officers being part and lot of the Executive Government, are subject to obligations similar to those of the Governor or Lieutenant-Governor and they may, if necessary, be required to support the Crown in the Legislature according to such directions as may be given to them by Governor or Lieutenant-Governor, as the Representative of the Crown. But it is not considered expedient by His Majesty's Government that without necessity the same implicit obedience should be exacted from officers of the Crown in their legislative capacity as would be due from them in

the execution of their offices. Legislation includes within its range questions of religion and other questions of high moral importance, in respect of which officers of the Crown may happen to have conscientious scruples, and if after explaining their difficulties to the Governor, he should be unable to remove them, they may reasonably expect to be excused from taking part in measures to which they object on these grounds. At the same time, an officer whose seat in the Legislature is by law inseparable from his office, would not be continued in the office and the seat if his conscience should not permit him to give the Crown such a measure of support as may be necessary to enable the Governor to carry on the business of Government in the Legislature on the principles according to the intention with which the Legislature was constituted. It is very rarely, if at all, that such a case can be expected to arise.

3rd) There is the nominee member of the Legislature, who, though not taking his seat in virtue of his office, happens to be a salaried servant of the Crown. It would be highly inexpedient that a public servant who is bound to act in subordination to the Governor in a paid office, should not give a general and effective support to the Governor's measures in the Legislature. If not disposed to do so, or if on any special occasion on which the Governor has strong and cogent reasons for requiring his support, he sees fit to refuse it, he may be allowed to retire from the Legislature, but the Governor would be entitled to object to his continuing to retain both his office and his seat.

4 th) The case is different when the nominee mem-

ber of the Legislature does not hold any office of emolument under the Crown. He will, indeed, naturally understand that holding his seat by nomination of the Crown, he has been soluted for it in the expectation and in the confidence that he will cooperate with the Crown in its general policy, and not oppose the Crown on any important question without strong and substantial reasons; but of the validity of these reasons he will be himself the judge.

51 th) The case of an elective member holding salaried office under the Crown differs in degree rather than in principle from that of a nominated member holding such an office. He has duties to his constituents as well as to the Crown, and though if he should find himself habitually, or often, or on important questions, unable to reconcile these different duties and to give his support to the Governor in the Legislature, the Governor would be justified in requiring him to resign either his office or his seat, yet it would be incumbent on the Governor to give a liberal consideration to any difficulties in which he may be placed, and not to press for his support in cases in which it is not needed, or in which the expediency of the measures in question may be open to fair and reasonable doubt.

6 th) The last case is that of elective member who does not hold office of emolument under the Crown. He, of course, will support or oppose the Government as he sees fit, and it will be his duty to exercise a vigilant supervision over the measures introduced by the Government, lest in any case local official interest, which are no doubt strongly represented in the Legis-

lature, should prevail to the prejudice of public interest; and if in any such case or in any case which should appear to them to be of this nature, the elected members should be outvoted, it would be their duty to enter a protest setting forth the grounds of their objection, and to require of the Governor that he should transmit it for the consideration of the Secretary of State. It is thus that in communities in which, from the absence of constituencies at once large and enlightened, the representative element in the Legislature must necessarily rest upon a very narrow basis, the responsibility of the Government can still be made effective, for the Secretary of State is responsible to Parliament, and Parliament is not slow to listen to any complaints of alleged mis-government in the colonies.

Not only in the case of a protest by the elective members, or a majority of them, but also on other occasions on which serious differences of opinion may arise, unless the public interests would suffer materially by delay, it will probably be the best course to refer the question to the Secretary of State. Thus, in any important case in which salaried officers of the Crown elected or nominated to seats in the Legislature desire to withhold their support from Government measures, and the Governor does not think it right to permit it, it will be desirable, unless time is of vital importance, that the Governor should not at once call upon them to relinquish either their office or their seat, but that he should defer the matter for the consideration of His Majesty's Government.

It only remains for me to observe that, if the constructions which I have placed upon the duties and obligations of the different members of the new Legislatures shall be frankly and cordially admitted (as I am aware of no reason why they should not), the Legislatures, as now constituted, may be expected to do much for the well-being and prosperity, and especially for the financial good government of the colonies in which they have been established. In the constructions which I have placed upon these duties and obligations. I have not aimed at defining them with precision.

They are most of them not of a nature to admit of a precise definition, and in these, as in all other mixed politic bodies, success in cooperation is to be obtained, not by seeking to define what is in its nature indeterminate, but by a disposition on all sides not to press opposing powers to what may be supposed to be their ultimate limits, and to give ample scope and allowance in practice to those elements in the Legislature which have not a legal predominance.

I have, etc...

(Signed) Buckingham and Chandos.

LOI ORGANIQUE DES ILES SOUS LE VENT

21 août 1871.

Considérant que les divers corps législatifs des Leeward Islands ont, par certaines résolutions, fait connaître leur désir pour l'union de ces îles sous un seul Gouvernement, de la manière indiquée dans ces résolutions ; considérant en outre que ces mêmes corps ont demandé que ces résolutions soient incorporées dans une loi du Parlement Impérial avec toutes les dispositions nécessaires pour leur donner pleine force et effet ; considérant de plus qu'il est utile d'établir cette union.

Il est décidé ce qui suit par sa Très Excellente Majesté, de l'avis et du consentement et par l'autorité des Lords spirituels et temporels et des communes, en ce présent Parlement assemblés :

1. Cette loi peut être citée à toutes les fins comme la Loi Organique des Leeward Islands, 1871.

2. A partir de la mise en vigueur de la présente loi dans les Leeward Islands, ces îles formeront une colonie composée de six Présidences, notamment les différentes îles d'Antigua, Montserrat, Saint-Christophe,

Nevis et Dominique, avec leurs dépendances respectives, et les Iles Vierges.

3. Dans la présente loi, les termes suivants auront les significations qui leur seront assignées par la présente, à moins de dispositions contraires dans le sujet ou le contexte :

« Gouverneur » signifiera le Gouverneur ou le fonctionnaire administrant le Gouvernement Général des Leeward Islands ;

« Gouvernement Général » et « Législature Générale » signifieront respectivement le Gouvernement et la Législature des Leeward Islands ;

« Gouvernement insulaire », « Conseil Insulaire » et « Législature insulaire » signifieront respectivement le Gouvernement, le Corps législatif ou Législature de l'une des Présidences citées ci-dessus ;

« Proclamation » signifiera notification écrite ou imprimée signée par le Gouverneur et publiée par son ordre dans chacune des Présidences qu'elle concerne directement.

4. La présente loi entrera en vigueur dans les Leeward Islands au jour indiqué par proclamation.

5. Il y aura un Conseil Exécutif des Leeward Islands comprenant les personnes ou fonctionnaires que la Reine nommera ou désignera de temps à autre.

6. La Reine peut, de temps à autre, nommer les fonctionnaires du Gouvernement Général qu'Elle juge convenir, avec les traitements fixés par la Législature générale.

7. Il y aura dans les Leeward Islands un corps légis-

latif, appelé le Conseil Législatif Général, composé de 10 membres élus et de 10 membres non élus.

Il est entendu que les procédures du Conseil ne seront pas caduques du chef de vacances de sièges.

8. Parmi les membres élus, 4 seront pris dans le Conseil de l'île d'Antigua, 3 dans celui de Saint-Christophe, 2 dans celui de la Dominique, 1 dans celui de Névis. Ils seront respectivement choisis par les membres élus du Conseil insulaire dont ils font partie, de la manière que ce Conseil déterminera, de temps à autre, par un règlement et dans la période prescrite de temps en temps par proclamation.

9. Les membres non élus seront nommés par la Reine de la manière et dans les conditions qu'Elle juge convenir. Ces membres seront :

Un Président qui, au moment de sa nomination, sera membre de l'un ou l'autre Conseil insulaire ; 3 membres officiels qui seront, au moment de leur nomination, fonctionnaires du Gouvernement Général et qui abandonneront *ipso facto* leurs sièges quand ils ne se trouveront plus dans ces conditions ; 6 membres non officiels, dont 1 de chaque Conseil insulaire, qui abandonneront *ipso facto* leurs sièges lorsqu'ils cesseront d'être membres de ces Conseils.

10. Sous réserve des dispositions des articles 25-26 de la présente loi, le Gouverneur, du consentement du Conseil législatif général, désigné ci-après sous le nom de Conseil, pourra décréter des lois pour les Leeward Islands, ou pour l'une ou l'autre de leurs parties, relativement aux matières suivantes :

1) Loi commerciale ;

2) Loi sur la propriété réelle et personnelle, y compris les testaments, les actes probatifs de l'administrateur des domaines de personnes décédées ;

3) Loi relative aux époux, aux parents et enfants, au mariage, au divorce, à la tutelle des enfants ;

4) Loi criminelle ;

5) La constitution de tribunaux, l'administration de la Justice civile et criminelle, y compris la juridiction, la pratique et la procédure de tous les tribunaux civils et correctionnels ;

6) L'établissement et la réglementation d'une station de forçats et d'une prison de discipline communes ;

7) L'établissement et la réglementation d'une police générale et d'autres forces protectrices des Leewards Islands ;

8) Les Postes et Télégraphes ;

9) La quarantaine ;

10) La circulation monétaire ;

11) Les poids et mesures ;

12) Le contrôle des comptes publics dans les diverses Présidences ;

13) L'Instruction Publique ;

14) L'Immigration et le traitement des Immigrants ;

15) Les idiots, aliénés, maisons de santé ;

16) Les droits de brevets et de patentes ;

17) La constitution et la procédure du conseil ;

18) Les autres objets concernant chaque Présidence, que la législature insulaire déclarera de la compétence de la Législature Générale.

11. Sous réserve des dispositions des articles 25-26 de la présente loi, le Gouverneur peut, avec le consente-

ment du corps Législatif de toute présidence, décréter des lois pour la paix, l'ordre et le bon gouvernement de cette présidence ; il est entendu cependant que toute loi insulaire relative à l'un des objets cités dans l'article qui précède peut en tout temps être abrogée ou modifiée par la Législature Générale et qu'elle sera nulle, sans aucune abrogation formelle, dans les limites où elle est en contradiction avec une loi passée par cette Législature Générale ;

12. Le Conseil peut de temps à autre être convoqué, prorogé et dissout par une ordonnance signée et scellée par le Gouverneur ;

13. Le Conseil sera convoqué dans les six mois à partir de la mise en vigueur de la présente loi dans les Leeward Islands, et ultérieurement, au moins une fois par an ;

14. Le lieu de la réunion du Conseil sera fixé de temps à autre par proclamation ;

15. La durée du Conseil sera de 3 ans, à moins qu'il ne soit dissout plus tôt ;

16. Chaque membre du Conseil, avant d'occuper son siège, prêtera et souscrira le serment suivant d'allégeance devant le Gouverneur ou toute autre personne désignée par lui :

« Je, A. B., jure que je serai fidèle et porterai fidèle
« allégeance à Sa Majesté la Reine Victoria, ses Héritiers
et successeurs conformément à la loi :

Ainsi m'aide Dieu ».

Mais toute personne autorisée par la loi à affirmer ou à déclarer, au lieu de prêter un serment, pourra, à

la place de celui-ci, faire cette affirmation ou cette déclaration ;

17. Le Conseil désignera un de ses membres pour en être le vice-président ;

18. Tout membre du Conseil, à l'exception des membres officiels, peut résigner son siège par lettre signée adressée au Gouverneur ;

19. Le siège de tout membre élu qui a accepté une fonction de la Couronne deviendra vacant par ce fait ; mais ce membre pourra être réélu ;

20. Quand le siège d'un membre élu devient vacant dans le Conseil autrement que par dissolution ou une autre cause, les membres élus du conseil de l'île que ce membre représente lui nommeront un successeur dans les trois mois de la proclamation de cette vacance dans la présidence ; s'ils manquent de le faire dans ce délai, le Gouverneur nommera une personne du conseil de cette île pour occuper le siège vacant ;

21. Jusqu'à disposition contraire du Conseil, celui-ci ne sera censé être constitué pour l'expédition des affaires, à moins que onze membres au moins n'y soient présents ;

22. Les questions soulevées au Conseil seront tranchées à la majorité des voix ; le président aura droit de vote dans tous les cas ; en cas d'égalité des voix, la décision sera considéré comme négative ;

23. Aucun vote ou aucune résolution ayant pour objet d'appropriier une partie quelconque des revenus des Leeward Islands ne sera proposé au Conseil, si ce n'est par un des membres officiels ou avec l'approbation expresse ou l'indication du Gouverneur.

24. Quand un projet de loi passé par le Conseil est présenté à l'assentiment du Gouverneur, celui-ci déclarera à son gré qu'il accorde ou refuse cet assentiment ou qu'il réserve le projet pour la signification ou le bon plaisir de Sa Majesté.

25. Lorsque le Gouverneur approuve un projet de loi, il transmettra, à la première occasion favorable, une copie de la loi à l'un des principaux Secrétaires d'Etat de Sa Majesté; celle-ci pourra, en tout temps, dans les dix-huit mois après réception de cette copie par le Secrétaire d'Etat, notifier son refus de sanction de cette loi, au Gouverneur, par l'un de ses principaux Secrétaires d'Etat; toute loi de ce genre deviendra nulle et non avenue, à partir du jour où le Gouverneur signifiera ce désaveu au Conseil par message, ou à partir du jour indiqué dans une proclamation;

26. Un projet de loi réservé pour la signification du bon plaisir de Sa Majesté entrera en vigueur aussitôt que celle-ci y aura donné son assentiment par Ordre en Conseil et que le Gouverneur aura notifié cet assentiment au Conseil par message ou proclamation; aucun message ou aucune proclamation ne sera fait deux ans après le jour où le projet de loi a été présenté à l'assentiment du Gouverneur.

27. A sa première séance, et, ultérieurement, de temps en temps, si l'occasion l'exige, le Conseil adoptera des statuts ou ordonnances pour le fonctionnement régulier des affaires; ces statuts ou ordonnances entreront en vigueur lorsqu'ils auront été approuvés par le Gouverneur;

28. Les dépenses des Services qui sont communs à

toutes les Iles sous le vent, autres que les dépenses de rémunération et de voyage des membres du Conseil, seront fixées par celui-ci, et, jusqu'à disposition contraire du Conseil, divisées en 16 parts qui seront mises à charge comme suit :

Antigua.	5 parts
Saint-Christophe.	4 »
Dominique.	3 »
Nevis.	2 »
Montserrat.	1 »
Iles Vierges	1 »

Cependant, les charges résultant de l'immigration ne seront supportées que par les îles qui voudront y participer ;

29. Une estimation de ces dépenses sera dressée annuellement par le Gouvernement Général, soumise au Conseil et publiée dans les différentes présidences. Après cette publication, le Gouverneur peut, de temps en temps, quand les circonstances l'exigent, tirer une traite sur la Trésorerie Publique de chaque présidence pour tout ou partie du montant de la somme due par celle-ci ;

30. Le Conseil peut, par une ou plusieurs lois, modifier de temps en temps les dispositions de la présente loi. Il est entendu que toute loi de cette nature sera réservée par le Gouverneur pour la signification du plaisir de Sa Majesté.

31. Lorsque le terme de Gouverneur ou de fonctionnaire exerçant le gouvernement est employé dans une loi d'une île passée antérieurement, il sera considéré,

après la mise en vigueur de la présente loi et jusqu'à disposition contraire, par la législature insulaire, comme signifiant le Gouverneur des Leeward Islands ou toute autre personne nommée à cette fin par lettre signée par lui et revêtue du sceau public de la Présidence ;

32. Les pouvoirs conférés à Sa Majesté par les articles 5, 6, 9 de la présente loi peuvent être exercés en vertu d'instructions ou d'ordonnances revêtues de la signature et du cachet royaux ou peuvent être délégués au Gouverneur par lettres patentes sous le Grand Sceau du Royaume-Uni ; ces instructions, ordonnances ou lettres patentes peuvent être émises avant la mise en vigueur de la présente loi dans les Leeward Islands ;

33. Sa Majesté pourra de temps en temps, par décret en Conseil, sur la requête du Conseil et du Corps législatif de l'une ou l'autre des îles des Indes occidentales non comprises dans la présente loi, placer cette île sous l'action de la présente loi, dans les termes et les conditions exprimés pour chaque cas dans les requêtes, et que Sa Majesté juge utile d'approuver ; les dispositions de tout décret en Conseil rendu à cette fin auront le même effet que si elles avaient été arrêtées par le Parlement Impérial.

Vu : le président de la thèse,

PAUL LESEUR

Vu le Doyen,

P. CAUVÈS.

Vu et permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GÉNÉRAUX

- Anson. — *Loi et pratique constitutionnelle* (Paris, 1903-1905).
Avalé. — *Notice sur les colonies anglaises* (Paris, 1883, in-8°).
Bérard. — *Angleterre et Impérialisme* (Paris, 1911).
Boutmy. — *L'Empire Britannique* (Paris, 1899).
Dicey. — *Droit constitutionnel* (Paris, 1902).
Halévy. — *L'Angleterre et son Empire* (Paris, 1905, in-16).
Lowell (Lawrence). — *Gouvernement de l'Angleterre* trad. de l'Angl. (Paris, 1910, in-8°).
Rougier. — *Législation et économie coloniale* (Paris, 1895, in-18).
Speyer. — *Constitution juridique de l'Empire colonial Britannique*.
Vibert. — *Colonisation pratique et comparée* (Paris, 1904).
Bibliothèque coloniale Internationale 8^e série. *Lois organiques des colonies*. T. I : *Colonies Britanniques* (1895-1908).
Arnaud et Méray. — *Les colonies françaises* (Paris, 1900).
Boutmy. — *Recrutement des administrateurs coloniaux* (Paris, 1895).
Bordier. — *La colonisation scientifique et les colonies françaises* (Paris, 1884).
Dubois. — *Systèmes coloniaux et peuples colonisateurs* (Paris, 1895).
Girault. — *Principes de la colonisation* (Paris, 1908).
Paul Leroy-Beaulieu. — *De la colonisation chez les peuples modernes* (Paris, 1908).
Pierre Leroy-Beaulieu. — *Les nouvelles sociétés anglo-saxonnes* (Paris, 1901).
Petit. — *Organisation des colonies françaises* (Paris, 1897).
Saussure (L. de). — *Psychologie de la colonisation française* (Paris, 1889).

- Brassey. — *Papers and addresses* (London, 1895, in-16).
Brassey. — *Problems of the Empire*, 1909.
Brassey. — *British colonial administration*, 1899.
Brassey. — *Outlines of british colonisation* (London, 1893, in-16).
Bruce Ch. — *The broad stone of Empire* (1910).
Burge. — *Colonial and foreign law* (London, 1838; in-8°).
Caldecott. — *English colonisation and Empire* (London, 1897).
Creasy, Sir E. — *The constitutions of britannic Empire* (London, 1872).
Bell. — *Colonial administration of Great Britain* (London, 1859).
Dilke. — *Problems of Greater Britain* (London, 1890, in-8°).
Dilke. — *Greater Britain* (London, 1868, in-8°).
Dilke. — *British Empire* (London, 1899, in-16).
Egerton. — *Short history of british colonial policy* (London, 1897, in-8°).
Des Vœux (William). — *My colonial civil service* (London, 1903, in-8°).
Courtney. — *Working constitution of the United kingdom* (London, 1905).
Greswell. — *Growth and administration of british colonial policy* (London, 1897, in-8°).
Hight. — *The English as a colonising nation* (London, 1903, in-8°).
Froude. — *The British in the West Indies* (London, 1888).
Ireland. — *Tropical colonisation* (New-York, 1899, in-8°).
Ilbert. — *Legislative methods and forms* (Oxford, 1901).
Jenkyns. — *British rule and jurisdiction beyond the seas* (Oxford, 1902).
Kidd (Benjamin). — *Control of the tropics* (London, 1898).
Lewis, Sir Georges Cornewall. — *Essay on the government of dependencies* (Oxford, 1891).
Lowell (Lawrence). — *Colonial civil service*.
Merivale. — *Lectures on colonies and colonisation* (London, 1861).
Morris, H. C. — *The history of colonisation* (New-York, 1900).
Payne. — *Colonies and colonial federations* (London, 1904, in-16).
Pollard, A. F. — *British Empire*, 1909.
Reinsch. — *Colonial Government* (An introduction to the study of colonial institutions) (New-York, 1902).
Salmon. — *Crown colonies of Great Britain* (London, 1887, in-16).
Seeley, J. R. — *Expansion of England*, 1902.
Seeley. — *The growth of british policy* (Cambridge, 1895, in-16).
Speyer. — *Constitution juridique de l'Empire colonial Britannique* (Paris, 1906).
Tarring. — *Law relating to the colonies*.

- Todd. — *Parliamentary government in the british colonies* (London, 1894).
- Trendell. — *Her Majesty's Colonies* (London, 1886).
- Payne, E. J. — *History of european colonies* (London, 1878).
- Wedderburn. — *British colonial policy*.
- Woodward, W. H. — *The expansion of the british Empire* (Cambridge, 1899).
- Lucas. — *Historical geography of the british colonies* (Oxford, 1887-1901).
- Colonial administration, 1800-1900*. — Compilation d'ouvrages et de documents relatifs à la politique coloniale, faite par le Bureau de Statistique du Département de la Trésorerie, sous la direction de O. P. Austin, Washington, 1901.
- Pierson, A. G. — *Koloniale politik* (Amsterdam, 1877).
- Roscher, W. — *Kolonien, kolonialpolitik und Auswanderung* (Leipzig, 1885).
- Zimmermann, A. — *Die europäischen kolonien* (Berlin, 1896-1901).
- Luesnel. — *Notions de géographie générale* (Paris, 1894, in-8°).
- Reclus. — *Géographie universelle*.

OUVRAGES SPÉCIAUX

- Aspinall. — *Pocket guide to the West Indies* (London, 1907).
- Aspinall. — *The British West Indies* (London, 1912).
- Ballou. — *Equatorial America* (Boston, 1900).
- Breen. — *Saint Lucia : history, statistics, description* (London, 1844).
- Bacot. — *The Bahamas*.
- Bridges. — *The annals of Jamaïca* (London, 1827).
- Clark. — *Trinidad*.
- Cundall. — *Jamaïca in 1905* (Kingston, 1905).
- Cundall. — *Studies in Jamaïca history* (London, 1900).
- Cothonay. — *Trinidad* (Paris, 1893).
- Dessalles. — *Histoire générale des Antilles* (Paris, 1847-48).
- Drayton. — *Grenada handbook*.
- Eves. — *The West Indies* (London, 1889).
- Edwards (Bryan). — *The history, civil and commercial, of the british colonies in the west Indies* (London, 1807).
- Fiske. — *The West Indies* (New-York, 1899).

- Forrest. — *The West Indies* (London, 1905).
Fraser. — *History of Trinidad* (Port-of-Spain, 1891-96).
Froude. — *Oceana* (London, 1886).
Gardner. — *History of Jamaica* (London, 1873).
Hay. — *Handbook of Tobago* (Tobago, 1884).
Harvey et Brinn. — *Jamaica in 1866* (London, 1873).
Hart. — *Trinidad, géographie, histoire, statistique*.
Heilprin (Angelo). — *The Bermuda Islands*.
Helliday. — *The West Indies* (London, 1837).
Ives. — *The isles of summer* (New-Haven, 1880).
Joseph. — *History of Trinidad* (Trinidad, 1838).
Kingsley. — *At last, a Christmas in the West Indies*.
Labat. — *Nouveau voyage aux îles d'Amérique* (Paris, 1742).
Lavaysse. — *Voyage aux îles de Trinidad, Tobago*.
Lefroy. — *Memorials of Bermudas* (1877-79).
Ligon. — *History of Barbados* (1657).
Long. — *History of Jamaica* (1774).
Livingstone. — *Black Jamaica* (London, 1899).
Hill. — *Cuba, Porto-Rico, etc.*, (London, 1898).
Mac-Kinnen. — *A tour through the british W. Indies*.
Ober. — *Camps in the Caribbees*.
Oliver. — *History of Antigua* (London, 1894).
Phillippo. — *Jamaica* (London, 1843).
Pullen-Burry. — *Jamaica as it is* (London, 1903).
Roxburgh. — *Handbook of Jamaica*.
Salles. — *Autour de la mer des Antilles*.
Salmon. — *Depression in the west Indies* (London, 1884).
Schomburgk. — *History of Barbados* (London, 1848).
Southey. — *Chronological history of the West Indies* (London, 1827).
Saint Yves. — *Premières relations des Antilles françaises et des Antilles anglaises* (Paris, 1902).
Chemin Dupontès. — *Les Petites Antilles* (Paris, 1911).
Stark. — *History and guide to Bahama Islands* (Boston, 1891).
Stark. — *History and guide to Barbados* (Boston, 1893).
Stark. — *Guide book and history of Trinidad* (Boston, 1897).
Stark. — *Jamaica guide* (Boston, 1898).
Verteuil. — *Trinidad* (London, 1884).
Walliffe. — *Paradis de l'Amérique Centrale* (Paris, 1909).
Walker. — *West Indies and the Empire* (London, 1901).
Wells. — *Historical and descriptive sketch of Grenada*.
Woodcock. — *History of Tobago* (1867).

PUBLICATIONS DIVERSES

- Questions diplomatiques et coloniales*, t. VI, VII, VIII, IX, XI.
Colonial Office List (publication annuelle).
Colonial Reports annual.
American historical Review, VI, 475.
Revue des Deux Mondes, Mars 1900.
The British Parliamentary papers (Blue Books).
State's man's year book (publication annuelle).
Statistical Abstract for the colonies.
Statistical tables relating to the colonies.
Colonial Survey Committee.
Emigrant's information Office (notices).
Contemporary Review (février 1912).
The Statist (3, 10, 17 juin 1911).
The Nation (8 juin 1911).
The Economist (10 juin 1911).
Nineteenth Century (mars 1911).

THÈSES

- André. — *L'Angleterre et ses colonies autonomes*.
Cahu. — *Administration Centrale des colonies britanniques*.
Eutrope. — *Colonies anglaises à self-government*.
Merens. — *Etude sur les colonies anglaises autonomes*.

CONCLUSIONS

CHAPITRE PREMIER

CHAPITRE II

Le Pouvoir législatif	79
§ 1. — Pouvoirs du Parlement Impérial	79
§ 2. — Pouvoirs des assemblées locales	85
§ 3. — Pouvoirs de la Couronne	89
§ 4. — Composition et fonctionnement des assemblées lo- cales	97
§ 5. — Evolution des institutions politiques	98
§ 6. — Histoire constitutionnelle de la Jamaïque.	105
§ 7. — Transformations constitutionnelles des autres colo- nies antillaises britanniques	125

CHAPITRE III

CONCLUSION	160
----------------------	-----

ANNEXES

I. — Colonial office circular	203
II. — Loi organique des Iles sous le Vent.	211
BIBLIOGRAPHIE.	221
TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES	227

